



Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL, Andreas WILKENS (éd.)

WILLY BRANDT UN PROJET POUR L'ALLEMAGNE (1913-1992)

HERAUSGEBERIN

Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung
Bundesstiftung des öffentlichen Rechts

Der Vorstand

KARSTEN BRENNER, *Ministerialdirektor a. D. (Vorsitzender)*

PROF. DR. DIETER DOWE

PROF. DR. AXEL SCHILDT

REDAKTION

DR. WOLFRAM HOPPENSTEDT (*Geschäftsführer*)

DR. BERND ROTHER

DR. WOLFGANG SCHMIDT

Schriftleitung: DR. BERND ROTHER

Diese Publikation wurde aus Mitteln des Haushalts des Beauftragten der Bundesregierung für Kultur und Medien (BKM) finanziert.

© 2014 by Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung

Forum Willy Brandt Berlin

Unter den Linden 62-68

D-10117 Berlin

Tel.: 030 / 787707-0

Fax: 030 / 787707-50

info@willy-brandt.de

www.willy-brandt.de

Willy-Brandt-Haus Lübeck

Königstraße 21

D-23552 Lübeck

Tel.: 0451 / 122425-0

Fax: 0451 / 122425-9

info@willy-brandt-luebeck.de

www.willy-brandt-luebeck.de

GESTALTUNG

Pralle Sonne, Berlin

REALISATION UND DRUCK

Hans Gieselmann Druck und Medienhaus, Nuthetal

© Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung d.ö.R.

Printed in Germany 2014

ISSN 1434-6176

ISBN 978-3-933090-27-0

Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL, Andreas WILKENS (éd.)

WILLY BRANDT UN PROJET POUR L'ALLEMAGNE (1913-1992)

Schriftenreihe der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung
Heft 28

TABLE DES MATIERES

Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL, Andreas WILKENS Préface	6	Bernd ROTHER Willy Brandt à la tête de l'Internationale socialiste, 1976-1992	93
Wolfgang THIERSE Willy Brandt et nous	11	Ulrich PFEIL « Maintenant s'unit ce qui ne fait qu'un ». Willy Brandt et l'unification allemande	102
Lionel JOSPIN Willy Brandt. Un témoignage	16	Corine DEFRANCE Willy Brandt et l'Histoire : « oui au pardon – non à l'oubli »	113
Hélène CAMARADE Devenir Willy Brandt. Les années de jeunesse et d'exil, 1913-1947	22	Willy Brandt, jalons biographiques	124
Wolfram HOPPENSTEDT Willy Brandt et Berlin, 1948/57-1966	31	Repères bibliographiques	127
Jean-Paul CAHN Willy Brandt, ministre de la Grande coalition, 1966-1969	41	Les auteurs	132
Andreas WILKENS Relance à l'Ouest, ouverture à l'Est. Willy Brandt et le rôle de l'Allemagne fédérale en Europe, 1969-1974	51		
Hélène MIARD-DELACROIX « Oser plus de démocratie ». Willy Brandt et le défi des réformes intérieures, 1969-1974	62		
Klaus SCHÖNHOFEN À la tête de la social-démocratie allemande, 1964-1987. Style et conception politique de Willy Brandt	72		
Wolfgang SCHMIDT Willy Brandt et le conflit Nord-Sud. Du rapport Brandt à la gouvernance mondiale	82		

PRÉFACE

Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL, Andreas WILKENS

« Dans la lutte pour la paix – et cela veut dire aujourd’hui : pour la survie de l’humanité – chacun doit se demander ce qu’il peut faire de lui-même ; ce qu’il peut amener son pays à faire et quel apport spécifique celui-ci doit fournir. Mon pays avait pour tâche de sortir d’un passé funeste, sans l’oublier pour autant. Il avait pour tâche de compléter l’amitié avec l’Ouest par la réconciliation avec l’Est. Il a l’ambition de prouver, après des expériences amères, qu’il est un peuple de bons voisins, à l’intérieur comme à l’extérieur »¹.

C’est en ces termes que Willy Brandt présenta sa position et son action à Stockholm, le 12 décembre 1971, après avoir reçu la veille le prix Nobel de la Paix à Oslo. Dans ces quelques phrases, il résume l’essentiel de son ambition politique : assumer le passé, en tirer les leçons pour l’avenir, contribuer à la paix dans le monde et à la coopération en Europe, en articulant politique à l’Ouest et politique à l’Est. De manière caractéristique, il lance un appel à la fois à l’engagement des États, mais aussi à l’engagement individuel de chaque citoyen. Et cette question de l’éthique personnelle, Brandt n’avait cessé de se la poser depuis sa jeunesse.

Issu d’un milieu très modeste, Willy Brandt a vécu une jeunesse à certains égards difficile. Décider de quitter sa patrie après la « prise du pouvoir » de Hitler en 1933 exigeait de l’audace. Faire face à la situation dans l’Allemagne d’après-guerre et pendant la Guerre froide, comme maire de Berlin-Ouest depuis 1957, demandait du courage. Affronter les attaques personnelles de ses adversaires politiques, jusqu’à celles du chancelier Konrad Adenauer, imposait du sang-froid. Résistance et exil étaient encore considérés comme des tares, en cette Allemagne de l’après-guerre, et Brandt, plus qu’on ne le pensait, souffrit des campagnes de diffamation.

Et pourtant, contre toute attente, Brandt parvint aux plus hautes responsabilités, et ceci au rythme de la transformation politique, sociale et démographique de la société ouest-allemande. Encore lui fallut-il trois tentatives pour finalement être élu premier chancelier social-démocrate de la République fédérale, en septembre 1969. Le premier chancelier également, qui, lorsque Hitler s’était emparé

¹ Willy BRANDT, « Allocution devant l’église Storkyrkan de Stockholm, le 12 décembre 1971 », in : *Politique de paix dans notre temps. Le Prix Nobel de la Paix 1971 a été décerné au Chancelier Willy Brandt*, Bonn, Bundesdruckerei, 1972, p. 43-44.



Willy Brandt et François Mitterrand, vacances d’été en France, Nogaro (Midi-Pyrénées), août 1981

du pouvoir, ne s'était pas imaginé d'autre choix que celui d'entrer en résistance et d'engager le combat pour « une autre Allemagne ». Élire un ancien résistant à la tête de l'exécutif ouest-allemand était pour Brandt lui-même le signe que Hitler avait définitivement perdu la guerre.

Mais le combat était loin d'être fini et les charges contre sa personne continuèrent de plus belle avec la mise en place d'une nouvelle conception de la « politique allemande », communément désignée comme la « nouvelle *Ostpolitik* ». Dans les manuels d'histoire, et non seulement en Allemagne, son nom restera attaché à cette démarche : Il s'était décidé à franchir le pas décisif et à reconnaître les frontières existantes au nom du réalisme politique et du souci de permettre – à terme – un rapprochement entre les deux parties de l'Allemagne divisée. Cette politique sacrifiait-elle le droit à l'unité – comme les adversaires le dénonçaient avec rage – ou, bien au contraire, ouvrait-elle la voie au « vivre ensemble » des Allemands, comme Brandt l'espérait ?

Durant toute sa vie, Willy Brandt a suscité plus qu'aucun autre homme politique en Allemagne des émotions, positives ou négatives. Toute sa vie, il dut faire face, partir, revenir, se réinventer. Plus d'une fois, il n'y eut qu'un fil séparant le succès éclatant de l'échec décourageant. Ainsi, on crut qu'il avait durablement réussi en remportant la victoire électorale en novembre 1972 et ce fut, en réalité, le début d'une lente érosion du pouvoir qui allait aboutir à sa décision de démissionner de ses fonctions de chancelier, en mai 1974.

On savait que Brandt n'était pas de ces hommes politiques ordinaires, attirés par le pouvoir pour le pouvoir, cherchant à s'imposer à tout prix, décidés surtout à durer. Son style personnel était distinctif. Sa manière souvent lente de s'exprimer, en petit comité, au parlement ou devant des foules, a toujours intrigué. Ses hésitations faisaient comprendre qu'il n'avait guère de réponses toutes prêtes et qu'il ne prétendait pas en avoir. « Une personne de la tribu qui doute », selon la formule de Günter Grass².

Après sa démission, contre toute attente, Brandt commença une autre carrière, à partir de 1976, cette fois-ci sur la scène internationale, en tant que président de l'Internationale socialiste. En ces années, il affronta de nouveaux enjeux : les rapports entre le Nord et le Sud de la planète, la lutte contre la pauvreté, les transitions démocratiques en Europe et ailleurs.

² Günter GRASS, *Aus dem Tagebuch einer Schnecke*, Munich, dtv, 32006, p. 268.

Lors des bouleversements à l'Est, à la fin des années 1980, Brandt monta une fois encore en première ligne. Après la chute du Mur, certains furent surpris quand il s'engagea très tôt et avec toute son énergie en faveur de l'unification des deux États allemands. Ce fut alors l'occasion de découvrir le « patriote » Brandt, attaché aux liens historiques entre Allemands autant qu'au droit inaliénable à l'autodétermination des peuples. En même temps, le règlement de la question allemande ne pouvait se faire qu'en accord avec les voisins européens. Et Brandt de retrouver, à la fin de sa vie, une des grandes questions qui avaient traversé son action politique pendant près de cinq décennies : l'insertion de l'Allemagne démocratique dans un ensemble européen stable, pacifique et prospère.

Au moment de sa mort, le 8 octobre 1992, Brandt n'était pas loin de faire l'unanimité, en Allemagne comme ailleurs. La très grande majorité de ses compatriotes avait conscience qu'un homme d'État d'envergure exceptionnelle venait de s'en aller. De son côté, Felipe Gonzalez, que Brandt s'était choisi comme « petit fils » spirituel, scanda « Adios amigo » et rappela la solidarité internationale dont Brandt avait su faire preuve à tout instant.

Que reste-il aujourd'hui de Willy Brandt ? Quel est son héritage ? Les traces qu'il a laissées se trouvent à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Allemagne. Pour les Allemands, Brandt reste aujourd'hui encore l'incarnation de la réconciliation entre la morale et la politique. Dès sa fameuse première déclaration gouvernementale du 28 octobre 1969, il exposa que la RFA n'était pas (encore) une démocratie aboutie, mais qu'elle n'en était toujours qu'à ses débuts. Il enthousiasma alors plus d'une génération avec son appel à plus de démocratie, à plus de participation, à plus de tolérance. Même si l'ambition devait ensuite se mesurer à la réalité, l'exigence, en elle-même, marquait une véritable césure dans la vie démocratique en Allemagne fédérale.

Pour les Européens, il n'est pas exagéré de dire que Brandt et sa politique avaient changé en profondeur l'image de l'Allemagne et, en conséquence, les rapports politiques. À l'Est de l'Europe comme à l'Ouest, l'accession d'un ancien résistant au pouvoir changeait définitivement la donne.

En France comme ailleurs, la première image qui lui est associée est celle du chancelier s'agenouillant devant le monument commémoratif du ghetto de Varsovie, en décembre 1970. Par ce geste, c'est toute la philosophie de la nouvelle Allemagne qu'il incarne à l'étranger. Celle d'un pays démocratique reconstruit qui assume la responsabilité du passé de l'Allemagne et qui œuvre pour conforter la paix et la réconciliation en Europe.

Dans la mécanique européenne, au début des années 1970, quelque chose d'essentiel avait été modifié : plus qu'auparavant, l'Allemagne était devenue un partenaire comme les autres, une démocratie qui s'était affirmée et qui se proposait encore de se développer dans le sens de l'ouverture et de l'intégration.

Le centenaire de la naissance de Willy Brandt a donné lieu à un grand nombre de manifestations en Allemagne et ailleurs. À Paris, plusieurs institutions françaises et allemandes ont pris l'initiative d'organiser ensemble un colloque scientifique, car les liens de Brandt avec la France ont été denses, tant d'un point de vue politique que privé. Il s'exprimait fort bien en français, au point de pouvoir se passer d'interprètes dans les entrevues officielles, et il séjourna fréquemment en France, où il avait une maison dans les Cévennes. Témoins et chercheurs français et allemands se sont réunis au *Goethe Institut* de Paris, les 24 et 25 octobre 2013, en coopération avec la *Friedrich-Ebert-Stiftung* (Paris), la *Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung* (Berlin), la Fondation Jean Jaurès et l'Université de Lorraine, Metz. Le présent volume réunit les différentes interventions qui retracent – d'une manière chronologique pour l'essentiel – la vie et l'action politique de Willy Brandt. S'adressant à un public large, le recueil tente de faire ressortir les traits saillants du parcours d'un homme d'État sans lequel l'Allemagne d'aujourd'hui ne serait pas ce qu'elle est.

WILLY BRANDT ET NOUS

Wolfgang THIERSE

L'année 2013 a été placée sous le signe du 100^{ème} anniversaire d'un très grand homme politique allemand, homme d'État européen et citoyen du monde : Willy Brandt, chancelier de la République fédérale d'Allemagne de 1969 à 1974 et unique prix Nobel de la paix allemand après la Seconde Guerre mondiale (1971).

Willy Brandt est né le 18 décembre 1913, d'une mère célibataire, vendeuse, vivant dans des conditions très modestes. Grâce à l'influence de sa mère et de son grand-père, il se familiarise dès son plus jeune âge avec le mouvement ouvrier allemand et s'engage très tôt dans la politique. Il résiste énergiquement au national-socialisme qui menace de plus en plus la première démocratie allemande mise en place après la Première Guerre mondiale.

Après la prise de pouvoir par Adolf Hitler en janvier 1933 en Allemagne, Willy Brandt doit fuir en Norvège pour protéger sa vie. Depuis Oslo, il poursuit son combat pour une Allemagne libre et démocratique.

Tout au long de sa vie, Willy Brandt entretint un lien étroit avec la France. Les origines de son amour pour ce pays remontent à sa période d'exil. Dans les années trente, le jeune exilé voyage presque chaque année depuis sa deuxième patrie, la Norvège, vers Paris pour y rencontrer la direction à l'étranger de son parti, le parti socialiste ouvrier, et pour participer aux réunions des émigrants allemands avec, parmi eux, Heinrich Mann. Son objectif est d'établir un large front populaire contre le fascisme. Pendant cette période, Willy Brandt a particulièrement appris à apprécier l'art de vivre français comme il le raconte en détail dans ses mémoires.

La guerre et les désordres de l'après-guerre interrompent les contacts de Willy Brandt avec les voisins à l'ouest de l'Allemagne. Il les reprend vers la fin des années 1950, alors qu'il est bourgmestre-gouverneur de la partie libre de Berlin. Willy Brandt est revenu de son exil scandinave en Allemagne afin de participer à la reconstruction démocratique de son pays. Le social-démocrate observe avec fascination la politique extérieure pleine d'assurance du président de la République Charles de Gaulle. Les deux hommes politiques ont certes des avis différents sur de nombreuses questions, mais ils ont tous deux combattu Hitler. C'est pour le grand Français un critère décisif qui autorise Willy Brandt – un Allemand – à l'appeler « Mon Général ». Les deux hommes politiques se passent d'interprètes pour leurs discussions ; chacun comprend la langue de l'autre.



Oskar Lafontaine, Willy Brandt et Wolfgang Thierse lors du congrès d'unification du SPD à Berlin, 28 septembre 1990

Alors que Willy Brandt est enfin élu, en octobre 1969, premier chancelier social-démocrate de la République fédérale d'Allemagne, sa première initiative de politique extérieure vise l'élargissement de la Communauté économique européenne. Le président de Gaulle avait toujours refusé l'entrée de la Grande-Bretagne, mais son successeur Georges Pompidou y est plus favorable. Brandt parvient à dissiper les derniers doutes du président français. L'unification de l'Europe, cet important projet pour une paix durable, ne peut se faire, Brandt en est convaincu, que si Bonn et Paris vont dans le même sens. Mais cela ne doit pas faire craindre petits États membres aient peur d'être laissés de côté.

Pour Brandt, il est également fondamental de ne pas mettre la France devant le fait accompli au sujet de la nouvelle *Ostpolitik* – la marque de fabrique du chancelier, pour laquelle il reçoit le prix Nobel de la paix. Il demande à ce que le président Pompidou soit directement tenu informé de toutes les étapes. Cela n'a pas été le cas avant la visite de Brandt au chef du parti soviétique Leonid Brejnev et le gouvernement français s'est alors tout de suite inquiété d'un « nouveau Rapallo », faisant ainsi référence à l'accord germano-soviétique de 1922, signé dans le dos des puissances occidentales. Brandt s'est alors efforcé de dissiper de telles inquiétudes. Les difficultés dans la mise en place de l'Union économique et monétaire mettent également la coopération franco-allemande à rude épreuve. Une chose est cependant capitale : les deux parties savent que l'amitié entre les peuples allemand et français est une condition indispensable à une paix durable en Europe.

Willy Brandt éprouve au début certaines difficultés avec François Mitterrand – et réciproquement, car, dans les premières années, le courant n'est pas toujours passé. Les socialistes français attaquent le SPD au sujet des « interdictions professionnelles » (à partir de 1972) et tiennent ses membres pour de « fragiles » sociaux-démocrates qui ont fait la paix avec le capitalisme. Du point de vue social-démocrate allemand, on comprend peu l'union de la gauche avec les communistes et les discours radicaux du Parti socialiste. Néanmoins, ici encore s'impose l'idée que les socialistes français et allemands ne peuvent durablement jouer l'un contre l'autre. Les deux partis sont trop importants pour la gauche européenne et l'Internationale socialiste à la tête de laquelle se tient Willy Brandt à partir de 1976. Il reste également président du parti social-démocrate allemand jusqu'en 1987.

Il n'y a bien évidemment pas de politique sans revers : dans le conflit à partir de 1979 sur le stationnement de nouveaux missiles nucléaires, les deux parties se

reprochent mutuellement l'abandon des positions fondamentales de la gauche démocratique. Du point de vue français, les camarades allemands manquent de fermeté dans l'affrontement avec les dictatures communistes. Du point de vue allemand, les socialistes français ne sont pas conscients du danger pour la paix que constitue l'augmentation sans fin des arsenaux nucléaires.

Le respect que Willy Brandt et François Mitterrand avait l'un pour l'autre reste néanmoins en grande partie épargné par ces tensions. Chacun connaît l'importance historique et l'énorme expérience politique de l'autre. Aussi, dans les années 1980, les deux hommes politiques se rencontrent plus souvent que jamais auparavant. Généralement, c'est Mitterrand, élu président de la République en 1981, qui invite Brandt. Il veut écouter l'avis de Willy Brandt. Celui-ci a conservé et ranimé son vieil amour pour la France, qui ne se confine pas au champ politique. À Gagnières, au pied des Cévennes, Willy Brandt et sa troisième femme, Brigitte Seebacher, possèdent alors une petite maison de campagne où ils se rendent aussi souvent que possible. En hiver 1989/90, peu de temps après la chute du mur de Berlin, Brandt accorde plusieurs interviews à des journaux de la région afin d'apaiser les inquiétudes françaises à propos de l'unité allemande de plus en plus probable. Le président Mitterrand, malgré son calendrier chargé, invite également le président d'honneur du SPD à une discussion sur la voie que pourrait prendre en Europe une Allemagne unifiée.

En dehors de la Norvège, aucun pays européen n'a été aussi important que la France dans la vie de Brandt, tant sur le plan politique que privé. C'est donc avec une joie toute particulière que la *Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung* a accueilli au début 2013, la proposition d'organiser en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, le Goethe-Institut de Paris et le bureau local de la *Friedrich-Ebert-Stiftung*, un hommage à Willy Brandt, sous la forme d'un symposium.

Ulrich Pfeil et Andreas Wilkens, professeurs à l'université de Lorraine (Metz), tenaient les rênes. Nous tenons aussi à remercier tout particulièrement celui qui fut ministre-président pendant de longues années de Rhénanie-Palatinat et aujourd'hui président de la *Friedrich-Ebert-Stiftung*, Kurt Beck, le professeur et journaliste Alfred Grosser et l'ancien Premier ministre français Lionel Jospin qui ont participé à la table ronde le premier soir de conférence.

Dans le présent numéro, le premier en langue française dans cette collection de la *Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung*, ont été rassemblées les diverses contributions au symposium. Nous remercions vivement tous les experts français et allemands qui y ont contribué.

Puisse cette publication contribuer à entretenir aussi en France la mémoire du grand social-démocrate que fut Willy Brandt.

WILLY BRANDT. UN TÉMOIGNAGE

Lionel JOSPIN

Mesdames, Messieurs,

Je remercie l'Institut Goethe, la *Friedrich-Ebert-Stiftung*, la Fondation Chancelier Willy Brandt Berlin, la Fondation Jean Jaurès et l'Université de Lorraine – co-organisateurs du colloque sur Willy Brandt – de m'avoir invité à participer à la table ronde de ce soir.

Je suis honoré d'avoir à m'exprimer aux côtés de Kurt Beck, ancien Ministre-Président de Rhénanie-Palatinat, Président de la *Friedrich-Ebert-Stiftung*, et du Professeur Alfred Grosser, éminent spécialiste français de l'Allemagne.

J'ai eu la chance de connaître personnellement Willy Brandt dans le cadre de l'Internationale socialiste et grâce aux liens directs noués entre le SPD allemand et le PS français, entre 1976 et 1988. Je l'ai d'abord approché avec la réserve un peu admirative qui s'imposait à un jeune responsable socialiste vis-à-vis d'une très grande personnalité étrangère. Ensuite, accompagnant d'abord François Mitterrand, puis devenu moi même, à partir de 1981, le Premier secrétaire du Parti Socialiste, ma relation avec Willy Brandt est devenue à la fois plus politique et plus étroite.

Willy Brandt ne se montrait pas familier. Il était conscient de sa valeur, de son rôle historique et de ses responsabilités d'ancien chancelier de l'Allemagne fédérale, de président du Parti social-démocrate allemand et de président de l'Internationale socialiste. Il ne détestait pas jouer de sa stature physique et morale pour impressionner ses contradicteurs et parfois pour imposer ses vues, quand des convictions profondes pour lui étaient en jeu.

En même temps, ancré dans une culture profondément démocratique, formé depuis longtemps aux joutes militantes, il avait le goût du débat et il respectait toujours ses interlocuteurs. Il se montrait simple et courtois, et il était, dans les moments de détente ou de réjouissance, si bon compagnon qu'on ne pouvait manquer de ressentir pour lui, par-delà le respect, une irrésistible sympathie. Je me souviens encore comme d'un moment précieux d'avoir été invité, avec quelques rares privilégiés, à déjeuner avec lui au bord du Rhin pour fêter son soixante-dixième anniversaire.

On sait ce que Willy Brandt a représenté dans son pays et le projet qu'il a formé pour l'Allemagne au sortir du désastre, cette nation coupée en deux, marquée



Lionel Jospin et Hans-Jürgen Wischniewski, manifestation électorale du SPD à la *Sporthalle* de Cologne, 28 février 1983

au cœur (en particulier à Berlin) par la Guerre froide ; ce pays renaissant dans la démocratie ; cet État qui, s'étant réconcilié avec la France, jouait un rôle majeur dans l'aventure pacifique de la construction européenne.

Pour ma part, j'évoquerai l'action de Willy Brandt à la tête de l'Internationale socialiste et les relations entre le PS et le SPD à une période cruciale de notre histoire commune alors que Willy Brandt dirigeait le parti frère allemand.

Cependant, Willy Brandt appartient à tous et je ne voudrais pas que vous pensiez que, comme socialiste français, je suis indifférent à ce que ce prix Nobel de la paix a représenté dans son pays comme en Europe. Pour moi, Willy Brandt a été et reste le jeune socialiste qui, pour ne pas courber la nuque devant le nazisme, a quitté son pays à vingt ans, en 1933, afin de gagner la Norvège, puis la Suède. Le fait que son nom de guerre était devenu son nom tout court avait suscité parfois, de la part de certains de ses adversaires politiques, en Allemagne même, ironie ou sous-entendus. Pour moi, pour ma génération, ce changement évoquait ceux des résistants en France qui avaient fait de leur pseudonyme dans la clandestinité le patronyme qui les accompagnait désormais, fièrement, dans la vie. Lui était Allemand, eux étaient Français. Leur ennemi commun n'était pas un peuple, mais le totalitarisme.

Adversaire résolu du fascisme, Willy Brandt a été tout aussi lucide à l'égard de l'autre totalitarisme du XX^e siècle : le communisme stalinien. Doublement lucide. Il a été sans complaisance vis-à-vis de l'idéologie communiste, même lorsqu'elle était à son zénith. Il a toujours cru que le véritable socialisme était indissociable de la liberté et que la voie de la réforme était préférable à celle de la révolution violente. En cela, il était profondément social-démocrate. Comme maire de Berlin, au moment des tensions extrêmes, il s'est tenu ferme, s'est battu pour sa ville, sans céder à l'aventurisme. Cette expérience a été cruciale dans son parcours politique et il en a tiré les leçons lorsque, en 1969, il est devenu chancelier, le premier chancelier social-démocrate en Allemagne depuis quarante ans.

Mais il a été assez avisé pour prendre la mesure des tabous de la Guerre froide, puis des précautions de la détente. L'inévitable prudence occidentale lors des événements de Berlin-Est, en 1953, de Hongrie, en 1956, et de Tchécoslovaquie, en 1968, l'a éclairé. Seule une démarche progressive d'ouverture vers l'Est pouvait peut-être offrir une voie. Willy Brandt savait qu'une rupture dans l'équilibre international des forces était impossible ; il opéra donc par glissements. Il ne pouvait devancer le temps ; il devait donc l'aider à advenir. D'où l'intelligence de sa politique à l'Est, conçue pour améliorer le sort des Berlinoises, accroître les

contacts entre les Allemands des deux Allemagne, apaiser la Pologne, attirer les démocraties populaires et intéresser l'URSS.

Même ceux qui, aux États-Unis ou en Europe, ont voulu discréditer sa démarche ont fini par reconnaître que son projet, loin d'être ambigu, était cohérent, et que, loin d'être aventureux, il était sage. Quel bonheur qu'il ait été encore parmi nous – étonné comme nous tous par l'accélération de l'histoire – quand le mur de Berlin est tombé et quand s'est faite la deuxième unité allemande ! Quel couronnement d'une vie !

Maire de Berlin, chancelier d'Allemagne fédérale, président du SPD, Willy Brandt a été aussi un remarquable président de l'Internationale socialiste, de 1976 à 1992. Cette lointaine héritière de l'Association internationale des travailleurs fondée par Marx en 1864, de cette Deuxième Internationale coupée en deux par la scission de l'Internationale communiste en 1919, puis disloquée par la Seconde Guerre mondiale, s'était refondée en 1951.

Lorsque Willy Brandt en prend la présidence en 1976, cette organisation a déjà commencé à sortir du sommeil. La force maintenue des partis sociaux-démocrates ou travaillistes de l'Europe du Nord, l'affirmation d'un nouveau parti socialiste en France, la renaissance de mouvements socialistes dans l'Europe du Sud où revit la démocratie lui ont redonné de l'élan. Dans ses congrès ou son présidium, des personnalités de qualité telles que Willy Brandt, Bruno Kreisky, Felipe González, François Mitterrand, Olof Palme, Shimon Peres, Mário Soares, reconnues dans leur pays, sont présents. Sans renier les caractères originaux de leurs partis ni les particularités de leurs vies politiques nationales, ces leaders vont se regrouper autour du président Willy Brandt pour redonner du lustre à l'Internationale socialiste.

Certes, l'I.S. ne se transformera pas en une organisation hiérarchisée, donnant des instructions à ses sections nationales et leur imposant unité doctrinale et discipline dans l'action. Cela n'était ni dans le projet de Willy Brandt, ni dans la vocation de cette instance, ni dans la culture de ses membres. Mais, sous la houlette de son président, l'Internationale socialiste deviendra une organisation vivante, un lieu de débats féconds, où se dégageront des principes et des orientations dont la force attractive se fera sentir hors de la vieille Europe et dans le vaste monde.

Là se situe le deuxième mérite de Willy Brandt. Pierre Mauroy, son successeur à la présidence de l'Internationale socialiste en 1992, l'a illustré lors de l'hommage rendu à Willy Brandt à Barcelone le 4 mars 1993, quelques mois après sa mort.

L'Internationale socialiste était restée jusque là une sorte de club de discussion pour des partis sociaux-démocrates européens. Au congrès de Genève, en 1976, au moment où l'ancien chancelier allemand prend la présidence, Léopold Sedar Senghor nous rejoint avec une délégation du Parti socialiste sénégalais. C'est un symbole et un tournant. En quelques années, nous ferons de l'Internationale socialiste une organisation à vocation mondiale, qui comptera des partis affiliés non plus seulement en Europe, mais aussi en Afrique, en Amérique latine, en Asie et au Proche-Orient.

Je suis convaincu que cette riche expérience a pu conduire le président Willy Brandt à consacrer une part de son intelligence et de son énergie à la question des rapports Nord-Sud et des inégalités de développement.

J'en viens maintenant à mon dernier point : celui des relations entre le SPD et le PS à l'époque de François Mitterrand et de Willy Brandt, relations auxquelles je fus mêlé. Tout ne rapprochait pas le PS et le SPD quand François Mitterrand en prend la tête en 1971. Le SPD, installé dans la tradition classique de la social-démocratie, avait du mal à identifier et peut-être même à comprendre le nouveau venu français qui prônait des nationalisations, parlait de rupture avec le capitalisme et, surtout, s'alliait aux communistes. Nous-mêmes avions tendance à prendre un peu de haut ce parti allemand qui pouvait conclure une coalition avec la droite, même s'il nous dominait par son poids et par son influence. Quant à François Mitterrand, Willy Brandt le connaissait peu.

Mais les deux partis vont progressivement se défaire de leurs *a priori* et de leurs préjugés. Ils vont introduire du relativisme dans leurs jugements, c'est-à-dire en réalité, prendre en compte les spécificités des paysages politiques nationaux respectifs. Willy Brandt admet que pour François Mitterrand, les socialistes et la gauche, il est impossible de gagner sans les communistes. Il constate aussi que nous ne leur cédon pas quand des principes essentiels à nos yeux sont en cause. Nous-mêmes, bien qu'inscrits dans la culture de la distinction droite / gauche – que l'élection présidentielle au suffrage universel contribue à conforter –, nous acceptons de comprendre que la Grande coalition – quand elle advient – est une façon de conjurer un risque d'instabilité politique dont les Allemands ne veulent pas. Aujourd'hui, d'ailleurs, sur ce point, le débat a ressurgi. Quant à l'autogestion, notre rêve de l'époque, et à la cogestion, cette tradition qui est en Allemagne le privilège et rançon de la puissance syndicale, nous les attribuons, à l'époque, à nos tempéraments nationaux.

Les deux leaders, Willy Brandt et François Mitterrand, vont parallèlement se

découvrir, mieux se comprendre et s'estimer. Dans les discussions de l'Internationale socialiste, que ce soit à propos de l'Europe – malgré la critique par Willy Brandt d'une phrase catégorique de François Mitterrand : « L'Europe sera socialiste ou ne sera pas », laquelle mériterait une exégèse encore aujourd'hui – ou que ce soit à propos de la politique à l'Est et du Proche-Orient, je n'ai pas constaté entre les deux hommes de divergences majeures.

Grâce à l'obligeance de l'Institut François Mitterrand, j'ai redécouvert cette appréciation que le leader politique français portait, en 1976, sur son homologue allemand. Je vous la livre : « Willy Brandt partage avec Pierre Mendès France une vertu rare chez les hommes politiques : son premier mouvement est le bon. Il l'a montré pendant la guerre en choisissant l'exil et le refus contre la soumission au nazisme (...) ; à Varsovie par la simple grandeur d'un geste abandonné ; et, récemment, dans la disgrâce aussitôt acceptée, quelle qu'en fût l'injustice. Autant qu'on puisse le dire de relations hâtives, faites le plus souvent d'apparences et d'usages comme le sont trop souvent les relations politiques, il existe entre nous un langage, une certaine densité d'échange que j'appellerai l'approche d'une amitié ».

En mars 1981, deux mois avant l'élection présidentielle française, François Mitterrand avait, dans un voyage privé en Allemagne, de l'Est et de l'Ouest, refait – en voiture – le chemin de sa première évasion en 1941. Willy Brandt l'avait accompagné tout au long du voyage. Élu Président, François Mitterrand recevra sept fois en tête-à-tête Willy Brandt. L'amitié approchée s'était accomplie entre les deux hommes. Je suis fier d'avoir, à ma façon, pris ma part de cette amitié qui est aussi une part de l'histoire.

DEVENIR WILLY BRANDT LES ANNÉES DE JEUNESSE ET D'EXIL, 1913-1947

Hélène CAMARADE

Lorsque Willy Brandt revient s'installer définitivement en Allemagne, en 1947, il est âgé de 34 ans et citoyen norvégien. Il est marié, père de famille. Il a déjà derrière lui une longue carrière politique et journalistique. Il a connu la clandestinité, la résistance, il s'est exilé à deux reprises, une fois pour fuir l'Allemagne nazie, la seconde pour échapper à l'invasion de la Norvège par l'Allemagne nazie. Le jeune socialiste radical qu'il était à 20 ans s'est mué en social-démocrate pragmatique et réformiste. Il connaît les mouvements socialistes en Europe, leurs idées, leurs stratégies et leurs contradictions. Ses années de jeunesse à Lübeck, puis celles passées en exil dans les pays scandinaves ont contribué à construire l'homme public et politique qu'il est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

En relatant son parcours jusqu'en 1947, nous chercherons à comprendre comment s'est construit ce jeune homme intelligent d'origine modeste. Nous retracerons notamment les étapes qui transforment le jeune socialiste radical, gagné à la cause de la révolution, en un social-démocrate réformiste. Nous nous pencherons sur ses activités au sein des mouvements de résistance à Hitler qui sont la cause des nombreuses calomnies auxquelles il sera confronté dans l'après-guerre. On l'accusera en effet d'avoir été un « traître à la patrie » pour avoir porté l'uniforme norvégien et, indirectement, pour s'être exilé au moment où l'Allemagne traversait des heures sombres – accusation qui sous-entend qu'il ait eu véritablement le choix de rester. Dans le contexte de la Guerre froide et de la division de l'Allemagne, on lui reprochera également, souvent à tort d'ailleurs, d'avoir collaboré avec les communistes dans la lutte anti-hitlérienne. Nous nous intéresserons donc dans ce chapitre aux années de jeunesse et de formation de Willy Brandt.

1. Jeunesse à Lübeck et premiers engagements, 1913-1933

Willy Brandt est né à Lübeck, ville portuaire ouverte sur la mer Baltique, dans le quartier ouvrier de St. Lorenz, le 18 décembre 1913, sous le nom d'Herbert Frahm. Il est l'enfant naturel d'un comptable qu'il n'a pas connu et de Martha Frahm, une jeune vendeuse, âgée de 19 ans à sa naissance. Il a été élevé à partir de ses six ans par son grand-père Ludwig Frahm, ouvrier et social-démocrate engagé. Dès l'âge de huit ans, le jeune garçon adhère à différents groupes des Jeunesses



Willy Brandt lors d'une rencontre de jeunesse du parti ouvrier norvégien, sans date

socialistes qui deviennent pour lui comme une deuxième famille et marquent durablement sa vision du monde. Il restera par la suite très attaché aux mouvements de jeunesse.

Il adhère au SPD dès l'âge de 16 ans, sous l'influence de son mentor de l'époque Julius Leber, journaliste et député du SPD au *Reichstag*, qui participera plus tard à l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler. Mais dans le contexte de la crise politique et sociale de l'année 1930, le jeune homme critique la « politique du moindre mal » pratiquée, selon lui, par le SPD et son manque de fermeté à l'égard du gouvernement Brüning. Comme il l'écrit dans l'un de ses premiers articles de lycéen (Il obtient son baccalauréat en 1932) : « La République, ce n'est pas grand-chose – ce que nous voulons, c'est le socialisme ! »¹. Brandt n'en est pas pour autant attiré par le KPD qu'il accuse de diviser la classe ouvrière et de rester trop dépendant de la ligne de Moscou².

Lorsqu'à l'automne 1931, le SPD exclut une partie de son aile gauche et que ces membres fondent un nouveau parti, le SAP (*Sozialistische Arbeiterpartei*), Parti socialiste des ouvriers, Brandt suit, en toute logique, le mouvement. Le SAP qui rassemble des groupuscules assez hétérogènes n'obtiendra aucune victoire électorale notable ; il compte 15 600 adhérents en 1933 ; en revanche, son mouvement de jeunesse, le *Sozialistischer Jugendverband* (SJVD) rassemblera jusqu'à 10 000 membres, et Brandt en devient l'un des leaders.

2. Exil en Norvège, 1933-1940

Lorsqu'Hitler arrive au pouvoir en 1933, le SAP passe dans la clandestinité. C'est d'ailleurs à l'occasion d'une réunion clandestine du SAP à Dresde, en mars 1933, qu'Herbert Frahm prend pour la première fois le pseudonyme de Willy Brandt. Il en prendra bien d'autres au fil des années. Brandt, qui est recherché en raison de ses activités politiques hostiles à l'égard du pouvoir hitlérien, est envoyé en Nor-

¹ « Republik, das ist nicht viel – Sozialismus ist das Ziel ! », in : Willy BRANDT, « Kameradschaftlichkeit ! Ein Wort der Jugend an die Alten », *Lübecker Volksbote*, 24 septembre 1930, reproduit in : ID., *Hitler ist nicht Deutschland, Jugend in Lübeck – Exil in Norwegen 1928-1940*, éd. par Einhart LORENZ, Bonn, Dietz, 2002, p. 88-91 (*Berliner Ausgabe*, 1). Les traductions sont de l'auteur.

² « Les Bolchevistes allemands ne reculent devant rien, ils utilisent des méthodes sordides dans la lutte fratricide du prolétariat. Ils salissent par des mensonges éhontés le nom des organisations de la social-démocratie, de leur parti et de leurs syndicats [...]. », in : Willy BRANDT, « Sie schänden den Namen des Proletariats ! Betrachtungen zum 1. Mai », *Lübecker Volksbote*, 28 avril 1931, in : BRANDT, *Hitler ist nicht Deutschland* (note 1), p. 92-94.

vège dès le mois d'avril 1933 avec la mission d'y représenter le SAP et de gagner le parti travailliste norvégien (*Det norske Arbeiderparti*) à sa cause.

Les années norvégiennes vont permettre à Brandt de se former dans deux domaines complémentaires. Il va se forger le statut d'homme politique grâce à ses activités au sein du SAP tout en se familiarisant avec les enjeux internationaux et en observant la politique sociale menée par le Parti travailliste norvégien qui accède au pouvoir en 1935. Lui qui voulait être journaliste devient parallèlement une plume de premier plan dans le paysage journalistique socialiste. Lors de la remise du prix Nobel de la Paix en 1971, il souligne les apprentissages décisifs qu'il a faits à l'époque :

« Les années en Norvège et dans le Nord ont eu une grande importance pour moi. C'est là-bas que j'ai appris ce que veut dire vivre en bon voisinage, non seulement à l'intérieur des frontières mais aussi avec l'extérieur. C'est là-bas que je me suis approprié les idées de liberté, de justice et de solidarité, des idées jusque-là abstraites rencontrées dans les livres, à les affranchir de la gangue dans laquelle une communauté de pensée les cantonne parfois et – bien conscient des lacunes qui caractérisent toute œuvre humaine – de tenter de les appliquer à des contextes sociaux variés ».³

On peut rétrospectivement classer ses activités journalistiques en trois catégories : les publications internes au SAP afin de rendre compte des évolutions politiques en Norvège, but premier de sa mission ; les publications en allemand destinées à être introduites clandestinement en Allemagne pour informer la population et soutenir la résistance intérieure ; et les publications en norvégien afin d'informer la classe ouvrière et l'opinion publique de son pays d'accueil sur les réalités allemandes.

Brandt compte en effet parmi les rares exilés allemands à avoir eu accès à l'opinion publique étrangère et à avoir publié dans la langue de son pays d'accueil – il a alors 20 ans et consolide rapidement les connaissances qu'il a déjà de la langue norvégienne. Il publie essentiellement dans les journaux norvégiens du mouvement ouvrier. En 1937, il participe à la création d'une nouvelle revue du SAP en norvégien intitulée *L'Allemagne invisible* (*Det skjulte Tyskland*) qui désigne ce que l'on a aussi appelé « l'autre Allemagne », l'Allemagne anti-nazie. L'un de ses objectifs jusqu'à la chute du régime hitlérien consiste en effet à convaincre l'opinion étrangère qu'il existe une opposition allemande et qu'il ne faut pas identifier

³ *Les Prix Nobel en 1971*, Stockholm 1972, p. 87, cité in : BRANDT, *Hitler ist nicht Deutschland* (note 1), p. 23.

strictement l'Allemagne aux nationaux-socialistes. L'un de ses articles s'intitule d'ailleurs en 1938 : « Hitler n'est pas l'Allemagne »⁴. Il est ainsi bien éloigné de certains exilés qui, à l'instar de Thomas Mann, ont condamné sans nuances le peuple allemand. C'est sans doute parce qu'il a bénéficié, jusqu'au début de la guerre, d'une connaissance assez précise de la situation intérieure par le biais des membres du SAP restés dans le *Reich*. Il se rend lui-même à Berlin lors d'un séjour clandestin en 1936 avec la mission d'encadrer politiquement une vingtaine des 200 membres berlinois du SAP. À cette occasion, il pénètre illégalement dans le *Reich* avec un faux passeport sous l'identité de Gunnar Gassland, un ami qui a contracté un mariage blanc avec Gertrud Meyer, sa compagne d'alors.

Ses écrits à destination de l'Allemagne s'adressent à la jeunesse qu'il estime être la cible privilégiée des nationaux-socialistes. À Oslo, il fonde une cellule du SAP qui se distingue par la qualité de ses publications pour la jeunesse. Celles-ci sont introduites clandestinement dans le *Reich* par des agents du SAP. Brandt en rédige, édite et coordonne un grand nombre. Celles-ci n'échappent d'ailleurs pas à la vigilance de la Gestapo qui mentionne les documents de la cellule d'Oslo dans un rapport de 1937.

Sur le plan de l'action politique au sein des partis, Brandt va suivre diverses évolutions. Il se révèle très utile au SAP et va gagner rapidement la confiance des dirigeants, notamment celle de Jacob Walcher, chef du bureau central en exil à Paris, qui devient son mentor. Sur le plan de la politique norvégienne, Brandt est, au cours des premières années, réticent à l'égard du parti travailliste qu'il juge sur une ligne trop sociale-démocrate. Mais les choses commencent à évoluer lorsque ce dernier gagne les élections en 1935 et accède au gouvernement. Brandt comprend que la culture politique norvégienne est différente et que les catégories d'analyse du SAP ne sont peut-être pas toujours opératoires. C'est le début d'un processus d'apprentissage marqué par une autonomie toujours plus grande à l'égard du SAP et de Jacob Walcher.

Brandt est également marqué par son séjour de quelques mois en Espagne, en 1937, en pleine guerre civile, lorsqu'il est chargé de couvrir les événements pour le SAP et de représenter celui-ci auprès du POUM, son parti-frère. Il y fait l'expérience des divisions au sein des forces de gauche. Lui soutient, au contraire,

⁴ Willy BRANDT, « Hitler ist nicht Deutschland », 28 septembre 1938, in : ID., *Hitler ist nicht Deutschland* (note 1), p. 383.

la constitution d'un front populaire dans l'espoir d'atteindre un front antifasciste uni et, de manière générale, dépasser les divisions au sein du mouvement ouvrier, même s'il n'assiste pas aux actions menées à Paris en vue de constituer un front populaire allemand. Le séjour en Espagne en 1937 le transforme en anti-communiste convaincu, car il est témoin des stratégies que l'Union soviétique stalinienne met en œuvre afin de noyauter la gauche. Les conservateurs ouest-allemands lui reprocheront pourtant, à tort, d'avoir combattu auprès des communistes en Espagne. Au moment de la signature du pacte germano-soviétique en 1939, son jugement est sans appel, il considère désormais l'Union soviétique comme « une puissance réactionnaire de premier plan à côté de Hitler »⁵.

En raison de dissensions au sein de la cellule du SAP à Oslo, il prend ses distances au sein de ce groupe et se rapproche du parti travailliste norvégien qui progresse lors des élections en 1936 et 1937 et acquiert une large assise électorale et populaire. En décembre 1937, Brandt tire le bilan : le parti travailliste mène, selon lui, « la politique la plus progressiste de tous les pays nordiques, il est, en dépit de tout, l'un des mouvements ouvriers les plus sains »⁶. Il devient alors fonctionnaire du parti, remplit des missions pour celui-ci, notamment celle d'enseigner à l'Université travailliste où il devient un enseignant apprécié. Il fréquente les milieux du gouvernement tout en continuant ses activités de journaliste. À partir de 1936, il est également engagé dans le mouvement norvégien pour la jeunesse.

3. Les années de guerre en Suède, 1940-1945

Brandt est déchu de sa nationalité allemande en 1938 et reste apatride jusqu'à l'obtention de la nationalité norvégienne en 1940, alors qu'il est en exil en Suède, pays resté neutre pendant la Seconde Guerre mondiale. Le 9 avril 1940, l'Allemagne attaque la Norvège. Brandt se cache quelques semaines dans le nord du pays puis, pris au piège, il joue son va-tout : il détruit ses papiers, endosse l'uniforme de l'armée norvégienne que lui cède Paul Gauguin, petit-fils du peintre, qui préfère pour sa part prendre le maquis, et se fait arrêter comme prisonnier

⁵ Lettre de Brandt à Jakob Walcher, 26 août 1939, in : Archiv der sozialen Demokratie der Friedrich-Ebert-Stiftung Bonn, WBA, A5, cité in : Einhart LORENZ, *Willy Brandt. Deutscher – Europäer – Weltbürger*, Stuttgart, Kohlhammer, p. 52.

⁶ Lettre de Brandt à la direction du SAP du 27 décembre 1937, citée in : BRANDT, *Hitler ist nicht Deutschland* (note 1), p. 51.

de guerre norvégien. Le subterfuge fonctionne, il est libéré peu après et s'enfuit cette fois à Stockholm. À cette époque, Brandt entretient une relation amoureuse avec Carlota Thorkildsen, de nationalité norvégienne, qui est enceinte de leur fille Ninja. Elle le rejoint en Suède où ils se marient en 1941, mais leur union sera de courte durée.

Dès son arrivée en Suède, Brandt intensifie ses activités clandestines au service des mouvements de résistance et sert diversement les intérêts de la coalition anti-hitlérienne. En accord avec le gouvernement norvégien en exil, il tisse par exemple des liens avec la résistance norvégienne, notamment lors d'un séjour clandestin en Norvège en 1940. Par ses écrits, il continue d'informer les opinions publiques de nombreux pays sur les réalités allemandes. Certains textes sont publiés dans la revue *Overseas News Agency*, financée par les services secrets britanniques, d'autres circulent aux États-Unis, notamment au sein de l'OSS (*Office of Strategic Services*), ce qui lui vaudra ici encore, à l'après-guerre, d'être injustement accusé de haute-trahison. Il communique également des informations à la Fédération internationale des ouvriers des transports (ITF) qui parviennent ensuite aux services secrets britanniques. Il fréquente l'ambassade soviétique à Stockholm et, après l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne en juin 1941, échange des informations avec les Soviétiques. Il est également en contact avec les conjurés allemands du 20 juillet 1944 qui comptent sur lui, en cas de coup d'État réussi, pour faire office de médiateur entre le nouveau gouvernement et les pays scandinaves. Il reçoit ainsi la visite d'Adam von Trott zu Solz, le diplomate de la conjuration, qui lui donne des nouvelles de Julius Leber, son mentor de Lübeck⁷. À trois reprises, Brandt est arrêté par la police suédoise en raison de ses activités politiques et menacé d'être extradé vers l'Allemagne. À Stockholm, Brandt fréquente un club d'intellectuels, le « Groupe international des socialistes démocrates », qui regroupe des socialistes issus de toute l'Europe. Il y noue une amitié avec Bruno Kreisky, le futur chancelier autrichien, lui aussi en exil.

4. Fin de la guerre : retour vers le SPD et retour en Allemagne, 1944-1947

Au cours de son exil, Brandt a fait l'expérience d'unions tantôt concluantes, tantôt manquées des organisations ouvrières. À la fin de la guerre, il veut contribuer

⁷ Pour un panorama sur les mouvements de résistance allemande : Gilbert MERLIO, *Les résistances allemandes à Hitler*, Paris, Tallandier, 2003.

à la création d'un parti ouvrier unifié disposant d'une forte assise électorale, mais comme le KPD n'entre pas en ligne de compte, il décide de regagner le giron du SPD. C'est ainsi qu'il adhère en octobre 1944 au groupe du SPD de Stockholm, qui n'est alors pas exactement sur la même ligne que la SOPADE de Londres, la représentation officielle du SPD en exil. Cette adhésion est fortement critiquée par les leaders du SAP, notamment par Jacob Walcher qui, lui, choisira de s'installer en zone d'occupation soviétique, qui préfigure alors la future RDA, fondée en 1949. Son adhésion au SPD ne fait d'ailleurs pas non plus l'unanimité au sein de la SOPADE.

Le retour vers l'Allemagne se fera en plusieurs étapes. Brandt revient tout d'abord à l'hiver 1945/46 pour couvrir le procès de Nuremberg comme correspondant de la presse norvégienne. Il s'interroge alors, comme le philosophe Karl Jaspers, sur la culpabilité allemande qu'il définit en termes de culpabilité individuelle et non collective. Il est toujours hésitant sur l'endroit où il doit reconstruire sa vie privée, professionnelle et politique : doit-il rester en Norvège, sa « deuxième patrie », accepter la proposition de travailler à l'ambassade norvégienne à Paris ou bien rentrer en Allemagne. Il revient finalement à Berlin en 1946, cette fois rattaché à la mission militaire sous l'uniforme de l'armée norvégienne, avec le grade de commandant (*Major* en allemand). Bien que ses tâches soient d'ordre diplomatique et journalistique et qu'elles n'aient rien de militaire, on lui reprochera longtemps d'être revenu en Allemagne dans cet uniforme étranger. Il quitte finalement le service de l'État norvégien en 1947 afin de diriger le bureau berlinois du SPD et se marie en 1948 à Ruth Hansen, une résistante norvégienne qu'il fréquente depuis 1945 et avec laquelle il vivra une trentaine d'années. En juillet 1948, on lui restitue sa nationalité allemande et il prend officiellement le nom de Willy Brandt le 11 août 1949.

5. Bilan des années en exil et évolution de l'image de Brandt dans la société

À l'heure du bilan on peut considérer que, d'un point de vue politique, Brandt a acquis en exil une dimension internationale et surtout européenne. Peu d'hommes politiques allemands ont eu à cette époque l'occasion de se familiariser ainsi avec la géopolitique mondiale. Lui a su tirer profit de son exil afin de se préparer aux défis politiques de l'après-guerre. Sa préoccupation est désormais de « ramener l'Allemagne en Europe ». Il est également devenu très vigilant quant aux atteintes portées à la démocratie qu'il ne placerait plus au second plan, comme dans ses jeunes années, après l'objectif d'atteindre le socialisme. Il écrit

en 1946 : « Le problème de l'Allemagne et de l'Europe ne peut être résolu que si l'on unit l'Est, l'Ouest et ce qui se trouve au milieu. On ne pourra résoudre le problème que sur la base de la liberté et de la démocratie »⁸. En tant qu'exilé devenu passeur de culture, il a mesuré les préjugés et les malentendus qu'entretenaient les nations les unes envers les autres. Il ne cessera de les combattre, plaidant notamment pour une image plus nuancée de la population allemande. Par rapport à ses idéaux de jeunesse, les années scandinaves lui ont aussi appris l'importance du compromis en politique afin de concilier désormais l'idéal et les réalités.

Dans la jeune République fédérale des années 1950 et 1960 dont la société peine à dépasser le sentiment d'auto-victimisation en ne se remémorant que les souffrances des dernières années de guerre, qui rechigne à reconnaître qu'il existait bel et bien un autre choix que celui de l'accommodation silencieuse au régime hitlérien, qui dénigre ceux qui ont été contraints à l'exil et ne sacralise que quelques figures de la résistance conservatrice et/ou chrétienne (Rose Blanche, militaires et aristocrates impliqués dans l'attentat du 20 juillet 1944), Willy Brandt restera longtemps marqué du double stigmate de l'exil et de la résistance de gauche⁹. On se rappelle qu'en 1961, le chancelier Adenauer ironisait encore sur ses années d'exil et de clandestinité, probablement aussi sur le fait qu'il était un enfant naturel, en le nommant publiquement en ces termes : « Ce Monsieur Brandt, alias Frahm »¹⁰. Son accession à la chancellerie en 1969 est bien la preuve d'un changement profond dans la société ouest-allemande qui accompagne également une nouvelle étape dans la réflexion critique des Allemands de l'Ouest vis-à-vis du passé nazi.

⁸ Willy BRANDT, *Verbrecher und andere Deutsche. Ein Bericht aus Deutschland (1946)*, éd. par Einhart LORENZ, Bonn, Dietz, 2007, p. 347.

⁹ Cf. Hélène CAMARADE, « La réception de la résistance allemande en République fédérale d'Allemagne depuis 1945 », in : Stephan MARTENS (éd.), *La France, l'Allemagne et la Seconde Guerre mondiale. Quelles mémoires ?*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2007, p. 95-116.

¹⁰ « ... wenn einer mit der größten Rücksicht behandelt worden ist von seinem politischen Gegner, dann ist das der Herr Brandt alias Frahm », extrait d'un discours tenu à Regensburg, le 14 août 1961, lors d'une réunion électorale de la CSU, le parti-frère de la CDU en Bavière, in : Konrad ADENAUER, *Reden 1917-1967*, Stuttgart, DVA, 1975, p. 417.

WILLY BRANDT ET BERLIN, 1948/1957-1966

Wolfram HOPPENSTEDT

En 1947, alors qu'il est encore attaché de presse à la mission militaire norvégienne de Berlin, la décision mûrit en Brandt de rentrer enfin en Allemagne et de participer à la reconstruction démocratique de son pays. Selon lui, l'Allemagne future doit être socialiste-libérale et trouver au sein d'une Europe unie, composée de peuples libres, une place où elle aurait les mêmes droits que les autres pays.

Le SPD berlinois, avec qui Willy Brandt a déjà cherché à entrer en contact, s'est reconstitué après la fin de la guerre et s'est défendu avec succès, en avril 1946, contre la fusion forcée avec le KPD en un Parti socialiste unifié d'Allemagne. La direction du SPD de Hanovre, sous Kurt Schumacher, propose à Willy Brandt fin 1947 de devenir « chargé de mission du bureau du parti à Berlin et pour les autorités de contrôle alliées ». La tâche plaît à Brandt, mais sa nomination prend du retard. Des dénonciations arrivent au bureau du parti : pour la première fois, sa période d'émigration est vue d'un mauvais œil. Les auteurs de ces attaques sont surtout des compagnons d'émigration jaloux, mais également des sociaux-démocrates berlinois qui lui reprochent d'avoir abandonné l'Allemagne en 1933. N'ont-ils pas, eux, persévéré et souffert bien davantage durant la dictature d'Hitler ?

De telles attaques, auxquelles il est confronté à plusieurs reprises au cours des décennies suivantes, atteignent profondément Willy Brandt. Pourtant, avec lui, le SPD dispose d'un « jeune politicien » de 34 ans au potentiel considérable : Willy Brandt a déjà une grande expérience politique. Durant son exil scandinave, il a pu élargir son horizon dans tous les sens du terme et s'est construit une « nouvelle identité interculturelle »¹. Il est bien en avance sur la plupart des Allemands de l'époque. Il a appris à regarder l'Allemagne depuis l'extérieur et à l'observer dans le contexte des intérêts des autres peuples européens. Il parle plusieurs langues étrangères et a appris dès ses plus jeunes années à évoluer sur la scène internationale.

Willy Brandt se défend de ces accusations auprès de Kurt Schumacher et lui offre sa collaboration constructive. Avec succès : fin janvier 1948, il est nommé à l'unanimité au poste de représentant du bureau du SPD à Berlin. C'est une

¹ Einhart LORENZ, « Willy Brandt – Ein Porträt », in : Friedhelm BOLL, Krzysztof RUCHNIEWICZ (éd.), *Nie mehr eine Politik über Polen hinweg. Willy Brandt und Polen*, Bonn, Dietz, 2010, p. 42.



Willy Brandt lors d'un discours devant le bâtiment du Reichstag, Berlin, 1^{er} mai 1960

position absolument clé. Brandt conduit principalement les discussions avec les quatre puissances victorieuses, sonde les avis et le climat à Berlin et dans le SPD local. Jusqu'à novembre 1949, il envoie plus de trois cents rapports au bureau du parti.

Accompagné de sa seconde femme norvégienne Rut, qui l'avait suivi en Allemagne en tant que secrétaire personnelle, Brandt est à présent un « berlinois normal », sans les privilèges des représentants des puissances victorieuses, tout en occupant une position bien rémunérée. En 1948, il récupère la nationalité allemande que les nationaux-socialistes lui avaient retirée en 1938. Un an plus tard, il fait officiellement légaliser le nom de « Willy Brandt », sous lequel il avait fait de la politique les seize années précédentes.

À la fin de la guerre, compte tenu de la responsabilité quadripartite pour l'Allemagne, Brandt songe pour l'avenir à l'Allemagne comme une sorte de pont entre l'Est et l'Ouest, jouant un « rôle intermédiaire ». Ce concept de pont est cependant bientôt dépassé par les événements politiques. La coalition anti-Hitler se brise. Berlin devient rapidement le foyer du conflit Est-Ouest qui s'envenime. Les chances de préserver l'unité allemande diminuent rapidement et la création des deux États allemands se dessine.

Pour Willy Brandt, le putsch communiste à Prague en février 1948 est un événement politique majeur. Lors de son premier grand discours devant le SPD de Berlin, il met en garde contre une « troisième voie », se déclare être un « adversaire implacable » du communisme et revient sur son jugement, formulé pour la première fois en 1939, de l'Union soviétique comme puissance « impérialiste ». Il reste cependant, dans sa pensée, toujours « européen ». L'Allemagne, en raison de son passé récent, a le devoir de prendre en compte le besoin de sécurité de ses voisins d'Europe de l'Est. Quelques années plus tard, Brandt affirme également son refus catégorique de la politique des communistes, particulièrement face à la répression du soulèvement populaire en juin 1953 en RDA et en novembre 1956 en Hongrie.

Willy et Rut Brandt ont vécu comme Berlinois la détresse liée au blocus de Berlin et le pont aérien de 1948/49. Leur fils aîné est né durant le blocus à la lueur des chandelles, car, pour des raisons d'économie d'énergie, le courant était de nouveau coupé. Dans cette période de crise, le légendaire bourgmestre-gouverneur social-démocrate de Berlin-Ouest, Ernst Reuter, devient une figure modèle pour Brandt. L'appel de Reuter est inoubliable : « Peuples du monde... voyez cette ville, et admettez que vous ne devez pas, que vous ne pouvez pas l'abandonner,

ni elle ni son peuple ! » Willy Brandt est le « jeune homme » aux côtés de Reuter, sur lequel reposent de grands espoirs pour l'avenir politique. Les deux hommes politiques sont favorables à la création d'un État de l'Ouest, avec l'intégration de Berlin, ce qui échoue finalement suite à l'objection des alliés occidentaux. Reuter et Brandt sont en outre d'accord sur le fait que le SPD doit devenir un parti populaire moderne.

À partir de 1949, Willy Brandt fait partie des députés berlinois du *Bundestag* à Bonn – en raison du statut de Berlin, ils n'avaient toutefois pas de droit de vote – et il y représente les intérêts de sa ville en détresse. Brandt est élu à la chambre des députés de Berlin-Ouest et y commence son ascension difficile vers le sommet de la social-démocratie berlinoise. Brandt tire sa vision de l'avenir pour le SPD de son expérience de la culture politique et de la démocratie en Scandinavie : le SPD ne doit pas rester un parti ouvrier classique, mais s'ouvrir à de larges couches comme celles des employés, des fonctionnaires et des agriculteurs. La démocratie n'est pas pour Brandt le moyen de parvenir à une fin dans la société, mais la condition indiscutable pour la réalisation d'un socialisme démocratique.

Au sein du SPD berlinois, où l'on est particulièrement réfractaire à cette rénovation, Brandt a pendant longtemps une position difficile à tenir : il est notamment contre une voie spéciale pour Berlin-Ouest. On avait abrogé à Berlin, immédiatement après la guerre, la « fonction publique classique » – une « réforme » qui devait être annulée par la suite. Les lois adoptées au *Bundestag* de Bonn doivent, comme l'exige Brandt en politicien réaliste, être acceptées inchangées par décision de la chambre des députés, ce qui se produisit jusqu'en 1990. Comment sinon pourrait-on partir du principe que la République fédérale – indépendamment des trois puissances victorieuses – soit fidèle à cette île tourmentée au milieu d'un « océan rouge » ? Berlin-Ouest est suspendu à un « goutte à goutte financier », et non des moindres : bientôt, un *Deutsche Mark* sur deux du budget de Berlin provenait du budget de Bonn.

Au début des années 1950, Willy Brandt fait preuve de réalisme, de pragmatisme et de prudence politique à propos de toutes les grandes questions politiques de l'époque : il est, au contraire des leaders de son parti, favorable à l'entrée de la République fédérale au sein du Conseil de l'Europe (1950) et soutient de façon générale la politique d'intégration à l'Ouest du chancelier Konrad Adenauer. Il ne rejette pas non plus une contribution de l'Allemagne de l'Ouest à l'Alliance défensive de l'Ouest. Ce n'est qu'en 1959 que le SPD se prononce de manière explicite en faveur d'une économie sociale de marché et pour la défense

nationale dans son programme de Bad Godesberg. Suit, en juin 1960, l'adhésion du SPD aux traités avec l'Ouest (*Deutschlandverträge*) en tant que base indispensable de la politique extérieure ouest-allemande. L'objectif de Willy Brandt est atteint : le SPD est devenu un parti populaire.

En 1955, Willy Brandt devient président de la chambre des députés de Berlin. Le 3 octobre 1957, il est élu bourgmestre-gouverneur de la ville. Trois mois plus tard, il a enfin réussi : il se tient au sommet du SPD berlinois.

Occuper le poste de gouverneur-bourgmestre de la partie libre de Berlin constitue à cette époque un véritable défi. Il y a bien entendu tout d'abord les différents devoirs de représentation que tout maire d'une grande ville doit accomplir. Mais s'y ajoute une toute autre dimension : il s'agit d'être à la fois un homme politique municipal, un chef de gouvernement et un ministre des Affaires étrangères. Le gouverneur-bourgmestre doit représenter les intérêts berlinois auprès des autorités des trois puissances victorieuses ainsi qu'à Bonn. L'État ouest-allemand doit absolument continuer à montrer sa présence à Berlin (par exemple avec l'élection du président de la République fédérale dans la ville et par des réunions occasionnelles du *Bundestag* sur place). À cet effet, les subsides de Bonn ne doivent pas être trop restreints, car les problèmes économiques de la ville-îlot augmentent. Elle risque d'être saignée à blanc par l'émigration, à quoi se rajoute le flux constant de réfugiés venant de la RDA. Le mur de Berlin n'était pas encore construit et Berlin-Ouest restait la dernière porte d'entrée à l'Ouest des réfugiés de l'Est.

La non-reconnaissance et le mutisme règnent à l'époque entre la République fédérale et la RDA – tout comme entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Depuis 1955, Bonn revendique le droit de représenter seule l'Allemagne dans son ensemble et menace tout pays qui reconnaît la RDA de rupture des relations diplomatiques. Pour Brandt, la reconnaissance de « Pankow », comme on appelle dédaigneusement le régime de Berlin-Est, n'entre pas en ligne de compte pendant longtemps. Mais dès le milieu des années 1950, il se prononce pour des négociations et des accords sans préalables avec les autorités est-allemandes – avec l'objectif pragmatique de parvenir à des règlements humanitaires et de préserver le sentiment d'unité des Allemands.

C'est dans ce contexte que surgit, en novembre 1958, l'ultimatum de Khrouchtchev : dans une note diplomatique adressée à Washington, Londres et Paris, Nikita Khrouchtchev exige la transformation de Berlin-Ouest en une ville libre et le retrait de toutes les forces armées des Occidentaux. Dans le cas contraire, il

menace, après six mois, de la conclusion d'un traité de paix séparé avec la RDA et du transfert de tous les droits souverains à l'État est-allemand – et ainsi du contrôle de la voie d'accès à Berlin-Ouest.

S'ensuit une longue guerre des nerfs. Avec sa formule « Berlin bleibt frei » [« Berlin reste libre »], Brandt est reconnu à l'époque comme une figure politique incontestée aussi bien chez lui qu'à l'étranger. Lors des élections de la chambre des députés de Berlin en décembre 1958, le SPD obtient plus de 50 % des voix – une nette victoire électorale pour Brandt. Le SPD reste néanmoins fidèle à la Grande coalition. Les Berlinois doivent à ce moment rester solidaires et le montrer au monde extérieur. Le gouverneur-bourgmestre repousse bien entendu les demandes de Moscou de façon véhémente. Une fois de plus, Brandt refuse clairement toute voie spéciale allemande de même que le plan allemand du SPD de Herbert Wehner en mars 1959 qui proposait entre autres la création des commissions panallemandes et l'avancée progressive vers l'unité allemande. Toute détérioration du *statu quo* pour Berlin-Ouest est pour Brandt tout simplement inacceptable. La viabilité de la ville doit surtout rester sous la protection des puissances occidentales et Berlin conserver ses liens étroits avec la République fédérale.

Pour défendre la cause de Berlin, Willy Brandt entreprend des voyages sur la moitié de la planète : il est ainsi accueilli avec enthousiasme aux États-Unis. En juillet 1959, le président Charles de Gaulle le reçoit également pour la première fois. Trois autres réunions suivent jusqu'en 1965. Chaque fois, Brandt a le sentiment d'être reçu avec un réel intérêt au-delà de la courtoisie habituelle – et le résistant à Hitler peut se permettre d'appeler le président « Mon Général ». Celui-ci lui demande quelle est la situation à Berlin, dans la République fédérale ainsi qu'en « Prusse » – ainsi que de Gaulle désignait la RDA².

À l'époque, la grande question était de savoir si les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France soutiendraient toujours Berlin. Les négociations des ministres des Affaires étrangères à Genève en 1959 apportent encore à Brandt, sur place en tant qu'observateur, de nombreuses heures de stress. Les puissances occidentales ne concluent cependant à la fin aucun « mauvais compromis » avec l'Union soviétique. Berlin-Ouest reste libre.

² Cf. les notes de Brandt après l'entretien avec le général de Gaulle, le 24 avril 1963, à Saint Dizier, reproduit in : Willy BRANDT, *Berlin bleibt frei. Politik in und für Berlin 1947-1966*, éd. par Siegfried HEIMANN, Bonn, Dietz, 2004 (*Berliner Ausgabe*, 3), doc. n° 90.

Cependant s'ensuit la construction du mur de Berlin à partir du 13 août 1961. Les dirigeants de l'Est ferment la dernière porte vers la liberté, ce qui n'est pas complètement surprenant. Les conséquences pour les habitants de la ville sont catastrophiques. Les Berlinois sont profondément choqués et en même temps indignés contre les puissances occidentales qui s'en tiennent à des notes de protestation.

Pendant que le gouverneur-bourgmestre Willy Brandt proteste au plus fort contre la construction du mur et cherche à maintenir le moral des Berlinois, le chancelier Adenauer, qui tarde neuf jours avant de venir à Berlin, se concentre sur la campagne électorale du *Bundestag* et sur la diffamation de Willy Brandt, son adversaire du SPD. Le 14 août 1961, il parle dans un discours de « Brandt alias Frahm », et rapproche ainsi verbalement l'ancien exilé et adversaire d'Hitler d'un criminel, le blessant profondément.

Les Berlinois de l'Ouest se sentent abandonnés par les Occidentaux. Dans sa détresse, le gouverneur-bourgmestre s'adresse directement au président des États-Unis dans une lettre : à présent, il ne réclame plus des mots, mais des actes³. Il préférerait un statut tripartite pour Berlin-Ouest plutôt que, par exemple, un statut quadripartite pour Berlin-Ouest seul. Kennedy reçoit Brandt pour la première fois à la Maison blanche en mars 1961 et les deux hommes politiques développent de la sympathie l'un pour l'autre.

Mais le président réagit à ce moment-là avec irritation. Comment ce maire se permet-il d'écrire directement au président américain ? Le verrouillage, répond Kennedy, est une mesure unilatérale des puissances de l'Est dans leur secteur et une guerre ne doit pas avoir lieu à cause de Berlin. Les États-Unis tiennent leur promesse sur la liberté de Berlin-Ouest. Les Berlinois doivent cependant accepter la nouvelle situation et trouver un moyen de vivre avec le mur et les barbelés.

Au mois d'août, les premiers réfugiés qui cherchent à passer à l'Ouest en franchissant le mur sont abattus par la police est-allemande, entraînant des protestations vigoureuses à Berlin-Ouest. Il ne reste bientôt rien d'autre à faire au sénat berlinois que de protéger le mur avec les forces de police contre les attaques de l'Ouest – une contrainte politique des plus fâcheuses.

La deuxième crise de Berlin traîne. L'accès à Berlin-Ouest est toujours et encore perturbé. Fin octobre 1961, des chars d'assaut américains et soviétiques se

³ Courrier du 15 août 1961, *ibidem*, doc. n° 68.

font face au *Checkpoint Charlie*, prêts à l'affrontement. Et le monde retient encore davantage son souffle lorsque, tout juste un an plus tard, la crise de Cuba conduit les États-Unis et l'Union soviétique au bord de la guerre atomique. La résolution pacifique de cette crise – véritable mise à l'épreuve pour Kennedy – est accueillie avec un grand soulagement à Berlin et ne laisse plus aucun doute sur la détermination des États-Unis à défendre la liberté de Berlin-Ouest par tous les moyens. Le 26 juin 1963, le président John F. Kennedy visite la ville déchirée et prononce la phrase devenue célèbre : « Ich bin ein Berliner », qui s'est profondément gravée dans la mémoire collective des Allemands. Le président est accompagné par le chancelier Adenauer, 87 ans, et son adversaire politique Willy Brandt, 49 ans qui représente une nouvelle génération de politiciens et un changement social qui doit se faire progressivement en Allemagne de l'Ouest.

Avant même la crise de Cuba, il est devenu clair pour les États-Unis et l'Union soviétique qu'ils ne pourraient survivre ensemble que sur la base d'une « coexistence pacifique ». « Coexistence pacifique », un concept créé par Khrouchtchev. Début octobre 1962, Brandt intègre ce concept dans un discours important à l'université de Harvard⁴ : la coexistence signifie tout d'abord la tolérance et la reconnaissance mutuelle des particularités et des points de vue de l'autre. Elle peut également servir à mettre en œuvre de l'autre côté un processus de changement pacifique et dynamique. La bonne solution n'est pas le recul ou l'isolement du communisme, mais une transformation progressive des systèmes sociaux dans le bloc de l'Est. Peu de temps après, le terme de « transformation » est remplacé par celui de « changement par le rapprochement ».

La nouvelle stratégie concernant la « question allemande », connue au début sous le nom de « Politik der kleinen Schritte » [« politique des petits pas »] est née à Berlin – conçue dans une collaboration fructueuse essentiellement entre Willy Brandt et son plus proche conseiller Egon Bahr. Dans un discours programmatique, le 15 juillet 1963 à Tutzing, Brandt demande de dépasser la « pensée du noir et blanc de la politique extérieure » ainsi que l'idée que l'intégration à l'Ouest et le réarmement puissent automatiquement ramener l'unité allemande⁵. Il s'agit au contraire de créer le plus possible de liens signifiants avec l'Est et

⁴ Willy BRANDT, *Koexistenz – Zwang zum Wagnis*, Stuttgart, DVA, 1963.

⁵ Discours à la *Evangelische Akademie* de Tutzing, 15 juillet 1963, in : BRANDT, *Berlin bleibt frei* (note 2), doc. n° 92.

sur cette voie de contribuer à la transformation de l'autre. Une résolution de la « question allemande » n'est possible au final qu'avec l'Union soviétique et non pas contre elle. Par conséquent, la politique allemande doit à l'avenir s'occuper plus sérieusement de ses intérêts à l'égard de l'Est – et ce en coordination étroite avec les partenaires occidentaux.

Les lignes directrices de la politique de Brandt vis-à-vis de l'Est sont les suivantes :

- Mettre fin à la confrontation brutale avec l'adversaire
- Entrer sans conditions dans la voie du dialogue
- Mettre de côté les points de conflit alors insolubles (comme la question de la reconnaissance de la RDA)
- Sonder les positions et les intérêts de l'adversaire
- Recherche les intérêts communs et les compromis possibles
- Conclure des accords.

La politique dite des « petits pas » a fait l'Histoire : grâce au premier accord de laissez-passer de décembre 1963, des centaines de milliers de Berlinoïses peuvent se revoir après plus de deux ans, même si, bien entendu, seuls les Berlinoïses de l'Ouest ont le droit de visiter la partie Est de la ville. D'autres accords suivent jusqu'en 1965.

L'étoile de Willy Brandt est en pleine ascension dans le ciel politique ouest-allemand. Les campagnes de diffamation inouïes de ses adversaires politiques ne peuvent rien y changer. En 1965, Brandt, qui avait été élu l'année précédente président de son parti au niveau fédéral, est pour la seconde fois candidat du SPD pour la chancellerie – à nouveau sans succès, mais avec un pourcentage de voix plus élevé. Lors des élections de Berlin de la même année, il obtient un pourcentage de voix de 60 %.

Lorsque Brandt s'installe à Bonn, fin 1966, en prenant les fonctions de ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier de la première Grande coalition, Berlin-Ouest est toujours « une grande ville comme aucune autre ». Mais grâce tout particulièrement à la politique adroite de Willy Brandt, Berlin s'est révélée viable – toutefois fortement dépendante des subventions de Bonn – et est devenue une métropole culturelle active, moderne jouissant d'un rayonnement mondial.

Willy Brandt a acquis au cours de sa période berlinoise le bagage d'un homme d'État. La ville sur les bords de la Spree est maintenant devenue trop petite pour lui. S'il veut œuvrer pour la détente entre l'Est et l'Ouest, pour la paix en Europe et pour que la relation de l'Allemagne avec ses voisins de l'Est devienne une

nouvelle base de réconciliation et de compréhension – le mot clé étant la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse avec la Pologne – il doit alors suivre l'appel de Bonn.

WILLY BRANDT, MINISTRE DE LA GRANDE COALITION, 1966-1969

Jean-Paul CAHN

L'historiographie fait de Karl Schiller la star sociale-démocrate de la Grande coalition, et dresse volontiers un bilan sévère de la politique étrangère allemande de 1966 à 1969. Or, si Willy Brandt n'a pas changé l'eau en vin, on est loin de l'« échec » que certains affirment. Voyons la situation début décembre 1966. Ses contacts en exil avec les socialistes norvégiens avaient fait de lui un réformateur, la crise de Berlin et ses candidatures à la chancellerie lui avaient donné une expérience et une stature internationales. La division de l'ancienne capitale lui avait permis de mesurer la nécessité de préserver chez les Allemands un sentiment d'appartenance commune. S'efforçant de négocier des aménagements entre les deux parties de la ville, dans la continuité d'une idée d'amélioration des rapports humains interallemands qu'il caressait depuis les années 1950, il avait pu expérimenter en réduction la « politique des petits pas » qu'il allait exprimer sous diverses formes, notamment « parler avec ceux qui exercent le pouvoir effectif » et « rendre plus supportable la vie des gens tant que durera la division de l'Allemagne »¹. Ces écoles de pragmatisme devaient s'avérer utiles car, appartenant à la première fournée de ministres sociaux-démocrates depuis Weimar, premier social-démocrate en charge des Affaires étrangères depuis Alfred Köster (1920), il était confronté à trois difficultés majeures. Beaucoup souhaitaient une Grande coalition. Mais c'était une association de l'aveugle et du paralytique dont le fonctionnement n'était pas garanti. La liberté d'action de Brandt dépendait d'un chancelier lui-même confronté à un groupe parlementaire majoritairement hostile aux conceptions allemandes du ministre à qui sa volonté de construire un ordre européen fondé sur l'existant (août 1967) valut par exemple un rappel à l'ordre. Le chancelier s'efforça dès lors de diluer ses initiatives internationales. Ajoutons que Kurt Georg Kiesinger entretint toujours de meilleures relations avec son ministre des Affaires germano-allemandes Herbert Wehner qu'avec Willy Brandt. Or les rapports Wehner-Brandt n'ont jamais été simples.

On touche ici, par-delà les hommes, à une spécificité allemande : en plus des paramètres habituels, la politique étrangère était inféodée à la question nationale. Ce facteur était lourd. Willy Brandt en était conscient, qui déclarait dans

¹ Cf. Terence PRITTIE, *Willy Brandt. Biographie*, Francfort/M., Govert Krüger Stahlberg, 1973, p. 325.



Le chancelier Kurt Georg Kiesinger, le président Charles de Gaulle et le ministre des Affaires étrangères Willy Brandt, Paris, Palais de l'Élysée, janvier 1967

un plaidoyer pour un nouveau patriotisme : « Les nazis ont tenté de germaniser l'Europe. Il s'agit désormais d'eupéaniser l'Allemagne [...]. Le problème allemand ne peut trouver de solution que si l'on unit l'Ouest, l'Est et ce qui se trouve entre eux »². Aussi lit-on dans une note manuscrite rédigée pour la déclaration de gouvernement de Kiesinger : « Préserver les droits de notre peuple, construire l'Europe, garantir la paix par une détente sans illusion »³, propos confirmés face à l'ambassadeur François Seydoux. Willy Brandt eut toujours à cœur de concilier question nationale et construction européenne.

Un autre élément maintenait bas le seuil entre faisable et souhaitable : l'appartenance des deux Allemagnes à des entités rivales inscrivait la division nationale dans le cadre de la partition du monde et l'en rendait tributaire. La diplomatie ouest-allemande dépendait de l'étranger, de Moscou, évidemment, mais aussi de Washington, Londres et Paris, qui attendaient d'elle qu'elle n'interférât pas dans leur propre politique de détente. Bien qu'elle fût la condition de la politique à l'Ouest qu'il envisageait, Brandt n'avait que très partiellement barre sur elle. En outre le SPD savait depuis la conférence de Berlin de janvier 1954, au plus tard depuis la désillusion du *Deutschlandplan* (1959), que « l'unité allemande dans la liberté »⁴ ne se ferait pas grâce aux autres puissances, mais malgré elles. Bref : l'*Ostpolitik* ne pouvait se réaliser qu'avec l'accord d'un bloc soviétique réticent et le soutien de partenaires occidentaux qui n'avaient pas grand intérêt à la voir aboutir.

Enfin, qu'il fût admis en Allemagne que l'impasse dans laquelle se trouvait la question nationale imposait la révision des réorientations fondamentales ne réglait rien. Ni l'accord sur la nécessité d'évoluer, ni l'assouplissement de la doctrine Hallstein induit par Gerhard Schröder n'empêchaient le débat sur la forme et l'ampleur des changements nécessaires – de la CSU qui voulait changer le maquillage à l'aile dure du SPD qui ne gardait rien de l'original. Or l'opinion restait très réservée : encore imprégnée de l'argumentaire chrétien-démocrate qui

² Cit. in : Helga GREBING, *Willy Brandt. Der andere Deutsche*, Munich, Wilhelm Fink Verlag, 2008, p. 109.

³ Willy BRANDT, *Ein Volk der guten Nachbarn. Außen- und Deutschlandpolitik 1966-1974*, éd. par Frank FISCHER, Bonn, Dietz, 2005 (*Berliner Ausgabe*, 6), p. 18.

⁴ *Grundsatzprogramm der SPD, beschlossen auf dem Außerordentlichen Parteitag in Bad Godesberg, 1959*, cit. in : Dieter DOWE, Kurt KLOTZBACH (éd.), *Programmatische Dokumente der deutschen Sozialdemokratie*, Bonn, Dietz, 2004, p. 355.

assimilait les sociaux-démocrates à des communistes, et considérant intrinsèquement tout contact avec l'Est comme un pacte avec le diable, elle évolua lentement. Brandt fit part à Couve de Murville de ses craintes quant aux réactions à l'ouverture de relations diplomatiques avec Bucarest, bien que la Roumanie ne fût pas considérée comme un satellite docile. L'acceptation de l'*Ostpolitik* progressa en trois ans sans jamais devenir majoritaire. Cela poussait les élus récalcitrants à l'intransigeance.

Les problèmes majeurs listés lors d'un séminaire gouvernemental à Wasserburg Heimerzheim, en mai 1968, sont parlants : érosion de l'OTAN, dont le diplomate Wilhelm Grewe estimait même que la pérennité n'était pas garantie au-delà de 1969, possible réduction de la présence américaine en Europe, pressions de Moscou sur la RFA et sur Berlin, difficultés en Europe centrale, crise de l'intégration européenne et candidature britannique, etc.

En 1967, quand Brandt avait déploré le piètre rôle des Six dans la « guerre des six jours », il ne pensait pas uniquement au Vieux continent. Il exprimait la nécessité de redynamiser l'Europe pour qu'elle pût devenir un facteur dans le problème allemand, ne fût-ce que parce que l'évolution postcoloniale et la reconfiguration de l'ONU faisaient peser sur Bonn la menace d'une reconnaissance de la RDA par les nouveaux États – ce qui aurait grandement affaibli la RFA. Jusqu'en 1974 il ne marqua, comme devait le souligner Erhard Eppler, que peu d'intérêt pour les régions émergentes, bien qu'il favorisât, dans le cadre d'une politique culturelle étrangère activée, la coopération technologique et l'accueil d'étudiants. Aussi avait-il cherché, après les reconnaissances de Berlin-Est qui avaient suivi le voyage d'Ulbricht au Caire, à rétablir avec les États arabes et plus largement avec les pays émergents, des liens que perturbait depuis le début des années 1950 la réconciliation avec Israël. La reconnaissance de « Pankow » en mai 1969 par l'Irak, le Soudan, et surtout le Cambodge, montra à quelles difficultés l'*Auswärtiges Amt* était confronté. Les relations avec Phnom-Penh, mal gérées par suite des divergences entre Kiesinger (partisan de la fermeté) et Brandt (adepte d'une réaction mesurée), conduisirent à une cotte mal taillée, le gel des relations diplomatiques, qui laissa au Cambodge l'initiative de rompre avec la RFA. Ceci montre à quel point la dimension diplomatique de la question nationale était tentaculaire.

Les relations avec Paris et Washington ne furent pas simples. Le climat germano-britannique était plutôt favorable, en dépit des pressions du ministre britannique des Affaires étrangères George Brown pour que Bonn choisît entre Paris et Londres. Willy Brandt était plus proche du *British Labour Party* que du socialisme

français. La présence au 10 *Downing Street* de Harold Wilson incitait à soutenir la candidature européenne de Londres, tout comme la conviction de l'apport britannique à l'Europe et l'espoir que cette adhésion ouvrirait la voie à celle des pays nordiques, considérés (par expérience personnelle) par Willy Brandt comme des valeurs sûres de la démocratie.

Paris faisait obstacle à l'élargissement. Bonn devait endosser un rôle de médiateur tout en veillant à ne pas isoler la France. Des bons-offices alliaient trois avantages. Ils concernaient un point important pour le Royaume-Uni, ils conféraient à la RFA qui cherchait à s'affirmer un rôle international lisible, et ils allaient dans le sens de la déclaration de Willy Brandt du 2 juillet 1967 : « Nous avons besoin d'une orientation qui intègre la 'question allemande' dans le contexte européen et pour cela il nous faut un programme comportant les traits fondamentaux d'une organisation de la paix en Europe »⁵. Le compromis que proposait Bonn consistait à rapprocher Londres à la faveur d'accords commerciaux, mais ce projet échoua, le chancelier souhaitant ménager la France tandis que son ministre faisait plus large cas des quatre autres Européens, et surtout parce que la Grande-Bretagne et la République fédérale eurent la maladresse de le présenter comme une étape sur la voie de l'adhésion. Néanmoins le SPD, qui traînait depuis Kurt Schumacher une réputation de parti réservé face à la construction européenne, put faire la preuve de son attitude positive – ce que devaient exploiter ensuite les gouvernements Brandt.

La volonté de jouer un rôle modérateur dans l'unification des organes européens participait de la même conception. Suivre la politique européenne et atlantique de De Gaulle était a *full time job*. Mais Brandt considérait l'histoire des Communautés comme celle de leurs crises et l'attitude de Paris à Berlin en 1961 ou encore sa rencontre avec de Gaulle à Saint-Dizier en avril 1963 avaient rapproché les deux hommes. Leurs conceptions de la nation, dans une tradition qui remontait à Briand et Stresemann, n'étaient pas éloignées (bien que Brandt cherchât à moderniser la nation et le sentiment national). Ils s'accordaient sur la nécessaire souplesse d'un partenariat avec les USA (que ni l'un ni l'autre n'entendaient bouter hors d'Europe).

⁵ Cit. in Wilfried LOTH, « Willy Brandt, Georges Pompidou und die Entspannungspolitik », in : Horst MÖLLER, Maurice VAÏSSE (éd.), *Willy Brandt und Frankreich*, Munich, Oldenbourg, 2005, p. 167.

Pour autant Willy Brandt n'eut jamais en de Gaulle, peu prévisible, une confiance illimitée. Il accueillit sans hostilité majeure les déclarations de Paris sur la nécessaire reconnaissance de la frontière germano-polonaise. Convaincu depuis 1954 que le retour à l'unité allemande ne se ferait pas à court terme et qu'une reconnaissance de ladite frontière était incontournable, ne fût-ce que parce que Varsovie avait besoin de frontières claires, Brandt adhérait prudemment. Mais lorsque le président français déclara à Zabrze et Gdansk, en septembre 1967, que les territoires que dessinait l'Oder-Neisse étaient depuis toujours polonais, Bonn passa de la circonspection à une attitude expressément réservée.

Le point de divergence chronique était cependant que de Gaulle voulait une Europe sous influence française tandis que, pour dépasser la division allemande, Brandt avait besoin d'une Europe atlantique.

Bref, entre identités de vues et divergences les relations franco-allemandes furent caractérisées par l'ambiguïté. En 1969 Kiesinger expliquait à Richard Nixon que la RFA avait espéré en la collaboration avec la France, mais que « malheureusement il n'en a rien été »⁶. L'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République, la nomination de Jacques Chaban-Delmas à Matignon et l'entrée au Quai d'Orsay de Maurice Schumann provoquèrent un certain soulagement.

Préoccupé par le Vietnam, Lyndon B. Johnson avait besoin de calme en Europe. Le 7 octobre 1966 il avait incité à la réconciliation avec l'Est. De Gaulle, pour sa part, s'était rendu à Moscou en juillet. Cette situation pouvait être favorable à une évolution des conceptions allemandes.

Si Kiesinger disait rejeter la « complicité nucléaire »⁷ des deux Grands (la tenue de l'Allemagne à l'écart de la détente), s'il refusait la « fausse alternative » entre les USA et la France, ce en quoi il était sur la même ligne que le SPD, et si les liens se distendaient avec Washington, l'enjeu de la politique américaine de la RFA était un rééquilibrage et non une distanciation. Dans l'intérêt de sa propre politique, elle soutint la détente, comme elle le fit sous Nixon à partir de janvier 1969. Il est vrai que les années 1967/68 apportèrent des éléments encourageants. En décembre 1967, l'OTAN fit sienne la stratégie de la « défense appropriée » et le rapport Pierre Harmel constata la compatibilité de la sécurité militaire et de la détente politique comme objectifs de l'OTAN. Six mois plus tard le « signal de Reykjavik » (juin 1968), qui devait beaucoup à Willy Brandt, proposa au Pacte de Varsovie des négociations sur un processus bilatéral équilibré de réduction des troupes en Europe. Associés à la conception gaullienne « Détente, entente, coopération » ces données paraissaient devoir être utilisées.

À la charnière de la politique à l'Est et à l'Ouest se trouvait la nécessité d'affirmer la position internationale de l'Allemagne. Plusieurs registres le permettaient. Citons-en deux : le 1^{er} février 1967 Willy Brandt posa comme condition à la signature allemande du traité de non-prolifération que les États non-nucléaires ne soient pas discriminés ; s'ensuivit un jeu diplomatique dans lequel Bonn obtint en contrepartie de son renoncement au nucléaire (qu'en tout état de cause l'URSS n'aurait pas toléré) une participation au Groupe de planification nucléaire, et donc un droit de regard et de codécision. Provoquant une crise au sein de la coalition, Brandt imposa une attitude constructive dans cette négociation à Kiesinger qui, comme la majorité de son parti, voyait là une coopération américano-soviétique au détriment de l'Allemagne. Le texte ne fut signé que par le premier gouvernement Brandt. Dans son volet diplomatique, la fermeté avec laquelle la RFA refusa toute réévaluation du DM, obligeant ses partenaires à dévaluer, allait dans le même sens. Elle s'inscrivait dans la continuité de l'assurance dont Bonn avait fait preuve dans la question des frais de stationnement des troupes américaines en Allemagne.

Dans ce contexte de détente, la RFA renonça à la confrontation avec l'Est pour une démarche plus constructive. Au congrès du SPD de 1966, Helmut Schmidt avait noté que l'existence de la frontière Oder-Neisse ne pouvait plus être mise en doute, que la nullité des accords de Munich de 1938 ne faisait plus débat et que des négociations avec Berlin-Est hors niveau du droit international devaient être acceptées. Il marquait par là que, s'il fallait agir dans le cadre Est-Ouest, il fallait aussi dynamiser ce qui était jusqu'alors figé. On n'était pas éloigné d'un aspect de « la Grande Europe » gaullienne, l'idée que l'unité allemande n'était pas une condition de la détente, qu'elle en serait la conséquence. Là était la raison pour laquelle Brandt précisait en août 1967 : « Nous ne faisons pas dépendre notre politique de détente des progrès de la question allemande »⁸, précisant qu'il n'était pas adepte de la « paix à tout prix »⁹. Aussi fallait-il consolider l'OTAN.

Les réticences de Berlin-Est se concrétisèrent. Approuvée par l'URSS la doctrine Ulbricht, fruit de la crainte de voir d'autres pays satellites reconnaître la RFA,

⁶ BRANDT, *Ein Volk der guten Nachbarn* (note 3), p. 37.

⁷ Cit. in : Eckart CONZE, *Die Suche nach Sicherheit. Eine Geschichte der Bundesrepublik Deutschland von 1949 bis in die Gegenwart*, Munich, Siedler, 2009, p. 424.

⁸ Cit. in : PRITTE, *Willy Brandt* (note 1), p. 330.

⁹ *Ibid.*

vint les systématiser pour le pacte de Varsovie en avril 1967. Une nouvelle constitution, adoptée en 1968, qui définit la RDA comme « État socialiste de nation allemande », démarcation affichée d'une Allemagne par rapport à l'autre, renforça la doctrine Ulbricht en RDA. Considérées dans leur globalité, les exigences de Pankow, qui voulaient empêcher les pays membres du pacte de Varsovie de normaliser leurs relations avec la RFA tant que l'Occident n'avait pas reconnu la RDA, allaient bien au-delà de ce que Bonn pouvait accepter.

Enfin, contrairement à Herbert Wehner, Willy Brandt était convaincu depuis plus de dix ans que la solution allemande se trouvait à Moscou. Inflexibles, les responsables de l'« autre Allemagne » annihilèrent l'effet des gestes de bonne volonté qu'avaient été la déclaration de gouvernement de Kurt Georg Kiesinger, largement inspirée dans son volet étranger par Brandt, ainsi que les « seize propositions » visant à un allègement de la vie quotidienne des personnes qui vivaient dans les deux Allemagnes, ou encore la première réponse officielle d'un chancelier fédéral à une lettre de la RDA (13 juin 1967), voire la déclaration de Brandt au congrès du SPD de mars 1968 sur la nécessité de reconnaître ou respecter la frontière Oder-Neisse sous réserve du futur traité de paix. Faute d'un rapprochement germano-allemand, la contribution ouest-allemande à la détente à travers la « politique des petits pas » passait par le bloc soviétique.

Les cas roumain (relations établies en 1967) et yougoslave (rétablies en 1968) sont connus. Celui de la Tchécoslovaquie l'est moins, à l'exception d'une étude de Hans-Peter Schwarz¹⁰. Au matin du 21 août 1968 Bonn « déplora [...] l'écrasement d'un peuple voisin ». Mais la tiédeur des réactions occidentales et les efforts de l'OTAN pour banaliser l'événement mirent un terme à son indignation. Brandt déclara que les efforts en vue de réduire les tensions devaient se poursuivre.

Le zèle est-allemand lors de la mise à mal du « socialisme à visage humain » fit grand bruit dans l'opinion occidentale. Que les soldats de la *Nationale Volksarmee* fussent les premiers militaires allemands depuis 1939 à pénétrer en Tchécoslovaquie ne retint pas l'Est de mettre en cause le militarisme ouest-allemand (refrain entonné avant le 20 août). Les chrétiens-démocrates prirent argument de la répression et des réticences communistes face aux efforts de Bonn pour ressortir les vieilles lunes (représentation exclusive, etc.) et accentuer la pression sur le

¹⁰ Hans-Peter SCHWARZ, « Die Regierung Kiesinger und die Krise in der ČSSR 1968 », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 47 (1999) 2, p. 159-186 (p. 165-166).

chancelier, mettant provisoirement un terme à l'*Ostpolitik* de la Grande coalition. Bien qu'il eût atteint un bon degré de maturité, l'accord germano-tchèque fut mis en sommeil jusqu'en décembre 1973. Les précautions qu'avait prises Bonn n'empêchèrent pas des tensions avec Paris : Willy Brandt avait tenu Maurice Couve de Murville informé des discussions avec Bucarest, Belgrade et Prague, et même des pourparlers secrets avec Varsovie. Mais dès septembre 1968 l'*Auswärtiges Amt* sut par son ambassade parisienne que Couve, désormais Premier ministre, critiquant une trop grande activité diplomatique allemande en Tchécoslovaquie (des négociations notamment sur l'attribution de crédits) n'excluait pas qu'en suscitant la méfiance du Kremlin Bonn l'eût poussé à recourir à la force. François Seydoux confirma devant Kiesinger que de Gaulle avait tenu des propos identiques devant l'ambassadeur américain Robert S. Shriver. Les critiques françaises s'élargirent à divers aspects de la politique étrangère allemande, notamment à propos de la limitation des armes atomiques, de l'existence de la RDA et de la question des frontières. Les tensions atteignirent leur apogée lors de la rencontre des 27-28 septembre. Elles fragilisèrent Kurt Georg Kiesinger.

Egon Bahr, qui avait la confiance de Willy Brandt, avait une autre interprétation de l'attitude de Paris : les efforts diplomatiques allemands en Europe centrale auraient été plus efficaces aux yeux de Moscou que ceux de la diplomatie française, confirmant que la politique de détente devait passer par Moscou. Peu après la doctrine Brejnev vint étayer cette lecture. Mais le sentiment resta vif que Paris, comme Moscou, avait voulu faire de la RFA un bouc-émissaire.

La situation resta figée quelque temps. Trois facteurs exogènes la firent évoluer : la consolidation de l'influence de Moscou dans sa zone, la confirmation que l'Ouest n'entendait pas intervenir dans le bloc soviétique et les tensions Moscou-Pékin.

Au début de l'année 1969 vinrent du Kremlin les signaux d'un intérêt pour une amélioration des relations de l'URSS avec l'Allemagne. Il n'était plus question de « reconnaissance de la RDA » mais de « reconnaissance de l'existence de la RDA », progrès que les tensions Brandt-Kiesinger ne permirent toutefois pas d'exploiter. Si bien qu'en octobre 1969 les relations interallemandes se résumaient à un dialogue de sourds.

En février 1969, les sujets de discorde entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates autour de la politique allemande et étrangère avaient compromis l'avenir de la Grande coalition. Le mois précédent le FDP (qui avait évolué depuis qu'Erich Mende avait condamné la doctrine Hallstein en 1965) avait présenté au

Parlement le texte d'un « traité fondamental » (*Grundlagenvertrag*) entre les deux Allemagnes, confirmant que depuis son congrès de Fribourg de janvier 1968 et l'élection de Walter Scheel, un social-libéral, à sa tête, il s'était rapproché des positions du SPD. En mars, Gustav Heinemann (SPD), élu contre Gerhard Schröder, devint président de la République, traduction de l'essoufflement de la CDU/CSU. Une semaine après les élections législatives fédérales, Willy Brandt et Walter Scheel pouvaient faire part au président de la République de leur intention de former un gouvernement de coalition.

Si la Grande coalition avait été une étape incontournable pour ouvrir la voie du gouvernement au SPD, cette période fut peu favorable à la concrétisation des conceptions d'un Willy Brandt en butte à un chancelier plus proche de Herbert Wehner et en outre soumis aux pressions de chrétiens-démocrates conservateurs, pusillanimes, et ouverts aux peurs de l'opinion.

Pour faire rouler un rocher, la phase la plus difficile et la plus exigeante en énergie est la mise en mouvement. En ce sens les années de Grande coalition ne furent pas des années blanches : Willy Brandt avait pu rendre crédible l'idée qu'une autre voie diplomatique était possible que le bricolage de la ligne Hallstein. L'évolution des mentalités vers moins de méfiance, la consolidation de la position de Bonn sur l'échiquier international et le crédit qu'avait acquis l'homme pendant son passage à l'*Auswärtiges Amt* permirent que le rafraîchissement dû aux événements de Prague ne fût qu'une étape.

RELANCE À L'OUEST, OUVERTURE À L'EST WILLY BRANDT ET LE RÔLE DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE EN EUROPE, 1969-1974

Andreas WILKENS

En décembre 1971, à Oslo, Willy Brandt résumait en ces termes bien à lui l'ambition à laquelle il s'était attaché : contribuer à ce qu'« après les terreurs ineffaçables du passé » soient mis « en concordance le nom de mon pays et la notion de la paix »¹. Dans ce *leitmotiv*, emprunté à son allocution à l'occasion de la remise du prix Nobel de la Paix, se reflète la vive conscience que le passé était encore bien présent et qu'il constituerait toujours une référence. S'y trouve également l'idée que la paix en Europe était loin d'être un état définitivement acquis. Enfin, pour Brandt, la démocratie ouest-allemande, partie d'une nation divisée située des deux côtés de la ligne de fracture Est-Ouest, était appelée à apporter sa contribution propre à l'organisation de la paix en Europe.

Cette approche générale, impliquait d'un côté la poursuite et le renforcement de la politique de construction européenne avec les partenaires de l'Ouest, de l'autre une politique de « réconciliation » et de « normalisation » avec les voisins de l'Est. Il s'agissait, certes, de deux champs politiques structurellement différents : L'un fonctionnait sur la base de valeurs communes, l'autre resterait marqué par l'opposition des systèmes. Toutefois, dans la perspective de Brandt, l'un conditionnait l'autre, s'il ne le complétait pas : ce n'était que fermement ancrée dans les structures ouest-européennes et atlantiques que « l'ouverture à l'Est » devenait possible. Et, dans l'autre sens : ce n'était qu'après avoir réglé, pour un temps indéterminé, ses problèmes spécifiques avec ses voisins orientaux – y compris l'autre État allemand, la République démocratique allemande (RDA) – que la République fédérale pouvait devenir un acteur « comme les autres » de la construction d'un ensemble européen.

Réticent à l'égard du terme qui désigne la politique pour laquelle il est entré dans les livres d'histoire – *Ostpolitik* –, Brandt s'est essayé une fois à expliquer au président français que les efforts déployés du côté de Moscou et de Varsovie ne représentaient, en réalité, que « la composante orientale » de sa poli-

¹ Allocution de remerciement du Chancelier fédéral, Oslo, 10 décembre 1971, in : *Politique de paix dans notre temps*, Bonn, Bundesdruckerei, 1972, p. 15.



Willy Brandt avec Egon Bahr, secrétaire d'État à la chancellerie fédérale, Katharina Focke, secrétaire d'État parlementaire à la chancellerie fédérale et Horst Ehmke, ministre et chef de la chancellerie fédérale, Bonn 1970

tique européenne. Au-delà de l'exercice terminologique – probablement resté incompris – l'épisode donne une idée du fait que Brandt avait bien une vision de l'Europe dans son ensemble ou, en d'autres termes, du caractère artificiel de sa division. Œuvrer pour le rapprochement des deux parties de l'Europe, condition *sine qua non* d'un rapprochement entre les deux États allemands, cet objectif n'était pas une mince affaire pour un chancelier allemand, 25 ans après la fin de la guerre. Pendant les années 1950 et surtout 1960, Brandt avait acquis la conviction que les gouvernements allemands se contentaient trop souvent d'une politique « suiviste » dans les affaires qui le concernait en premier lieu. Une fois aux responsabilités, il entendait faire valoir que l'Allemagne fédérale, au tournant des années 1970, avait désormais atteint l'âge « adulte » et était fondée à mener une politique étrangère propre, à la hauteur des enjeux.

1. Les lignes de continuité : construire l'Europe et dépasser la division

Ce qui est frappant dans le développement de l'action politique de Willy Brandt sur une longue période, ce sont certaines continuités d'idées qui aident à mieux comprendre le sens de ses choix politiques du moment. Il y a lieu d'en relever deux qui ont trait à l'action européenne et en même temps à l'approche de la « question allemande ».

Brandt avait fait partie de ceux qui avaient commencé à réfléchir à l'organisation du continent européen lorsqu'il s'agissait, pendant la Seconde Guerre mondiale, d'imaginer l'Europe de l'après-guerre. Avec d'autres, il était persuadé de la nécessité de certaines structures supranationales, indispensables pour assurer durablement la paix, la sécurité, le développement. Mais d'emblée perçait aussi la conviction que l'unité européenne serait difficile à réaliser. Depuis le temps de son exil scandinave, Brandt avait une expérience de première main des clivages historiques, politiques, culturels, identitaires qui traversent le continent, mais également des valeurs partagées.

En pratique, la construction de l'« Europe » ne pouvait pas suivre un schéma établi et resterait toujours un projet en constante évolution. Ainsi, pour Brandt, une approche pragmatique et ouverte était toujours de mise : La réalisation de progrès graduels lui semblait plus importante que la poursuite de solutions perfectionnistes qui ne résisteraient pas aux réalités. Des avancées semblaient d'autant plus difficiles à obtenir que l'Europe que Brandt visait se situait bien au-delà des accords économiques et commerciaux. Le projet européen n'avait de sens que s'il comprenait une finalité politique. Sur ce fond, l'idée d'un État fédéral

européen unitaire ne pouvait guère relever de la politique pratique. L'approche pragmatique consistait plutôt à développer une « coopération qualifiée » s'étendant, au fur et à mesure, à la plupart des domaines d'activité d'importance des sociétés européennes².

Nul doute pour Brandt que l'Allemagne, depuis la fin de la guerre, avait vocation à s'intégrer pleinement dans cet ensemble européen. « Européaniser » l'Allemagne était la belle exigence que Brandt formulait en juin 1946, « européaniser » dans l'intérêt des Allemands comme dans l'intérêt des autres Européens.

L'autre présupposé à souligner est le fait que, pour Brandt, il n'y avait aucune contradiction entre l'effort visant à surmonter la division de l'Allemagne et le projet d'unification européenne. Dans les deux cas, Brandt comptait avec des échéances très longues et, durant ce temps, aucun de ces objectifs ne devait être subordonné à l'autre. Brandt défendit cette ligne même lorsqu'elle était encore minoritaire au sein de son propre parti, au début des années 1950. L'intégration politique et économique de la République fédérale à l'Ouest n'avait certes « pas rapproché » les Allemands de l'objectif de l'unité nationale, comme il le faisait observer en 1969³. Pour autant, elle n'en a pas constitué un obstacle. En tous cas, aucun règlement isolé de la « question allemande » n'était imaginable. Celui-ci devait obligatoirement être intégré dans un cadre européen stable, incluant aussi bien les pays d'Europe de l'Ouest que ceux de l'Est. Pour lui, le rapprochement des deux Allemagne était ainsi intrinsèquement lié à un rapprochement paneuropéen, dont l'Europe de l'Ouest organisée devait constituer un acteur majeur.

En résumé : La politique européenne déployée par Brandt, d'abord en tant que ministre des Affaires étrangères, ensuite comme chancelier, possède son fondement propre et constitue, à l'évidence, un volet essentiel de l'ensemble de sa conception politique. Si la politique à l'égard de l'Ouest pouvait s'appuyer, en Allemagne fédérale, sur un large consensus, Brandt était prêt à établir de nouvelles bases dans les rapports avec les voisins à l'Est.

² Cf. les dernières phrases de l'ouvrage : Willy BRANDT, *Verbrecher und andere Deutsche. Ein Bericht aus Deutschland 1946*, nouv. éd. traduite du norvégien par Einhart LORENZ, Bonn, Dietz, 2007, p. 347 (*Willy-Brandt-Dokumente*, 1).

³ Willy BRANDT, « Bilanz und Ausblick », in : Hans-Adolf JACOBSEN, Hans DOLLINGER (éd.), *Deutschland. Hundert Jahre deutsche Geschichte*, Munich, Verlag Kurt Desch, 1969, p. 414 et suivantes.

2. Relance et réalités dans la construction européenne

En arrivant à la chancellerie, Brandt entend impulser rapidement un « bond en avant » dans les affaires européennes. Il établit des hiérarchies : l'élargissement de la Communauté européenne au-delà des six pays fondateurs est jugé indispensable. Ensuite, l'accent est mis sur des domaines d'un évident intérêt commun, tels que la coopération économique et monétaire, la politique étrangère ou encore la coopération technologique et industrielle. En revanche, il adopte un profil bas en ce qui concerne le renforcement – souhaité – des institutions communautaires, connaissant les réticences du côté français à ce sujet. Ce qui importe dans un premier temps, c'est de relancer le projet européen après la crise des années 1960 et d'éviter de tout bloquer pour – comme il dit – des « problème[s] de théologie »⁴.

On sait que la conférence « au sommet » des chefs d'État et de gouvernement, réunie à La Haye, les 1^{er} et 2 décembre 1969, réussit à fixer un programme ambitieux qui sera la référence pour les années à venir : les négociations avec la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark et la Norvège sont (re-)mises sur le chantier, tout comme le projet d'une Union économique et monétaire, la coopération politique ou encore une « réforme du Fonds social, dans le cadre d'une concertation étroite des politiques sociales »⁵.

Si Brandt n'est pas le seul à réclamer cette évolution de la Communauté sur un front large, on lui reconnaît un rôle primordial dans cette « relance européenne » qui marque une véritable césure, au tournant des années 1960/70. L'Europe, selon l'infléchissement que Brandt entend favoriser, ne doit plus être seulement « une question d'organisation de marchés » ou « un bloc » dans l'affrontement Est-Ouest, mais bien « un système exemplaire qui pourra servir d'élément de construction à un règlement de paix paneuropéen bien équilibré »⁶.

Le rôle assumé par le gouvernement de Bonn est celui d'un partenaire plus affirmé par rapport aux gouvernements précédents, conscient de son poids et de

⁴ Ainsi Brandt à propos de l'extension des pouvoirs budgétaires du Parlement européen, entretien avec Georges Pompidou du 31 janvier 1970, Archives nationales (Paris), 5 AG 2, vol. 104.

⁵ Communiqué de la conférence de La Haye, *La politique étrangère de la France. Textes et documents*, 2^e sem. 1969.

⁶ Déclaration de Brandt à La Haye, 1^{er} décembre 1969, *Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung*, 2 décembre 1969, n° 146, p. 1241-1243.

ses marges de manœuvre croissants, conscient aussi de son intérêt fondamental à évoluer dans le cadre européen. En même temps, Brandt insiste sur le caractère spécifique, voire « exemplaire » des relations franco-allemandes, en cherchant le dialogue très régulier avec le président français, Georges Pompidou.

Le sort que connaissent les différentes initiatives retenues à La Haye est varié. Certaines sont réalisées à court terme (élargissement à d'autres pays, ressources propres de la Communauté), d'autres connaissent une évolution lente mais certaine (coopération politique, politique régionale). Quant au projet d'Union économique et monétaire, pour laquelle le « Plan Werner » d'octobre 1970 – vivement salué par Brandt comme une « nouvelle *magna carta* » pour l'Europe⁷ – projette l'adoption d'une monnaie commune dans un délai de dix ans, il est suspendu en mai 1971, en raison des turbulences monétaires internationales. Sans doute avait-on sous-estimé les difficultés soulevées par les enjeux monétaires, dans lesquelles Français et Allemands se trouvaient souvent aux antipodes. Les « économistes » allemands considéraient l'harmonisation des politiques économiques nationales comme un préalable à toute intégration monétaire, tandis que, du côté français, on avait déjà le plus grand mal à envisager l'abandon de la maîtrise de la politique monétaire.

Entre 1972 et 1974, Brandt tente d'ouvrir de nouveaux terrains pour la politique européenne. Au sommet de Paris, en octobre 1972, il présente le projet d'une « union sociale » visant à adopter dans la Communauté des standards sociaux et une politique active sur le marché du travail⁸.

En automne 1973, suite à l'initiative de Jean Monnet, Brandt est partisan de l'introduction de la périodicité des réunions des chefs d'État et de gouvernement, ce qui aboutira plus tard à l'institution du Conseil européen. Le gouvernement de Bonn s'avance même dans le domaine de la sécurité et de la coopération militaire, en surestimant, cette fois, la disponibilité de Paris à s'engager, dans ce domaine, dans des projets à l'échelle européenne.

En fait, l'impact du premier choc pétrolier, provoquant à son tour de nouvelles tensions monétaires, aboutit à une nouvelle crise de la Communauté en 1973/74.

Brandt juge la situation critique à tel point qu'il propose, pour la méthode, une « intégration graduée », permettant à certains pays (Allemagne, France, Benelux) d'aller plus loin dans l'intégration économique que d'autres – tout en renforçant « le toit commun ». Cette proposition reflète bien la flexibilité conceptuelle de Brandt, quitte à sortir, le cas échéant, des schémas habituels. Par ailleurs, Brandt avait bien l'intuition que, au fond, seule une « mobilisation » venant de la part

de la société civile européenne serait en mesure de donner au projet européen le souffle indispensable⁹.

En matière de politique européenne, le bilan des années 1969-74 est nécessairement complexe. Si certaines initiatives se heurtent aux difficultés inhérentes et aux réticences de certains gouvernements, d'autres ne devaient développer leurs effets qu'à moyen voire long terme. Pour les partenaires européens, Brandt a su incarner une Allemagne fédérale résolument attachée à l'intégration européenne, bien qu'elle défendît – comme il était entendu – ses intérêts bien compris.

Premier chef de gouvernement à intervenir devant le Parlement européen, le 13 novembre 1973, Willy Brandt s'explique – vers la fin de son mandat – sur le sens et la finalité de la construction européenne. L'unification de l'Europe – estime-t-il – est non seulement une question « qui touche à la qualité de notre existence », mais constitue « une question de survie entre les géants et dans le monde désunis des jeunes et des vieux nationalismes ». L'État national, considéré isolément, « ne constitue plus l'avenir ». Et Brandt de décrire à la fois la nécessité et l'ambiguïté de l'Europe à construire en affirmant que « nos identités nationales ne pourront être sauvegardées que dans une Europe qui aura trouvé sa personnalité »¹⁰. Au fond, Brandt ne considère plus l'Europe comme une « affaire étrangère » des États, mais comme le cadre désormais approprié dans lequel se décide une partie toujours croissante de la vie quotidienne des citoyens.

3. Écarter les illusions et préparer l'avenir : la nouvelle *Ostpolitik* et la « question allemande »

Le nom de Willy Brandt restera particulièrement attaché à ce qui est désigné habituellement comme l'*Ostpolitik* allemande. Au regard de la genèse et des objectifs de cette « nouvelle » politique à l'Est, il s'agissait en premier lieu d'apporter un règlement à la « question allemande », plus précisément aux problèmes non résolus de la division de l'Allemagne en deux États.

⁷ Discours de Brandt devant le *Bundestag*, 6 novembre 1970, *Stenographische Berichte*, 6^e législature, p. 4269.

⁸ Déclaration du 19 octobre 1972 à la conférence de Paris, *Bulletin des Presse- und Informations-amtes der Bundesregierung*, 20 octobre 1972, n° 147, p. 1753-1760 (y compris le mémorandum).

⁹ Discours du 19 novembre 1974 devant la section française du Mouvement européen, Paris, extraits in : *Europa-Archiv*, n° 2, 1975, D 33-38.

¹⁰ Texte reproduit in : Andreas WILKENS (éd.), *Willy Brandt et l'unité de l'Europe. De l'objectif de la paix aux solidarités nécessaires*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 465-479 (p. 468).

Au plus tard après la construction du mur, Brandt avait cherché à développer une stratégie appropriée pour inscrire le règlement de la « question allemande » dans une perspective à long terme. Cette conception n'entendait plus tabler sur l'idée de la disparition prochaine – hautement improbable – des régimes à l'Est (y compris celui de la RDA), mais visait la transformation à terme de ceux-ci par le biais de contacts, d'échanges et de communications à tous les niveaux. Or, une telle approche ne pouvait être opérante qu'à partir de la reconnaissance des réalités existantes, aussi bien politiques que territoriales. Egon Bahr, le plus proche collaborateur et conseiller de Willy Brandt, résuma cette approche dans un discours, datant de juillet 1963, dans la formule – légèrement ambiguë – du « changement par le rapprochement »¹¹.

Une des idées de base – inattendue dans le climat de la Guerre froide – consistait à ne pas craindre la confrontation ou la compétition pacifique avec les régimes communistes, dont Brandt percevait bien le creux idéologique, tout en observant les premiers signes d'une dislocation du bloc de l'Est. Brandt et Bahr adaptaient et actualisaient leur approche, au fur et à mesure, au cours des années 1960, en fonction d'un environnement en mutation. Au niveau international, l'idée d'une « détente » entre l'Est et l'Ouest se frayait un chemin et la poursuite de l'ancienne « politique allemande » (non-reconnaissance de la RDA en raison de son caractère illégitime) risquait d'isoler la RFA même parmi ses plus proches alliés. En même temps, Brandt pouvait s'appuyer sur l'évolution rapide de l'opinion publique allemande qui était de plus en plus ouverte à une approche « réaliste », en privilégiant désormais l'espoir d'améliorer les conditions de vie « de l'autre côté du mur » sur le plan humanitaire.

Ce fut une décision personnelle de Willy Brandt de franchir le pas dès sa déclaration de politique générale du 28 octobre 1969 : pour la première fois, un chancelier allemand qualifie la RDA d'« État » avec lequel, toutefois, les rapports ne sauraient être que « d'une nature particulière »¹². La nation allemande, selon cette conception, était désormais formée de deux États, tandis que les Allemands – Est et Ouest – restaient unis par l'existence d'une seule citoyenneté. L'objectif

¹¹ Egon BAHR, *Zu meiner Zeit*, Munich, Blessing, 1996, p. 152-161.

¹² Cf. le texte de la déclaration in : Willy BRANDT, *Ein Volk der guten Nachbarn. Außen- und Deutschlandpolitik 1966-1974*, éd. par Frank FISCHER, Bonn, Dietz, 2005 (*Berliner Ausgabe*, 6), p. 236-246 (p. 237).

à long terme visant à réaliser l'unité du peuple allemand n'était pas abandonné, mais laissé à l'évolution de l'histoire.

Afin de pouvoir trouver des accords concrets, il fallait encore que, de l'autre côté, l'Union soviétique, puissance hégémonique, acceptât, au moins tacitement, ces nouveaux termes. À la base, le calcul de Brandt consistait bien à utiliser l'intérêt de Moscou dans la confirmation du *statu quo* territorial européen pour permettre une certaine ouverture et l'engagement d'un dialogue constructif.

Les différents traités signés avec les pays de l'Est – notamment l'Union soviétique, la Pologne et la Tchécoslovaquie ainsi que la RDA –, entre 1970 et 1973, posent d'abord le principe de la renonciation à la force et de la reconnaissance des frontières existantes – en particulier celle entre les deux États allemands et celle à l'Ouest de la Pologne (frontière Oder-Neisse). Ils affirment ensuite la volonté de développer, sur ces nouvelles bases, la coopération et les échanges. En 1971, à l'instigation de Brandt, les puissances victorieuses (les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Union soviétique) se mettent également d'accord sur un règlement quadripartite de Berlin qui devait apaiser la situation de la ville divisée.

On peut estimer que l'ensemble des traités formait le pendant des accords conclus avec les pays de l'Europe de l'Ouest, au début des années 1950. Comme ceux-ci, les traités avec l'Est ne portaient pas le nom qui correspondait, au fond, à leur véritable signification : celui de « traités de paix ». Bien entendu, ce terme était tabou pour tous les acteurs ouest-allemands de l'époque, en raison de l'exigence constitutionnelle que seul l'ensemble du peuple allemand, après avoir retrouvé son unité, était légitime pour prendre des engagements définitifs, notamment à propos des frontières. Mais, dans la réalité, il s'agissait bien de tourner une page de l'Histoire, afin d'assurer au mieux la paix et la coopération pour les temps à venir.

Toutefois, pour l'Allemagne fédérale, l'importance de l'*Ostpolitik* dans son ensemble allait bien au-delà d'accords diplomatiques sur la mise en place d'un *modus vivendi* avec les voisins de l'Est. En reconnaissant les frontières existantes comme résultat de la guerre et de ses conséquences, la République de Bonn s'était engagée à régler ses comptes avec l'Histoire et se libérait d'illusions trop longtemps entretenues. Il a fallu un courage politique extraordinaire au chancelier Willy Brandt, en décembre 1970, pour dire au public allemand, depuis Varsovie, que les territoires anciennement allemands de l'Est étaient perdus pour toujours, mais n'avaient été perdus par personne d'autre que « par un régime

criminel, le régime national-socialiste »¹³. Son appel à « briser la chaîne de l'injustice » et à regarder la réalité en face figure parmi les interventions publiques les plus poignantes d'un chancelier allemand.

L'agenouillement de l'ancien résistant devant le monument commémoratif du ghetto de Varsovie devait rester dans les mémoires comme l'image emblématique du deuil et de la quête de réconciliation. En d'autres termes : l'*Ostpolitik* faisait aussi partie d'un processus beaucoup plus large, en Allemagne de l'Ouest, d'une prise de conscience plus juste et plus profonde des responsabilités historiques et de ses conséquences. Bien que fortement controversés au niveau politique, Brandt a su faire en sorte que les choix difficiles furent finalement compris et entérinés par la majorité des Allemands.

Après la chute du mur, les historiens ont commencé à discuter des effets désirés ou non-désirés, réels ou supposés de la *nouvelle Ostpolitik* et de la politique de détente dont elle faisait partie. Pour certains, cette politique n'avait – au mieux – aucun mérite dans les bouleversements à l'Est de la fin des années 1980. D'autres insistaient, au contraire, sur les aspects « révisionnistes » ou les facteurs de mutation contenus dans cette approche, qui auraient contribué, à travers le « processus d'Helsinki », à la déstabilisation des régimes communistes. Il est surtout vrai qu'une Allemagne fédérale qui ne remettait plus en question les frontières et avec un chancelier « prix Nobel de la paix » à sa tête ne pouvait plus guère être la cible de la propagande et des attaques des régimes de l'Est.

Le laps de temps relativement court entre l'*Ostpolitik* et la chute du mur – moins de 20 ans – risque de fausser les perspectives et invite facilement au piège « téléologique »¹⁴. L'essence de la politique menée par Brandt, au début des années 1970, était d'abord le souci de vérité et de réalisme. Ce fut au nom de ce réalisme que Brandt et son gouvernement avaient écarté de leur vocabulaire le terme de « réunification ». L'objectif à court et moyen terme consistait d'abord à améliorer les conditions humanitaires, de permettre un maximum d'échanges, d'atténuer les effets de la division et cela aussi – en fin de compte – pour maintenir le sentiment d'appartenance à une même nation. L'ouverture et la transformation gra-

¹³ Allocution télévisée de Brandt depuis Varsovie, 7 décembre 1970, in : *Bulletin der Bundesregierung*, 8 décembre 1970, n° 171, p. 1814.

¹⁴ Eckart CONZE, « Akzeptanz der Teilung oder Weg zur deutschen Einheit ? Motive, Ziele und Wirkungen der Ost- und Deutschlandpolitik der sozialliberalen Koalition », in : Bernd ROTHER, *Willy Brandt. Neue Fragen, neue Erkenntnisse*, Bonn, Dietz, 2011, p. 99-113 (p. 110).

duelle des régimes étaient espérées et attendues, au moins à moyenne échéance. Mais le calcul politique ne pouvait guère aller plus loin.

Sans doute, les architectes de l'*Ostpolitik* étaient-ils pleinement convaincus que le dernier mot au sujet de l'unité allemande n'avait pas été dit, puisque l'Histoire est une matière en mouvement constant. À l'horizon temporel du début des années 1970, c'était déjà beaucoup de faire ce qui était possible : consolider la paix, rendre le « mur » perméable et mettre le sort réel des personnes au cœur de la politique menée.

**« OSER PLUS DE DÉMOCRATIE »
LE DÉFI DES RÉFORMES INTÉRIEURES**

Hélène MIARD-DELACROIX

On n'accorde généralement pas assez de crédit au programme politique que constitue en Allemagne fédérale le premier discours qu'un chancelier prononce devant le *Bundestag*. Dans le cas de Willy Brandt, son discours de politique générale a annoncé, le 28 octobre 1969, les deux grands pans de la politique qui imprimeront sa marque à ses années de gouvernement. À côté de son souhait d'être « un peuple de bons voisins », le chancelier Brandt, tout juste élu, y a annoncé, pour le volet intérieur de son programme, vouloir « oser plus de démocratie »¹. Cette volonté de rupture a frappé les esprits, donnant une étiquette à la vaste entreprise de réformes intérieures qui correspondaient tant aux convictions de Willy Brandt. Elles ont marqué un virage dans l'histoire de la République fédérale. Tout autant que l'*Ostpolitik* qui a beaucoup plus attiré l'attention des pays étrangers, les réformes intérieures, en s'étalant en véritable éventail sur presque tous les domaines de la vie publique et privée, ont agité et polarisé la société allemande au tournant des années 1970.

L'ambitieux programme de réformes intérieures a été lancé à une période charnière qui est maintenant considérée par la recherche comme la grande rupture du second XX^e siècle, en dehors de celle qu'a provoquée l'unification de l'Allemagne. En raison de la crise généralisée des économies consécutivement aux désordres monétaires et à un premier choc pétrolier, le programme de réformes n'a pas pu être appliqué autant que son initiateur l'aurait souhaité. Comme ses voisines, la société ouest-allemande a dû passer d'une politique active de gestion du présent, dans un espoir de construction de l'avenir, à une prise de conscience de la limitation des ressources et des difficultés de financement de grands projets. On a ainsi vu se fermer un horizon qui était jusqu'alors perçu comme ouvert, abordé avec dynamisme, optimisme et foi en la capacité des politiques d'influer durablement les structures sociales et la vie des gens. À peine Willy Brandt avait-il formé son gouvernement que le dégrisement s'imposa au bout de quelques mois. C'est exactement au seuil de ce renversement dans les possibilités d'inter-

¹ Klaus STÜWE (éd.), *Die großen Regierungserklärungen der deutschen Bundeskanzler von Adenauer bis Schröder*, Opladen, Leske & Budrich, 2002, p. 163-180.

Allemands – nous pouvons être fiers de notre pays. Votez Willy Brandt
Affiche électorale du SPD pour les élections au parlement fédéral, 1972

vention qu'ont été lancées les réformes pour « oser plus de démocratie ». Dans l'évolution logique de la pensée de Brandt, elles marquent un aboutissement par rapport à la période antérieure. Car après avoir soutenu le virage réformiste lors du congrès de Godesberg en 1959, « son objectif est devenu, dix ans plus tard, de mettre en place ce qu'il appelle une 'démocratie sociale' »², combinant la participation accrue des citoyens et le renforcement de l'autonomie de l'individu dans un système plus égalitaire.

Pour présenter les grands traits de ces réformes sans risquer d'en établir un ennuyeux catalogue, le propos s'attachera à mettre en évidence la part qu'a prise Willy Brandt à cette entreprise, c'est-à-dire ses objectifs, les mobiles de son action et les résultats. On s'appliquera aussi à replacer cette action dans la temporalité de l'époque, c'est à dire dans la perception du possible que l'on avait alors. Ainsi seulement peut être mieux compris le décalage entre les attentes et les réalisations.

Une série de questions guident l'analyse. Tout d'abord pourquoi ces réformes s'imposaient-elles et quelles étaient les attentes de la société et les intentions du chancelier ? Quelle est ensuite la cohérence de cet ensemble de réformes, entre les promesses et les réalisations ? Quelle est donc leur portée réelle si l'on reprend les différentes temporalités (le court terme, le moyen terme) ? Pour finir, comment faut-il évaluer avec le recul ce qui a pu, à l'époque, être jugé comme un zèle réformateur irréaliste et qui a ensuite trouvé sa place dans la succession des générations et la mutation des valeurs ?

1. Des réformes arrivant à point nommé

Le discours de politique générale de Brandt fit sensation en octobre 1969. En effet, sa formule « oser plus de démocratie » suscita des protestations dans le camp politique chrétien-démocrate, plus conservateur, qui se retrouvait soudain dans l'opposition. Quelle impudence, dirent les anciens alliés du SPD dans la Grande coalition (1966-1969), de sous-entendre que la démocratie ne serait pas complètement réalisée en République fédérale à la fin des années 1960 ! Comme s'il fallait enfin commencer à l'installer en Allemagne de l'Ouest ! Pour nombre d'Allemands, la formule, que Günter Grass avait suggérée à son ami Brandt, montrait l'audace de la coalition sociale-libérale : en annonçant plus de démocratie,

² Hélène MIARD-DELACROIX, *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013, p. 199.

la nouvelle équipe semblait vouloir révolutionner les rapports sociaux et bouleverser les structures dans les familles, l'éducation et la vie politique. La mutation des valeurs au nom de laquelle des réformes s'imposaient pour certains a été vécue par d'autres comme une réelle perte de repères, voire comme la cause de la désintégration de structures familiales. Aussi ne faut-il pas se représenter l'accueil réservé aux réformes de Brandt comme absolument unanime. Il y eut beaucoup de résistances.

Pourquoi les réformes s'imposaient-elles alors ? Avant l'élection de Brandt au poste de chancelier, les années 1960 ont été marquées par une mobilisation impressionnante, un mélange de politisation soudaine et d'euphorie, permettant l'expression d'attentes diverses que formula bruyamment le mouvement étudiant de 1967/68. Paul Nolte parle de « la dernière euphorie des temps modernes »³ pour qualifier le '68 allemand qui commença plus tôt et dura plus longtemps qu'en France. En effet ce mouvement de protestation multiforme avait débuté en Allemagne dès le début de la décennie, avec le débat sur les lois d'urgence, et il s'était amplifié avec la formation d'une opposition extraparlamentaire (APO) pendant la Grande coalition. Au-delà des seuls manifestants étudiants, la demande d'une participation accrue des citoyens à la vie publique s'était mêlée d'une accusation sourde selon laquelle l'état de la société ouest-allemande aurait été le fruit d'une restauration partielle dans l'après-guerre, avec des structures et des mentalités mal dénazifiées. Cela avait donné une coloration particulière au reproche général adressé par les jeunes soixante-huitards à leur société respectueuse, trop autoritaire dans ses structures familiales, scolaires, universitaires. Il y avait eu aussi des raisons démographiques à cela. En Allemagne comme chez ses voisins, la demande urgente de plus de démocratie est venue d'une génération plus nombreuse : « Les nouvelles données démographiques et ce coup de boulot culturel accusent, de ce fait, plus qu'à l'ordinaire les contrastes de générations inhérents aux sociétés humaines »⁴. Enfin, cette revendication nouvelle se réali-

³ Paul NOLTE, « Die letzte Euphorie der Moderne. Die Reformzeit der alten Bundesrepublik in den 1960er und 1970er Jahren », in : ID., *Riskante Moderne. Die Deutschen und der neue Kapitalismus*, Munich, C.H. Beck, 2006, p. 27. Voir aussi Bernd FAULENBACH, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt. Von der Reformeuphorie zur Neuen Unübersichtlichkeit. Die SPD 1969-1982*, Bonn, Dietz, 2011.

⁴ Jean-François SIRINELLI, « Génération, générations », in : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 98 (2008) 2, p. 113-124 (p. 114).

sait en même temps que les classes moyennes s'imposaient comme le groupe le plus nombreux.

Face à une culture politique dominante dénoncée par les plus jeunes comme un mélange de discipline et de règlement, la promesse de plus de démocratie a été une réponse à ce refus d'autorité qui s'exprimait dans une partie de la société allemande. Elle répondait aussi à la demande d'émancipation et de participation telle que les nouveaux mouvements sociaux naissants les formulaient. Le mouvement féministe n'en est qu'un exemple. Du point de vue de Willy Brandt, il était indispensable d'appréhender cette dynamique et de ramener dans le jeu et les valeurs de la démocratie parlementaire la jeunesse qui, depuis quelque temps, s'exprimait de manière désordonnée dans les rues et les amphithéâtres des universités. Avec sa rupture précoce avec le parti social-démocrate au début des années 1930, puis son retour dans le giron du parti à la fin de la guerre, son expérience personnelle a certainement joué un rôle dans ce souci de ne pas laisser les jeunes se fourvoyer dans l'extrémisme. En outre, il lui semblait indispensable d'accompagner les mutations en cours dans les domaines de la technique, de l'économie et des médias en jetant les bases de nouvelles relations sociales. Démocratiser le pays, au sens large du terme d'une « démocratie sociale », cela signifiait à la fois humaniser les rapports sociaux, dans plus d'égalité, et rendre plus autonomes les individus, en les aidant à « se détourner de l'esprit de soumission qui a fait tant de dégâts dans notre peuple »⁵. Mais il ne s'avancit pas en terrain nouveau en 1969 : depuis le début des années 1960 il avait en effet centré son discours sur les progrès à faire dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'urbanisme, des transports et de la participation citoyenne. Aussi ce train de réformes n'a-t-il pas été seulement réactif. De plus, quand il s'adresse au *Bundestag* en 1969, bon nombre de ces réformes de modernisation ont déjà été initiées sous le gouvernement de Grande coalition auquel il a participé comme vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères. Cela vaut pour le droit du mariage et du divorce, pour le droit des enfants nés hors mariage, comme pour des progrès en matière sociale avec l'extension de la sécurité sociale à toutes les catégories de salariés.

2. La cohérence du nouveau train de réformes

Sur cette toile de fond, la cohérence des réformes intérieures se trouve dans la combinaison de quatre grands objectifs, dont le point commun est d'être au service de l'individu. Il s'agit de la *participation*, c'est-à-dire l'action comme part

prise à son devenir et au jeu collectif, la *démocratisation*, c'est-à-dire le remplacement de l'autorité par un contrôle venu du bas, l'*exercice de la liberté*, c'est-à-dire l'égalité dans la possibilité de réaliser ses potentialités quels que soient l'origine et le milieu, et enfin la *modernisation* des structures par l'usage de la rationalité. Chez Brandt, ce sont ces quatre exigences qui ont dominé, beaucoup plus que la politisation généralisée telle que l'avaient réclamée certains ultras. En outre, sa priorité n'était pas tant une libéralisation générale (telle que cela a volontiers été caricaturé comme un démontage des garde-fous existants) et bien plutôt une réforme profonde des structures de l'État et de la pratique du pouvoir. Il était mû par une volonté de plus de transparence, alliée au souci de mieux maîtriser les évolutions collectives. Et tandis que du côté des demandeurs de changement, il y a eu le désir de révolutionner l'État et la société, Willy Brandt est resté, lui, le défenseur de la réforme. D'inspiration scandinave, découvert par lui pendant ses années d'exil en Norvège et en Suède, le terme de « réforme » doit être compris chez Brandt dans le sens de l'évolution et de la progressivité du changement. C'est à la fois l'inverse de l'extrémisme des révolutionnaires et le refus de l'esprit de conservation du camp chrétien-démocrate.

Les réformes touchèrent différents domaines et peuvent être classées de la manière suivante. Un premier ensemble concerne une plus grande *participation* : tel a été l'objectif de l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans comme de la loi, entrée en vigueur en janvier 1972, sur la participation et la représentation des salariés dans les entreprises. Cette dernière a aussi visé une démocratisation au travail par l'accroissement des droits des salariés et des compétences du comité d'entreprise, jusqu'à la participation au capital productif des entreprises, une mesure visant à favoriser l'épargne. C'est aussi dans cet esprit de démocratisation et d'amélioration des conditions sociales qu'a été conçue la réforme de la *Bundeswehr* dans le but d'achever le projet de « citoyen en uniforme » qui avait été formulé lors de la création de l'armée fédérale allemande. C'est parce que plusieurs de ces réformes visèrent l'aboutissement d'une tâche commencée au début des années 1950 que la période du gouvernement Brandt a pu être baptisée de « seconde phase de formation » de l'Allemagne fédérale, comme une

⁵ Willy BRANDT, « Die Alternative », *Die Neue Gesellschaft*, cahier spécial, 1^{er} mai 1969, cité in : Martin GREIFFENHAGEN (éd.), *Demokratisierung in Staat und Gesellschaft*, Munich, Piper, 1973, p. 45.

seconde naissance⁶. Un deuxième ensemble de réformes a voulu instaurer une plus grande *liberté* dans l'*égalité*. En matière de droit de la famille, ce sont la loi sur le divorce, l'égalité homme-femme dans le couple, la décriminalisation de l'adultère et de l'homosexualité, les mesures en faveur de l'égalité des chances dans le système éducatif (tant à l'école qu'à l'université), l'introduction du système de bourses d'études (le BAFÖG) en juillet 1971, et plus généralement l'expansion du secteur de la formation, le changement de son organisation et les modifications des contenus et des cursus⁷. Selon le terme de Ralf Dahrendorf proclamant que l'éducation était un « droit fondamental du citoyen »⁸, le but recherché était clairement l'égalisation des chances. Un troisième groupe de réformes, enfin, est marqué par un souci de *modernisation* par la rationalité. Ce sont les transformations mettant en place un appareil de planification à la chancellerie, mais aussi touchant les grands projets d'urbanisme et de logement, de construction d'infrastructures routières ou visant un plus grand respect de l'environnement. Quand Brandt annonçait déjà en 1961 que « le ciel devait redevenir bleu au-dessus de la Ruhr »⁹, il exprimait une confiance illimitée en la capacité d'action du politique.

3. Quelle portée réelle, à court et à long terme, pour ce zèle réformateur ?

Plusieurs outils permettent de mesurer l'ampleur de ce qui a vraiment changé avec certaines de ces réformes. Par exemple, entre 1965 et 1980, le nombre de lycéens passa de 16 % à 25 % d'une classe d'âge. Dans la même période, celui des étudiants a presque triplé, grimant de 384 000 à un million. À ces chiffres s'ajoutent les témoignages qui insistent plutôt sur la dimension qualitative des réformes ; ils évoquent en particulier la normalisation progressive des relations hommes-femmes au quotidien. Un autre indicateur de l'ampleur du défi est donné par les controverses, l'hostilité et les résistances qu'ont provoquées les réformes. Leur intensité a été telle qu'on peut à juste titre parler de la collision de deux visions du monde. Ce fut en particulier le cas avec la réforme de l'éduca-

⁶ Edgar WOLFRUM, *Die gegückte Demokratie. Geschichte der Bundesrepublik Deutschland von ihren Anfängen bis zur Gegenwart*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2006, p. 187.

⁷ FAULENBACH, *Das sozialdemokratische Jahrzehnt* (note 3), p. 200-208.

⁸ Série d'articles du sociologue Ralf DAHRENDORF, « Bildung ist Bürgerrecht. Plädoyer für eine aktive Bildungspolitik », *Die Zeit*, publiée sous le même titre, Hambourg, Henri Nannen Verlag, 1965.

⁹ Cité par Horst EHMKE, *Reformpolitik und « Zivilgesellschaft »*, Berlin, Schriftenreihe der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, 9, 2001, p. 22.

tion, très polarisante. En plus de la construction de nouvelles universités jugées trop onéreuses par certains, certaines décisions radicales des réformateurs ont suscité des réactions de rejet. Ainsi l'intervention du Bund dans un domaine constitutionnellement réservé aux *Länder*, au nom de l'égalité de traitement des citoyens dans l'ensemble du pays. Ainsi également l'invention des collèges intégrés (*Gesamtschulen*)¹⁰ qui a mobilisé contre elle autant d'enseignants que de parents d'élèves. Ainsi, enfin, la parité des corps dans les conseils des universités qui a provoqué une levée de boucliers de professeurs réunis dans « l'alliance pour la liberté de la science » (*Bund Freiheit der Wissenschaft*). « Leur idée que la conquête des universités par les forces libérales n'était que le prologue d'une attaque des communistes contre l'État répondait, comme dans un miroir, aux utopies délirantes de certains cercles d'étudiants sectaires »¹¹. Les protestations se propagèrent dans différents groupes et corps de métiers, chacun s'insurgeant contre la destruction de solides traditions. C'est ainsi que la réforme communale visant à diviser presque par deux le nombre des communes réussit à faire une quasi unanimité contre elle, au nom de la défense des traditions. Les critiques des réformes vinrent de tous les bords : de l'opposition conservatrice, de certains sociaux-démocrates mais aussi, les accusant de mollesse, de la gauche du SPD et des jeunes socialistes.

4. L'entreprise réformatrice : les limites du succès

Plusieurs des lois portant ces réformes ont été arrêtées par des procédures. À la suite de plaintes, la cour fédérale constitutionnelle de Karlsruhe a formulé des jugements négatifs, par exemple sur la réforme du droit à l'avortement ou la loi cadre sur les universités. Mais c'est surtout aux limites des possibilités de financement que s'est heurtée l'entreprise. Dès 1971, certains ont commencé à être conscients, au SPD, de la difficulté matérielle à réaliser un tel programme de réformes particulièrement coûteuses. Avec l'augmentation des prestations existantes et l'introduction de l'aide au logement, il fallait tabler sur une hausse

¹⁰ Les *Gesamtschulen*, proches du « collège pour tous » ou collège unique introduit en France par la loi Haby de 1975, réunissent tous les élèves d'une classe d'âge dans le même établissement, alors qu'ils auraient été, sinon, répartis entre différents types d'établissements hiérarchisés.

¹¹ Axel SCHILDT, *Annäherungen an die Westdeutschen. Sozial- und kulturgeschichtliche Perspektiven auf die Bundesrepublik*, éd. par la Forschungsstelle für Zeitgeschichte in Hamburg (FZH), Göttingen, Wallstein, 2011, p. 265.

conséquence du budget social, qui devait passer de 25,5 % du BIP en 1969 à 33,4 % en 1975. Dans le domaine de l'éducation, le coût du changement s'élevait à +9,2 % des dépenses ; pour la modernisation des infrastructures routières il fallait compter près de +9 %, pour les investissements dans le logement et l'urbanisme +6,5 %. Or, dès 1972, le Club de Rome publiait son rapport sur les *Limites de la croissance*, sans que les politiques et les sociétés aient encore vraiment mesuré la portée de la mutation en cours¹². Une commission de réflexion du SPD sur le moyen et le long terme tablait toujours, dans un rapport publié en juin 1972, sur des perspectives très optimistes de croissance, entre 4,5 et 5 % par an. Or, malgré une réforme fiscale très controversée et la taxation des hauts salaires pour financer les réformes structurelles et les équipements collectifs, le financement des réformes est devenu littéralement impossible après le choc pétrolier de l'automne 1973.

5. Explications et jugements

On trouva d'autres explications, comme la modification du rapport des forces politiques lorsque la coalition perdit sa majorité à la chambre haute (*Bundesrat*) en avril 1972. Ou bien encore le supposé désintérêt du chancelier pour les questions économiques, comme l'en accusa le rédacteur en chef du *Spiegel*, Günter Gaus, en le qualifiant de « demi-chancelier ». Brandt ne se serait-il pas assez engagé dans la réalisation pratique de sa politique, une fois passée la belle annonce d'« oser plus de démocratie » ? Selon l'article acide du *Spiegel*, intitulé « En attendant un chancelier », Brandt aurait négligé la politique intérieure pour se concentrer sur la seule politique étrangère « comme si l'existence du gouvernement et le bien-être du pays en dépendaient »¹³. Si, certes, la dimension économique et fiscale de la politique n'a pas été le domaine de prédilection de Brandt, le jugement a été perçu comme sévère, et il témoigne en creux de l'importance qui avait été accordée, au départ, au projet réformateur, tant par son initiateur que par ses électeurs.

Ou alors Brandt n'aurait-il pas su imposer ses réformes, ce qui renvoie à sa difficulté particulière à diriger ? À sa préférence pour la politique étrangère se

¹² Donella H. MEADOWS, Dennis L. MEADOWS, Jorgen RANDERS, William W. BEHRENS III, Club of Rome (éd.), *The Limits to Growth*, New York, Universe Books, 1972.

¹³ *Der Spiegel*, 1^{er} février 1971

sont ajoutés son peu de goût pour l'autorité ainsi que les exigences de la politique intérieure qui réclame, selon les termes de son proche Horst Ehmke, chef de la chancellerie fédérale, « un d'autant plus haut degré de coopération au sein du gouvernement »¹⁴. Plus que la politique étrangère encore, les réformes intérieures étaient, en outre, propres à faire une majorité d'insatisfaits, en raison du grand nombre de domaines touchés : c'étaient autant d'espaces d'intérêts particuliers et donc autant de blocages possibles. Cela n'empêcha pourtant pas la réélection de Willy Brandt à la suite du triomphe électoral du 19 novembre 1972 où le SPD, avec 45,8 % et une participation de 90 %, reçut un *satisfecit*.

Quel jugement demeure sur le plus long terme ? Les réformes du gouvernement Brandt apparaissent comme une phase de nécessaire adaptation aux mutations de la société ouest-allemande. Pour certaines, comme la réforme du droit de la famille qui fit consensus, la pertinence temporelle est évidente. D'autres témoignent plus nettement d'un esprit du temps, d'une forme d'utopie qui dut se heurter aux dures réalités. Il n'y a qu'un pas pour penser que, pour le meilleur et pour le moins bon, les réformes seraient venues à point nommé et qu'elles auraient été proposées par le bon chancelier au bon moment. La question mérite d'être posée.

¹⁴ Horst EHMKE, *Mittendrin. Von der Großen Koalition zur Deutschen Einheit*, Berlin, Rowohlt, 1994, p. 167-168.

À LA TÊTE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE, 1964-1987 STYLE ET CONCEPTION POLITIQUE DE WILLY BRANDT

Klaus SCHÖNHOFEN

Lorsqu'en mars 1987, Willy Brandt démissionne de la présidence du SPD, c'est une ère dans l'histoire de la social-démocratie qui prend fin. Avant lui, aucun social-démocrate n'était resté aussi longtemps à la tête du parti. Après lui, débute au SPD une période de changements rapides de direction, processus au cours duquel neuf nouveaux présidents devaient être élus en deux décennies. Si Brandt a dirigé le SPD pendant presque un quart de siècle, ses successeurs ont pour la plupart du temps exercé leurs fonctions pour une durée d'à peine deux ou quatre années. C'est aussi pourquoi « l'ère Brandt » est souvent aujourd'hui idéalisée comme une période glorieuse de la social-démocratie, période durant laquelle le président a conduit le parti de façon souveraine et continue.

Pourtant, les années de présidence du parti par Brandt, entre le début des années 1960 et la fin des années 1980, ne peuvent être véritablement considérées comme une période de calme. Le SPD traverse en effet une phase de profonds bouleversements concernant la politique du parti, durant laquelle son nombre d'adhérents fait plus que doubler, dépassant le seuil du million. Avec ces adhésions en masse, le parti se transforme d'une organisation ancrée dans le milieu ouvrier traditionnel et dirigée avec rigueur, en un parti populaire (*Volkspartei*) complexe, se caractérisant en apparence par de violentes luttes intestines sur le programme et des conflits de générations difficiles à surmonter. En participant au gouvernement de la République fédérale entre décembre 1966 et octobre 1982 et en donnant un chancelier au gouvernement de 1969 à 1982, le SPD a eu à faire face, pendant seize années au cours de l'ère Brandt, aux problèmes complexes de politique intérieure et extérieure, liés à la responsabilité gouvernementale.

Pour Brandt qui fut la figure de proue de la social-démocratie au sein du gouvernement, d'abord en tant que ministre des Affaires étrangères de la Grande coalition puis à l'automne 1969 en tant que chancelier d'une coalition sociale-libérale jusqu'au milieu de l'année 1974, la double charge de président du parti et de représentant principal du SPD au cabinet fédéral représentait un double challenge. Durant cette période, on assiste en effet à un renouveau émancipateur au niveau politique, social et culturel qui ébranle la République fédérale jusque dans ses fondements et la modifie durablement. La République fédérale quitte définitivement l'ère Adenauer marquée par la restauration et vit une pé-



Le chancelier Helmut Schmidt, le président du SPD Willy Brandt et le président du groupe parlementaire SPD au Bundestag Herbert Wehner, Congrès du SPD à Mannheim, 11 novembre 1975

riode de changement d'orientation dans laquelle des concepts comme celui du changement des valeurs et de la participation, deviennent le centre des analyses contemporaines. Dans le même temps s'annonce la fin du boom économique des « Trente glorieuses » et l'on discute pour la première fois intensément de sciences et de politique à propos des limites et des dangers écologiques d'une croissance économique effrénée. Ainsi, pour analyser le style et la conception politique de Brandt en tant que président du parti, il faut garder à l'esprit que, dès cette époque, le diagnostic porté sur ces décennies au caractère si ambigu faisait l'objet de controverses.

1. Un président infortuné

Le chemin de Brandt vers la tête du parti n'a pas été une ligne droite, mais plutôt une route aux multiples lacets. Son ascension au sein de la social-démocratie est marquée par des conflits acharnés internes au parti à Berlin, des défaites déprimantes aux élections du comité directeur du SPD, son échec en tant que candidat social-démocrate à la chancellerie à l'automne 1961 et les constantes campagnes de diffamation du parti conservateur à propos de son exil en Norvège et en Suède durant la dictature nationale-socialiste.

Lorsque Brandt, en février 1964, est élu président du SPD comme successeur d'Erich Ollenhauer, qui avait davantage géré que dirigé le parti pendant plus d'une décennie, il n'était alors en aucun cas le chef de parti reconnu de tous et dont personne ne remettait en doute l'autorité au sein de la social-démocratie. Il est alors considéré dans ses propres rangs comme un homme qui, en tant que bourgmestre-gouverneur, a acquis une grande confiance auprès des Berlinoises ainsi qu'une réputation mondiale pour sa ténacité au sein de cette ville du front de la Guerre froide. Mais son autorité à l'intérieur du parti est limitée, car il lui manque « le parfum de la maison » sociale-démocrate et ses propres bases dans l'organisation du parti ouest-allemand.

Le fait que Brandt soit néanmoins élu à la présidence du parti est essentiellement dû à Herbert Wehner qui, en tant que tête stratégique au siège du parti à Bonn, tire les ficelles. Il a fait de Brandt son candidat favori pour le poste de proue du SPD. Il s'agit en effet pour Wehner, comme on s'en aperçut bientôt, d'assurer également sa propre position de pouvoir en tant qu'homme fort en coulisse. De son point de vue, Brandt doit représenter le parti, en tant que populaire bourgmestre de Berlin, alors que lui-même veut continuer à contrôler et diriger le SPD au niveau politique et organisationnel depuis Bonn, la capitale fédérale.

Cette répartition pragmatique du travail entre Bonn et Berlin n'a pas pu être durable. Tout d'abord, Brandt n'arrive pas à sortir de l'ombre de celui qui l'a propulsé à la tête du SPD. Le style politique personnel de Wehner, en tant que vieux maître social-démocrate, n'est absolument pas marqué par le souci de colégialité. Brandt a des difficultés à prendre pied au sein du centre du pouvoir à Bonn où, à côté de Wehner, Fritz Erler, président du groupe parlementaire du SPD, influe fortement sur le cours de la social-démocratie. C'est pourquoi Brandt, perçu comme un marginal venu de Berlin, continue d'abord d'être perçu comme un second rôle sur la scène de Bonn. Son image de « Kennedy » allemand dynamique, avec laquelle il a mené la campagne électorale pour le *Bundestag* de 1961, s'estompe de plus en plus. Quatre années plus tard, alors que Brandt échoue à nouveau comme candidat social-démocrate à la chancellerie en automne 1965, il est aux yeux de nombre de ses camarades de parti un politicien infortuné qui, en tant que président, représente une charge pour le parti et qui ne croit plus lui-même aux possibilités de devenir un jour chancelier.

2. Représentant de la social-démocratie réformatrice

Brandt réagit plus sensiblement que la plupart des dirigeants sociaux-démocrates à la phase de bouleversement politico-culturelle du milieu des années 1960 au sein de la République fédérale qui s'accompagne d'un rapide changement des mentalités, d'une ouverture des frontières sociales, du relâchement des liens traditionnels et de l'individualisation du mode de vie. Il se présente désormais comme un modernisateur déterminé qui veut ouvrir le SPD à de nouvelles couches d'adhérents et d'électeurs et il s'affirme comme un politicien du renouveau qui ne considère plus le traditionalisme entretenu par le parti comme étant à l'ordre du jour. Sa volonté d'aller au-delà des frontières de l'habituel – si on consulte sa biographie – était tout sauf aléatoire. Le système de la politique et du programme de Brandt s'oriente en fonction de ses expériences personnelles, que l'on peut faire remonter jusqu'à sa jeunesse et à sa critique du SPD, aux enseignements de la période d'exil en Norvège et en Suède, deux pays dans lesquels il a appris à apprécier un mouvement ouvrier non-dogmatique, libéral et populaire, ainsi qu'aux expériences et prises de conscience à Berlin, tout à fait spécifiques à cette ville partagée entre l'Ouest et l'Est.

Avec sa conception de la politique marquée par des objectifs participatifs et libérateurs, Brandt rencontre à la fin des années 1960 l'esprit changeant du temps et gagne également toujours plus d'approbation dans ses propres rangs. Il reflète

en effet comme aucun autre dirigeant social-démocrate la volonté de réformes venues de différentes couches de la population et l'atmosphère de changement qui se fait sentir un peu partout. Il est conscient que la libération de plus en plus évidente des mœurs sociales ne peut être circonscrite à l'intérieur du parti de façon autoritaire, que le SPD en tant que parti de fonctionnaires n'a pas d'avenir et que, pour cette raison, l'ouverture de son programme vers un parti populaire devait également se faire au niveau politique et organisationnel. Dans le même temps, Brandt se distancie de la vision conservatrice de l'État par les partis de l'union et se prononce pour une conception de la démocratie expansive et dynamique qui comprend également les relations sociales.

Au cours de la seconde moitié des années 1960, Brandt intensifie en même temps sa communication interne au sein du parti et milite pour une forme de contacts directs avec les membres. Les jours de congrès du parti, il remet toujours en question l'immobilité conceptuelle et le repli sur soi de la social-démocratie. Il y déploie son talent rhétorique, un art oratoire de plus en plus inimitable dans lequel se reflète son ouverture au dialogue tout comme son air songeur et son inclinaison à la conciliation. Il véhicule également cette attitude de façon ciblée à travers les média de masse par lesquels il sait très habilement influencer le climat de l'opinion politique.

L'attitude de Brandt en tant que président du parti est à présent perçue comme ouverte et collégiale, argumentative et intégrative. Brandt aurait été sans doute d'accord avec cette description ; il soulignait lui-même au cours d'une interview télévisée sa façon de diriger : « Là où je préside, on vote peu. » Il apprécie en effet de « laisser se discuter une question, de confronter les arguments » et de prendre une décision lorsqu'il savait « ce qui faisait partie de la situation et ce qui n'en faisait pas partie »¹.

Les détracteurs internes du parti remettent en permanence sur le devant de la scène l'inconvénient de cette position communicative et antiautoritaire lorsqu'ils commentent, selon eux, la trop grande indulgence de Brandt lors des disputes internes, son attitude hésitante dans les situations de conflits et sa trop grande patience avec l'entêtement des nouveaux membres du SPD à ne pas s'adapter. Ce mécontentement parfois exprimé clairement dans la direction du parti sur sa

¹ Interview télévisée du 30 septembre 1964 avec Günter Gaus. Disponible sur http://www.rbb-online.de/zurperson/interview_archiv/brandt_willy.html (1^{er} avril 2014).

conception du rôle de président du SPD n'impressionne cependant pas particulièrement Brandt. Il maintient sa méthode de consensus par le dialogue dans la social-démocratie, comptant sur le pouvoir de persuasion du meilleur argument, se distancie de toute forme d'étatisme paternaliste et ne se présente jamais comme un homme d'autorité.

Dans un parti qui ne peut plus agir comme une communauté d'opinions disciplinée à l'apparence uniforme comme l'était l'ancien mouvement ouvrier, mais qui s'est développé en un parti populaire socialement fragmenté, professionnellement diversifié, à l'origine hétérogène et aux intérêts divers de ses adhérents, Brandt est incontestablement idéal en tant que président. Sa position de leader se renforce toujours plus, car il a été un modérateur entre les deux courants différents du SPD et il a incarné d'une manière crédible la mission politique commune. Il reste en marge des luttes intestines du parti et possède un « sens [prononcé] pour le vent du changement »².

3. Possibilités et limites d'une direction charismatique

Au cours de son mandat de chancelier fédéral, entre l'automne 1969 et le printemps 1974, les critiques internes continuent sur le style de Brandt, discret et intégratif. Ce sont surtout Helmut Schmidt et Herbert Wehner, dont la solidarité à l'égard de Brandt est toujours restée fragile, qui se sont faits les porte-paroles de ces critiques. Mais, dans le même temps, la réputation personnelle de Brandt s'est développée bien au-delà des frontières du parti social-démocrate. Beaucoup de personnes le considèrent alors comme un porteur d'espoir visionnaire, au-delà de toutes les limitations et barrières politiques quotidiennes, et se fient à son « autorité charismatique »³.

Cette confiance en Brandt, fondée sur son éthique morale, qui a pu se développer à l'intérieur et à l'extérieur du SPD, allant jusqu'à l'admiration passionnée, se nourrit de sources très différentes. En tant qu'antifasciste qui a résolument combattu le national-socialisme, Brandt est devenu le modèle d'une communauté de la mémoire s'établissant dans la République fédérale au début des années 1970 et qui veut que s'accomplisse un changement de perspective allant de l'oubli

² Peter BRANDT, *Mit anderen Augen. Versuch über den Politiker und Privatmann Willy Brandt*, Bonn, Dietz, 2013, p. 212.

³ Peter GLOTZ, *Willy Brandts Charisma*, Berlin 2004 (*Schriftenreihe* de la Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, 11), p. 24.

au souvenir ; en tant que politicien réformateur de la politique intérieure, qui défend une démocratie participative et davantage de solidarité sociale, il gagne le soutien de larges couches de la population saisies par l'air réformateur de l'époque ; en tant qu'homme réaliste de la politique étrangère, qui entame une normalisation des relations de voisinage avec la RDA et qui s'engage pour une stratégie de la raison et de la détente entre les deux blocs, il incarne l'espoir d'un monde plus pacifique. Par des gestes symboliques comme lors de l'agenouillement à Varsovie, Brandt démontre dans le même temps la dimension morale de sa politique, ce qui lui vaut une grande considération aussi au niveau international. Ceci s'illustre par exemple par l'attribution du prix Nobel de la paix en 1971.

Désormais, Brandt dispose également d'un soutien important en tant que président du parti. Certes, son plaidoyer pour une intégration patiente et mesurée des rebelles du parti issus du mouvement étudiant ne rencontre pas l'approbation générale dans les échelons supérieurs du parti. Mais les critiques se taisent de plus en plus, car Brandt réussit à canaliser et à désamorcer les conflits internes par un travail long et minutieux d'argumentation ainsi qu'une stratégie du consensus ciblée. Avec son programme réformateur, il finit également par convaincre les nouveaux adhérents issus du milieu académique, qui se concentrent autour d'un radicalisme démocratique et d'un anticapitalisme et qui n'évitent pas la confrontation interne. Son programme mise sur le changement continu, par de petits pas prévisibles, et non pas sur un bond révolutionnaire vers l'avenir.

Les adversaires de Brandt au sein de la direction du parti doivent finalement reconnaître que la percée réussie de la social-démocratie vers un parti de masse moderne, reflétée par le rajeunissement de ses membres, l'élargissement de son spectre social et un développement professionnel de sa structure organisationnelle, est largement dû à Brandt. Il est sans aucun doute le garant pour que ce processus de croissance historique sans précédent du SPD en un parti populaire multicouches de plus d'un million de membres puisse être accompli sans brèches permanentes, ni scissions politiques radicales.

Au début des années 1970, Brandt, en tant que chancelier fédéral et chef de parti incontesté, se tient au zénith de sa carrière politique. En témoigne la victoire écrasante du SPD à l'automne 1972 lors de laquelle le parti, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, obtient la majorité des voix. Cependant, peu de temps après ce triomphe, Brandt doit également faire l'expérience que chaque charisme politique à son échéance, qu'il peut être grignoté par le quotidien du parti et du gouvernement et rapidement se dissiper. L'euphorie du

renouveau s'affaiblit véritablement, l'identification quasi religieuse avec la politique de Brandt est fragilisée, le paradigme de progrès qu'il incarne perd de plus en plus en force de persuasion et l'on est moins optimiste pour l'avenir.

C'est le cas en 1973/74 lorsque les turbulences économiques mondiales annoncent un changement de marée, que la crise du pétrole rend alors visible de façon dramatique les limites de la croissance et que se durcissent encore davantage les fronts au niveau de la politique intérieure de la République fédérale. À présent, les critiques sur la politique participative de Brandt s'expriment de plus en plus clairement dans la politique et les médias. On le présente comme un « chancelier dans la crise »⁴ sans force, faisant référence à sa timidité à l'heure des prises de décisions, on atteste sa fatigue de l'administration et on prophétise que le déclin de son autorité va s'étendre rapidement au sein même du parti.

Au cours de cette phase, le triumvirat social-démocrate constitué de Brandt et de ses deux suppléants Schmidt et Wehner, enjolivé en une « troïka », fonctionne plus mal que jamais et n'est tout au plus que la caricature d'une troïka harmonieuse tirant la charrette du parti. Il est devenu évident que les tempéraments différents des chefs politiques sociaux-démocrates, leur conception de la politique divergeant l'une de l'autre et leur style de direction personnel sont inconciliables. Brandt agit dans ces conflits, au cours desquels on ne le ménage pas, de façon toujours plus hésitante et avec une extrême sensibilité. Par exemple, il subit sans broncher les reproches de Wehner selon lesquels il est « absent », « fatigué », prend « volontiers des bains tièdes »⁵, et qu'il manque ainsi une « tête » au gouvernement social-libéral. Et il ne demande pas de compte au président du groupe parlementaire du SPD pour ces critiques démesurées.

La tentative de Brandt de reprendre l'initiative après un longue période d'attente et d'hésitation et de réorganiser la direction divisée du parti arrive trop tard en avril 1974. Au même moment, le débat public s'envenime au sujet de « l'affaire Guillaume » – une affaire d'espionnage – qui est le prétexte de sa démission en tant que chancelier. Les raisons profondes de cette démission de la chancellerie, qui sont liés à des questions de programme et de conception, n'apparaissent que plus tard, sous le ministère de son successeur Helmut Schmidt qui exerce sa

⁴ Voir l'article de la une du *Spiegel*, n° 50 du 10 décembre 1973.

⁵ Ces reproches faits par Wehner face aux journalistes lors d'un voyage à Moscou en octobre 1973 ont été cités dans le *Spiegel*, n° 41 du 8 octobre 1973.

fonction avec une assurance autoritaire et une conception politique différente de celle de Brandt.

4. Patriarche du parti et homme politique international

En mai 1974, personne n'aurait risqué le pronostic que Brandt resterait à la tête du SPD pendant encore treize ans. Les Cassandres médiatiques qui ont prophétisé sa fin rapide en tant que président du SPD sous-estiment clairement ses capacités de maintien au pouvoir comme son importance particulière au sein du parti en tant qu'unificateur indispensable de la social-démocratie divisée. Le style du patriarche du parti, fondé sur le débat, est sans aucun doute « plus proche de l'âme sociale-démocrate » que l'assurance quasi imperturbable du chancelier Helmut Schmidt⁶. Brandt lui apporte cependant toujours l'appui nécessaire dans la crise internationale naissante. Il éprouve sa loyauté envers le chancelier jusqu'à la limite de l'abnégation, par exemple dans le vif débat sur le stationnement de nouveaux missiles nucléaires : en dépit de sa réserve fondamentale, il soutient la ligne de Schmidt jusqu'à la fin de la coalition sociale-libérale à l'automne 1982.

En tant que président du SPD, Brandt s'efforce de conserver la capacité d'agir du parti dirigeant. Mais il voit en même temps le caractère explosif des conflits sociaux qui s'enflamment au début des années 1980. Son plaidoyer pour ne pas exclure totalement les « nouveaux mouvements sociaux » en formation, dont le spectre politique s'étend des activistes anti-nucléaires aux militants pacifistes, ne suscite cependant pas l'enthousiasme des syndicats ni ne trouve d'écho favorable auprès des comités directeurs de la social-démocratie. Concernant les positions écologiques et post-matérialistes du mouvement environnemental, qui selon Brandt ne visent rien qui « doive être étranger aux objectifs du socialisme démocratique »⁷, le noyau du SPD, ancré au sein du monde industriel, est réticent. Et une fois de plus, Herbert Wehner et Helmut Schmidt se présentent comme les adversaires de Brandt dans les discussions internes.

⁶ Voir, à cet égard, Bernd FAULENBACH, *Willy Brandt*, Munich, C.H. Beck, 2013, p. 90 et suivantes, citation p. 94.

⁷ Dans un discours portant le titre de « Identité sociale-démocrate » que Brandt tient le 21 octobre 1981 en souvenir de Willi Eichler, le co-auteur du programme Bad Godesberg, repris dans : Willy BRANDT, *Im Zweifel für die Freiheit. Reden zur sozialdemokratischen und deutschen Geschichte*, édité et préfacé par Klaus SCHÖNHOFEN, Bonn, Dietz, 2012, p. 514-525 (p. 519).

Après la fin de la coalition sociale-libérale à l'automne 1982, cette alliance à trois devenue de plus en plus fragile se brise elle aussi. Wehner et Schmidt se retirent de la vie politique active. Brandt en tant que patriarche du parti et « homme d'État sans maroquin » reste en divers points la personnalité dominante de la social-démocratie et dépasse également celle-ci. C'est de lui qu'émane l'impulsion décisive pour l'élaboration des grandes lignes du programme, à l'occasion de quoi il plaide en faveur d'une réflexion sur les questions soulevées par les mouvements alternatifs et de leur intégration parmi les valeurs fondamentales de la social-démocratie. Il souhaite de plus que l'Europe s'affirme comme une union de la paix. En tant que président de l'Internationale Socialiste et président de la commission Nord-Sud, il concentre dans le même temps toujours plus intensément son engagement sur les problèmes globaux qui se posent en dehors de l'horizon national de son parti⁸.

Dans la devise « à gauche et libre », que Brandt choisit pour le titre de ses mémoires sur les années 1930 à 1950, publiées en 1982⁹, se reflète aussi la philosophie du « vieil homme d'État », que ses successeurs à la tête du SPD ne peuvent ni ne veulent incarner. Le vide que Brandt laisse derrière lui au sein du parti après sa démission en 1987 se fit sentir dans les décennies suivantes.

⁸ Voir à ce propos les contributions de Bernd ROTHER et Wolfgang SCHMIDT dans cette publication.

⁹ Willy BRANDT, *Links und frei. Mein Weg 1930-1950*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1982.

WILLY BRANDT ET LE CONFLIT NORD-SUD DU RAPPORT BRANDT À LA GOUVERNANCE MONDIALE

Wolfgang SCHMIDT

À la différence de sa politique concernant l'Allemagne et l'Est, l'engagement de Willy Brandt pour les relations entre les pays industriels et les pays en voie de développement, auquel il s'est consacré à partir du milieu des années 1970, est souvent méconnu. Pourtant, ses efforts pour désamorcer le célèbre conflit Nord-Sud et pour combattre la faim et la pauvreté dans le monde furent une part importante de sa politique de paix. Il ne visait pas seulement la détente entre l'Est et l'Ouest, mais s'engageait également au niveau global pour un équilibre entre les riches et les pauvres.

1. Conditions personnelles et situation internationale

L'intérêt de Willy Brandt pour les pays en voie de développement n'est pas né du hasard. Au cours de son exil scandinave, il a appris à penser par-delà l'Allemagne et l'Europe. Après la Seconde Guerre mondiale, il fut un observateur attentif de la décolonisation, qui fit émerger de nouveaux États et donna naissance au mouvement des non-alignés. Brandt eut l'occasion de connaître le « Tiers Monde » tel qu'il était dénommé à l'époque, en tant que bourgmestre-gouverneur de Berlin, puis comme ministre des Affaires étrangères à l'époque de la Grande coalition, lors de ses voyages en Asie, Afrique et Amérique latine.

Dans les années 1950 et 1960, la politique de développement était encore un outil de combat de la Guerre froide. Cela ne changea qu'en 1969, lorsque la coalition sociale-libérale du SPD et du FDP arriva au pouvoir à Bonn. Sous le gouvernement de Willy Brandt, ce fut le ministre de la Coopération économique, Erhard Eppler (SPD), qui considéra la politique de développement comme le point de départ d'une « politique mondiale intérieure ». En 1971, le cabinet fédéral définit la première conception d'une politique de développement d'un gouvernement ouest-allemand. La République fédérale devait – selon les recommandations des Nations Unies de 1970 – engager aussi rapidement que possible au minimum 0,7 % de son PIB pour l'aide publique au développement. Une promesse souvent répétée et qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a jamais été tenue.

Willy Brandt ne manquait pas de bonnes résolutions à l'époque. Avec l'entrée à l'ONU des deux États allemands, il sembla vouloir ouvrir un nouveau chapitre de



70^e anniversaire de Willy Brandt, Bonn, 18 décembre 1983, Willy Brandt, président du SPD et de l'Internationale socialiste, avec Olof Palme, chef du gouvernement et président du parti ouvrier social-démocrate de Suède

la politique de développement. Dans son discours devant l'Assemblée générale à New York, le 26 septembre 1973, le chancelier appela la communauté internationale à avancer ensemble dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Il déclara ainsi : « Là où sévit la faim, il n'y pas de paix durable. Qui veut proscrire la guerre, doit également proscrire la faim »¹.

Mais l'appel se perdit dans le lointain. À la suite du choc pétrolier de 1973/74, les oppositions se renforcèrent entre les pays industriels situés pour la plupart dans l'hémisphère nord et les pays en voie de développement majoritairement présents dans l'hémisphère sud. Le « groupe des 77 » fut créé dès le milieu des années 1960. Les États du G77, dont faisaient partie de nombreux non-alignés, souhaitaient renforcer le pouvoir de négociation des pays en voie de développement lors des conférences de l'ONU. Ces « pays du Tiers Monde » réclamaient depuis 1972 un nouvel « ordre économique mondial », à savoir principalement une amélioration des « terms of trade » [termes de l'échange] en leur faveur. Le G77 espérait ainsi pouvoir faire de la dépendance aux matières premières des pays industriels un moyen de pression pour des changements fondamentaux. Le cartel des pays exportateurs de pétrole (OPEC) en fut un exemple.

La hausse spectaculaire des prix du pétrole à l'automne 1973 révéla la vulnérabilité des pays industriels occidentaux. Le long boom des décennies d'après-guerre touchait à sa fin et s'ensuivirent de profonds bouleversements structurels dans l'économie. Les pays industriels eurent brusquement à combattre l'inflation et un chômage de masse, tout en connaissant une stagnation de la croissance. De nombreux pays sous-développés furent aussi secoués par la forte augmentation du coût de l'énergie.

2. Prise de nouvelles fonctions

Lorsque le chancelier fédéral Willy Brandt démissionna en 1974, la politique internationale se retrouva face à de tout nouveaux défis. En tant que président du SPD, il y consacra toute son attention au cours des années qui suivirent. La renommée importante dont il jouit suite à son prix Nobel de la Paix resta inchangée et, en tant que homme d'État sans maroquin, il sut utiliser cette image pour ses activités de politique extérieure.

¹ Willy BRANDT, *Ein Volk der guten Nachbarn. Außen- und Deutschlandpolitik 1966-1974*, éd. par Frank FISCHER, Bonn, Dietz, 2005 (*Berliner Ausgabe*, 6), doc n° 80, p. 504.

Fin novembre 1976, l'Internationale socialiste élut Willy Brandt à sa tête. À peine quatre semaines plus tard, une nouvelle mission lui fut proposée de façon tout à fait inattendue par l'intermédiaire d'une lettre du président de la Banque mondiale, Robert McNamara. L'Américain était très préoccupé de l'arrêt des négociations entre les pays industriels et les pays en voie de développement menées depuis 1975 dans le cadre de la conférence sur la coopération économique internationale à Paris (CCEI). McNamara souhaitait donc une commission indépendante de haut niveau qui, sous la direction de l'ancien chancelier allemand, devait rédiger de nouvelles propositions pour le dialogue Nord-Sud.

Willy Brandt consentit à ce que le chef de la Banque mondiale rendît son idée publique, le 14 janvier 1977. L'initiative ne reçut cependant pas l'approbation de tous. La résistance du cercle du G77 s'avéra soudainement forte. Brandt dut mener un gros travail de persuasion à l'international jusqu'à ce que, fin septembre 1977, il pût fonder officiellement la nouvelle commission. La « commission indépendante sur les problèmes de développement international », nommée en général dans les médias « commission Nord-Sud » ou « Commission Brandt » commença finalement son travail en décembre 1977.

Quelles sont les raisons qui conduisirent Willy Brandt à assumer cette mission supplémentaire ? Vaincre la faim et la pauvreté était pour lui « la question sociale décisive pour le reste du siècle », comme il le souligna fin septembre 1977 dans une interview avec la *Süddeutsche Zeitung*². Le président du SPD hésita toutefois longuement avant de se décider à créer la commission. Non seulement, il y avait le danger de se retrouver assis entre deux chaises dans le conflit Nord-Sud, mais aussi celui d'ouvrir la voie à des conflits de loyauté avec son propre gouvernement.

À peine en poste, le chancelier Helmut Schmidt réduisit l'aide allemande au développement, ce qui entraîna la démission d'Erhard Eppler. En outre, le successeur de Brandt à la chancellerie déplora à plusieurs reprises le fait que la politique de développement de Bonn ne prît pas suffisamment en considération les intérêts de la République fédérale en matière de politique extérieure et de politique des matières premières. En 1975, Schmidt fit avancer significativement la réalisation des rencontres G7, qu'il considérait être un contrefeu face au G77

² Willy BRANDT, *Über Europa hinaus. Dritte Welt und Sozialistische Internationale*, éd. par Bernd ROTHER et Wolfgang SCHMIDT, Bonn, Dietz, 2006 (*Berliner Ausgabe*, 8), doc. n° 18, p. 204.

et à l'OPEP. Depuis lors, les chefs d'État et de gouvernement des sept pays industriels occidentaux se rencontrèrent chaque année pour le « sommet économique mondial », d'où étaient exclus les pays en voie de développement. Les observateurs contemporains voyaient ainsi dans l'engagement international de Brandt un mouvement contraire équilibrant la politique de Schmidt.

3. Composition, objectifs et propositions de la commission Nord-Sud

Le 9 décembre 1977, Willy Brandt inaugura la réunion constitutive de la commission Nord-Sud au château de Gymnich, près de Bonn. Les vingt autres membres, qu'il avait lui-même choisis, venaient de sept pays industriels et de onze pays en voie de développement, les représentants du « Sud » étaient ainsi en léger surnombre. D'un point de vue politique, la commission n'était pas non plus composée de façon homogène : du nord venaient par exemple l'ex Premier ministre conservateur britannique Edward Heath, le social-démocrate suédois Olof Palme, le socialiste français Edgard Pisani, le syndicaliste canadien Joe Morris, l'éditrice du *Washington Post* Katharine Graham et le banquier américain Peter G. Peterson. Parmi les représentants des pays en voie de développement, on comptait entre autres le démocrate-chrétien chilien Eduardo Frei, le président du parlement algérien Layachi Yaker, le ministre tanzanien Amir Jamal, le politicien indien Lakshmi Jha et le secrétaire général du Commonwealth Shridath Ramphal de Guyanne.

Avec cette diversité, il n'était pas facile de trouver un dénominateur commun. Brandt et ses collègues attachaient une importance particulière à une nouvelle interprétation de la politique de développement. On évitait les mots comme « aide » ou « les riches aident les pauvres » et on les remplaçait par l'idée d'une « convergence d'intérêts ». Le président de la commission le justifiait ainsi : la politique internationale est marquée par une interdépendance croissante. La paix mondiale n'est pas seulement menacée par les armes nucléaires, mais aussi par les crises économiques, les famines et les catastrophes écologiques. Brandt reliait l'existence des problèmes communs à l'intérêt de tous à leur résolution. Et l'intérêt commun le plus élémentaire était la survie de l'humanité. « Assurer la survie » devint le leitmotiv de la commission Nord-Sud.

De toute évidence, Willy Brandt chercha à transposer le modèle de son *Ostpolitik* à la question Nord-Sud. Son engagement international avait également pour objectif d'assurer la détente Est-Ouest de plus en plus vulnérable. Pour la poursuite de celle-ci, les questions de développement global lui semblaient parfaitement adaptées. Il disait déjà, dans les années 1950 et 1960, que l'Est et

l'Ouest, au-delà de leurs systèmes, pouvaient chercher à coopérer en matière de politique de développement. Brandt comptait parmi les pays industrialisés du « nord » l'Union soviétique et ses alliés d'Europe de l'Est. Mais il ne parvint pas à les convaincre de collaborer avec sa commission.

La commission Nord-Sud se réunit au total à dix reprises, pour plusieurs jours, tous les deux-trois mois en neuf sites différents d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et d'Asie. Elle eut cependant besoin de plus de temps que prévu initialement pour rendre son rapport final. En raison des fortes divergences d'opinions entre les membres, un échec était même possible. On discuta durement jusqu'à la fin pour la rédaction du rapport final qui fut finalement terminé en décembre 1979. Mais le rapport arriva au plus mauvais moment. L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, fin décembre 1979, entraîna un bouleversement du climat politique international et la relance de la Guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Aussi, les chances pour une nouvelle politique Nord-Sud se détériorèrent considérablement.

Réticent et profondément attristé, Willy Brandt a daté son introduction au rapport de la commission d'avant l'invasion soviétique. Il mettait en garde avec insistance contre un chaos international « comme résultat des famines, des effondrements économiques, catastrophes environnementales et également du terrorisme. » « La globalisation des menaces et des provocations – guerre, chaos, autodestruction – demande un type de 'politique intérieure mondiale', qui aille bien au-delà de l'horizon des clochers, mais également au-delà des frontières nationales »³, soulignait-il. Brandt plaça les aspects élémentaires politiques et moraux au premier plan pour réveiller les hommes et formula des objectifs visionnaires : une partie de l'argent consacré aux dépenses d'armement devait, dans le cadre d'un projet de coopération économique international, être réattribué, et, d'ici l'an 2000, la faim dans le monde devait être vaincue.

L'introduction qui mérite encore aujourd'hui d'être lue, et se lit aisément, est destinée à un large public⁴. Le rapport lui-même fut en revanche écrit pour les

³ *Das Überleben sichern. Gemeinsame Interessen der Industrie- und Entwicklungsländer. Bericht der Nord-Süd-Kommission. Mit einer Einleitung des Vorsitzenden Willy Brandt*, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1980, p. 29.

⁴ Willy Brandt « *Das Überleben sichern* ». *Die Einleitung zum Nord-Süd-Bericht mit einer Einführung von Dirk MESSNER*, éd. par la Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, Berlin, 2013 (Schriftenreihe de la BWBS, 25), p. 46.

experts. Au départ, Willy Brandt souhaitait que sa commission produise un document court et concis. Il en ressortit cependant un long rapport de plus de 300 pages, fortement économique, présentant une multiplicité de recommandations détaillées. Les principales propositions sont les suivantes :

- Davantage d'aide pour des programmes spécifiques de développement (comme la lutte contre la misère, le gain de productivité dans l'agriculture ou une meilleure prise en charge médicale) plutôt que pour des projets particuliers (comme la constructions d'infrastructures ou de structures industrielles dans tel ou tel endroit).
- Une plus grande concentration de l'aide sur les pays les plus pauvres
- Lutte contre la pauvreté absolue et satisfaction des besoins élémentaires
- Amélioration de l'aide au développement rural et à l'agriculture
- Stabilisation du prix des matières premières
- Élaboration d'une stratégie internationale de l'énergie
- Intégration des pays en voie de développement au sein du commerce international, notamment par la réduction du protectionnisme des pays industriels.

Une revendication centrale émergeait : avec un transfert massif de capitaux publics du Nord vers le Sud, à hauteur de 50 à 60 milliards de dollars par an, la croissance économique mondiale devait être stimulée et provoquer un essor déterminant. La stimulation de la demande était considérée comme la clé du succès. Le président de la commission s'expliquait à ce propos : le manque de pouvoir d'achat dans le Sud conduisait au chômage dans le Nord, car l'économie locale ne parvenait plus à vendre ses propres produits. Willy Brandt n'était certainement pas un antimondialiste.

Le modèle qui se tient derrière les propositions du rapport Nord-Sud est désigné à juste titre comme un « keynésianisme international ». En même temps, on comprend ainsi clairement pourquoi le rapport rencontra une opposition catégorique de l'administration Reagan à Washington et du gouvernement Thatcher à Londres, et aussi de nombreux économistes anglo-saxons. Au début des années 1980, le temps du keynésianisme était révolu, tout au moins théoriquement.

Non seulement le rapport Brandt affirme que beaucoup plus d'argent doit être transféré du Nord au Sud, mais il fait également des propositions sur la manière dont ce transfert devait se produire. La commission recommandait une forte extension des prêts de la Banque mondiale et du FMI pour des programmes spécifiques d'investissement et proposait la création d'un fond de développement international (*World Development Fund*). Par ailleurs, les pays industriels étaient

invités à augmenter leurs dépenses pour l'aide au développement à 0,7 % du PIB jusqu'en 1985 et à 1 % jusqu'en 2000. Willy Brandt était toutefois très sceptique sur l'objectif des 0,7 %. Face au chancelier Schmidt, le 25 septembre 1979, Brandt en parla comme d'une « vache sacrée » et d'un « taux arbitraire ». Si cela n'avait tenu qu'à lui, il aurait fallu « laisser cela de côté » et « fixer un objectif particulier pour les pays pauvres en voie de développement »⁵.

4. Répercussions du rapport Nord-Sud

Le 12 février 1980, Willy Brandt remit le rapport de la commission au secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim. Le rapport Brandt fit ainsi l'objet d'une consultation officielle au sein de l'organisation mondiale. La répercussion publique, à l'époque, resta cependant loin de ce que l'on avait pu espérer, même si le rapport fut traduit en plus de vingt langues et vendu à 350 000 exemplaires dans le monde, la moitié d'entre eux dans le seul Royaume-Uni. En revanche, seuls 27 000 exemplaires furent vendus en République fédérale et le rapport resta quasiment ignoré aux États-Unis et en France.

Bien que les critiques de l'époque aient avoué qu'aucune autre publication n'avait autant stimulé les discussions sur l'aide au « Tiers Monde » que le rapport Nord-Sud, très peu de ses propositions furent mises en œuvre. Un événement mondial a tout de même découlé de ses recommandations : le premier sommet Nord-Sud qui se tint en octobre 1981 au Mexique, à Cancún. Afin de mettre œuvre les nouvelles réglementations qu'elle recommandait, la commission Brandt avait proposé une rencontre d'un nombre limité de chefs d'État et de gouvernement issus des pays industrialisés et pays en voie de développement. L'idée vint de Willy Brandt lui-même. Il pensait qu'un sommet mondial limité en nombre, qui devait représenter tous les principaux groupes d'États, conduirait à de meilleures solutions que les nombreuses et colossales conférences de l'ONU.

À Cancún, ce furent finalement 22 chefs d'État et de gouvernement ainsi que le secrétaire général des Nations Unies qui se rassemblèrent pour la « conférence internationale pour la coopération et le développement ». La mise en place du sommet pouvait être déjà considérée comme un succès. Après une longue hésitation, le président des États-Unis, Ronald Reagan, décida d'y participer. L'Union soviétique, quant à elle, s'y refusa une nouvelle fois. Brandt, l'inspira-

⁵ BRANDT, *Über Europa hinaus* (note 2), doc. n° 34, p. 268.

teur de la conférence, n'était pas non plus présent. Avant la conférence, l'Algérie s'était prononcée de façon véhémement contre sa participation. En effet, ce pays, membre très influent du G77 pour les questions d'économie mondiale et qui défendait alors une position radicale, craignait que les propositions de la commission Brandt qu'il rejetait, ne deviennent le fil conducteur des négociations. Aussi Brandt rejeta-t-il l'offre du pays hôte de devenir membre consultatif de la délégation mexicaine.

Le premier sommet Nord-Sud n'apporta hélas pas de progrès pratiques. Willy Brandt fut profondément déçu du déroulement de Cancún et de l'absence d'avancées dans le dialogue Nord-Sud. Cela le conduisit, lui et ses amis de la commission Nord-Sud, à se manifester de nouveau. Un second rapport fut publié en 1983, qui présentait un programme d'urgence actualisé et réclamait avant tout des mesures contre la crise du paiement des dettes qui touchaient de plus en plus les pays en voie de développement.

D'un point de vue politique, le second rapport resta aussi inefficace que le premier. Brandt n'interrompit cependant pas son engagement en matière de politique du développement, bien au contraire. La réflexion sur la question de l'« armement et du développement » lui tint particulièrement à cœur. À ce propos, la commission Nord-Sud et la Commission indépendante pour les questions de désarmement et de sécurité internationale (« commission Palme »), dirigée par Olof Palme, qui avait présenté son rapport « Sécurité commune » en 1982, délibérèrent à Rome en janvier 1984.

Le lien entre surarmement et sous-développement préoccupait sans cesse Brandt. En 1985, parut son livre *Der organisierte Wahnsinn* [« La folie organisée »], où il fustigeait le contraste entre la course à l'armement et la faim dans le monde. Un an plus tard, il créait la « Fondation pour le développement et la paix » (*Stiftung Entwicklung und Frieden*) basée à Bonn. Dans les années 1980, Brandt s'engagea fermement pour une solution à la crise de la dette du « Tiers Monde ». Dès 1988, il revendiqua l'annulation complète de la dette pour les pays en voie de développement les plus pauvres.

5. Précurseur d'une gouvernance mondiale

Les thèmes de la commission Brandt et de la commission Palme furent entre-temps développés et approfondis par une autre commission internationale. En 1987, la « Commission pour l'environnement et le développement », mise en place par les Nations Unies sous la direction de la ministre d'État norvégienne

Gro Harlem Brundtland, présentait son rapport « notre avenir commun ». Elle reprit directement le leitmotiv de Brandt « d'intérêts communs » et la vision de Palme de la « sécurité commune ».

La fin de la Guerre froide sembla ouvrir de nouvelles perspectives pour la politique de développement, aussi continua-t-elle d'être une priorité de Brandt jusqu'à la fin de sa vie. Il plaida pour qu'au moins un tiers des fonds libérés par le désarmement – les dénommées « dividendes de la paix » – fussent mis à disposition de l'aide au développement. Brandt s'engagea en outre pour un renforcement de l'ONU. Il envisageait dès 1989 un conseil de sécurité pour les questions d'environnement et de développement ainsi qu'un élargissement du rôle de la Cour internationale de justice de La Haye.

Sa vision était celle d'une gouvernance mondiale. Pour le 10^e anniversaire de la publication du rapport Nord-Sud, Willy Brandt ouvrit en janvier 1990 la voie à un concept de nouvel ordre politique international. Sur la base des rapports des commissions Brandt, Palme, Brundtland et Nyerere, un nouveau groupe de travail devait concevoir des propositions communes pour une réforme des Nations Unies et du système international. La commission fut constituée le 25 juin 1990 à Stockholm. Neuf mois plus tard, plus de 30 hommes politiques internationaux adoptaient « l'initiative de Stockholm sur la sécurité planétaire et la direction des affaires mondiales » Parmi les auteurs, on comptait entre autres, à côté de Willy Brandt, Ingvar Carlsson, Gro Harlem Brundtland, Edward Heath, Robert McNamara, Julius Nyerere, Shridath Ramphal et Václav Havel. Le groupe qui avait commencé avec la commission Brandt en 1977 continuait en 1992 avec la « Commission [indépendante] pour la gouvernance globale ». Brandt n'était déjà plus de ce monde. La commission présenta son rapport « Our Global Neighbourhood » au printemps 1995.

6. Maître à penser de la globalisation

Willy Brandt ressentit tout au long de sa vie comme un devoir humain et moral, mais également une nécessité politique de lutter contre la faim et la pauvreté, de s'engager pour la paix et davantage de justice dans un « monde uni ». Cette nécessité était dans les intérêts communs de l'ensemble des États et des hommes. Brandt voyait au travers des problèmes croissants de sécurité, d'économie et d'environnement un danger pour la survie de l'humanité. Il appela donc la communauté internationale à réfléchir et à agir dans la direction d'une « politique intérieure mondiale ». En reconnaissant la tendance à la crise et avec une

approche résolument multilatérale de la politique, il fut considérablement en avance sur son temps. Willy Brandt fut un maître à penser sur tous les aspects de la globalisation, qui s'étendit bien au-delà du pur cadre économique. En tant que bâtisseur de ponts entre les parties du monde fortement et faiblement développées, il donna une impulsion importante pour une nouvelle politique de paix et de développement, dont les effets se font aujourd'hui encore ressentir.

WILLY BRANDT À LA TÊTE DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Bernd ROTHER

L'engagement de Willy Brandt pour les socialistes au niveau international ne commence pas avec son élection à la présidence de l'Internationale socialiste en 1976. Au cours des deux années précédentes, il s'est déjà affirmé en tant que porte-parole des sociaux-démocrates et socialistes européens. Président du comité de solidarité avec le Portugal mis en place par la gauche démocratique, il a su montrer la fiabilité de la social-démocratie en soutenant la lutte des socialistes locaux contre la menace éventuelle d'une dictature communiste. Ainsi, une force depuis longtemps trop discrète est réapparue sur la scène internationale.

Les événements de la péninsule ibérique ont également montré à Brandt qu'il n'est pas possible de compter sur les superpuissances pour stabiliser la détente dans les relations internationales. Les États-Unis et l'Union soviétique n'ont pas tenté de désamorcer le conflit au Portugal.

Brandt regrette également que les États-Unis ne s'engagent pas davantage pour la démocratie et le progrès social dans le Tiers Monde, sans parler de l'URSS, qui en tant que pays « socialiste », se déclare incompétente en ce qui concerne les affaires du capitalisme mondial.

Aussi, selon le président du SPD, est-il d'autant plus nécessaire que les partis socialistes des démocraties s'engagent pour promouvoir la paix et des avancées sociales. Rapidement, Brandt s'avère être en phase avec certains pays d'Amérique latine. Les présidents du Mexique et du Venezuela cherchent dès 1975 à entrer en contact avec lui pour discuter d'une coopération plus étroite de leurs partis avec la social-démocratie européenne. Il s'ensuit une rencontre avec les partis latino-américains à Caracas au printemps 1976. C'est la première rencontre à un tel niveau. Elle doit être l'amorce, comme prévu, d'une initiative globale des forces réformatrices. Brandt a en tête un dialogue intercontinental. À l'origine, ses partenaires et lui souhaitent l'organiser en dehors de l'Internationale socialiste, car celle-ci, comme souvent dans son histoire, se trouve dans une phase de faiblesse politique et organisationnelle.

La prise de contact entre partis réformateurs latino-américains et européens a des effets positifs à long terme. Alors que Brandt, d'abord hésitant, cède à la pression de nombreux amis et se porte candidat à la présidence de l'Internationale socialiste en novembre 1976, il emmène avec lui à l'IS cette coopération en train de s'établir. Avec des résultats concrets : en 1976, cinq partis d'Amérique



Willy Brandt et le Premier ministre espagnol Felipe González, Madrid, 4 mai 1983

latine ou des Caraïbes sont déjà membres de l'Internationale ; après le congrès de l'Internationale socialiste de 1992, leur nombre se monte à 17.

Comment expliquer le succès de l'Internationale socialiste en Amérique latine ? Tout d'abord, parce que – condition préalable – la structure des partis en Europe, en Amérique du Sud et dans les Caraïbes était très similaire. Les traditionnelles familles de partis – chrétiens-démocrates, libéraux et socialistes – y sont présentes. Certes, c'était déjà le cas au début du XX^e siècle. Ce qui est nouveau, c'est que, sous Brandt, l'IS abandonne son réflexe anti-communiste caractéristique des décennies précédentes, qui avait auparavant empêché une coopération étroite avec les mouvements de libération. Willy Brandt et ses amis veulent montrer que l'Union soviétique n'est pas le seul allié possible des mouvements sociaux révolutionnaires. L'erreur de l'Ouest après la victoire de Castro en 1959, qui avait conduit Cuba à se tourner vers Moscou, ne doit pas se reproduire. Ensuite, les sociaux-démocrates d'Europe n'attendent plus de leurs futurs partenaires qu'ils choisissent entre Moscou et Washington. Le non-alignement est désormais admis. Les sociaux-démocrates européens sont eux-mêmes, au milieu des années 1970, plus critiques envers les États-Unis qu'ils ne l'avaient jamais été depuis 1945. Cela facilite également le rapprochement avec les forces réformatrices du Tiers Monde. La nouvelle orientation de l'IS sous Willy Brandt vise donc deux objectifs : être active dans la solidarité internationale pour un ordre plus juste et, par là-même, améliorer les relations des démocraties du « Nord » avec les forces progressistes du « Sud ».

L'engagement de l'IS en Amérique centrale est d'une importance particulière dans ce contexte. En 1979, au Nicaragua, les Sandinistes – défendant une idéologie de gauche – renversent la longue dictature. L'IS soutient complètement les rebelles, même si elle ne sait que peu de choses de leur orientation politique et des rapports de force internes. Jamais auparavant l'Internationale ne s'est solidarisée aussi clairement avec un mouvement de libération.

Les efforts de l'Internationale socialiste pour venir en aide à l'opposition chilienne contre le régime de Pinochet sont moins spectaculaires. Ils sont cependant d'une grande importance pour la victoire du référendum sur la constitution de 1988 qui entraîne de manière pacifique la fin de la dictature. C'est notamment le renom personnel de Brandt, en tant qu'émigrant antifasciste, qui permet aux opposants de prendre conscience qu'une alliance allant des chrétiens-démocrates aux communistes est nécessaire et que la transition vers la démocratie n'est possible que pacifiquement.

La direction de l'IS s'efforce aussi de faire progresser la résolution du conflit au Proche-Orient. Le chancelier et président du Parti socialiste autrichien (SPÖ) Bruno Kreisky sollicite Willy Brandt, son ami de longue date, pour initier ensemble une discussion entre les deux belligérants. Aussi, en 1979, ils rencontrent Yasser Arafat, que beaucoup considèrent alors comme un chef terroriste. Brandt et Kreisky exigent des deux parties qu'ils fassent preuve de volonté de compromis, y compris en ce qui concerne les frontières. Il est indispensable à leurs yeux que l'OLP s'implique durablement dans le dialogue, ce qui entraîne des conflits de plus en plus nombreux avec les camarades israéliens. En 1989, ces derniers boycottent le congrès de l'IS, parce que l'OLP y est invitée en tant qu'observateur. Afin de renforcer son influence au Proche-Orient, l'IS admet cette année-là comme membres les partis au pouvoir en Égypte et en Tunisie, bien qu'ils ne soient pas vraiment des démocrates exemplaires. Lorsqu'à la suite du « Printemps arabe », en 2012, les deux partis sont renversés, la réputation de l'Internationale socialiste s'en trouve affectée.

Les sociaux-démocrates suédois ont depuis longtemps déjà des contacts avec les mouvements de libération en Afrique du Sud. Le SPD, y compris Brandt, a longuement hésité à les rejoindre. Pour les Allemands, les contacts du Congrès national africain (ANC) ou du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) avec le bloc de l'Est, leur étroite collaboration avec les communistes locaux et leur idéologie proche du marxisme-léninisme sont suspects. L'exigence du boycott économique de l'Afrique du Sud constitue aussi un point litigieux. Brandt, dans les années 1930, avait vu combien l'appel au boycott contre l'Allemagne nazie était resté sans effet. Il ne change d'opinion qu'à la suite de ses discussions avec les représentants de la majorité noire sud-africaine lors d'une visite en 1986.

Suite à l'arrivée de ses nouveaux membres, le programme de l'IS devient toujours plus hétérogène, mais l'Internationale a réussi à élargir considérablement son réseau de relations. Le spectre des participants aux réunions de l'IS et à ses voyages en délégation s'est sensiblement élargi. Longtemps, Brandt réussit à rassembler les chefs politiques du monde entier. Alors qu'avant son élection, seuls les secrétaires internationaux des partis membres assistaient aux réunions de la commission, désormais les chefs de gouvernement et chefs de l'opposition y participent aussi. Aussi nombre d'hommes politiques, d'abord hésitants, y viennent aussi. Les témoins de l'époque le soulignent encore : de telles occasions d'échanger, ne serait-ce que de façon informelle en marge des rencontres, étaient fré-

quentes à l'IS, alors qu'elles étaient bien rares en dehors de ce cadre. Et cela contribuait à un large rayonnement de l'IS au delà de ses bases politiques.

Du temps de Willy Brandt, l'action de l'Internationale socialiste ne se limite plus à la communication interne à la famille socialiste. Des débats ont aussi lieu avec des représentants des autres courants politiques, de l'Internationale libérale ou de l'Internationale démocrate-chrétienne, avec des représentants du mouvement des non-alignés, des porte-paroles des mouvements de libération, avec le secrétaire général des Nations Unis ou bien encore – et c'est fondamental – avec les dirigeants des superpuissances américaine et soviétique, notamment avec le président des États-Unis (tout au moins pendant le mandat de Jimmy Carter) et avec le secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique. L'IS entend prendre le leadership de l'opinion internationale et gagner en visibilité auprès d'un large public.

Willy Brandt a appris dès les années 1930 l'importance des contacts personnels et des réseaux transnationaux pour la mise en œuvre d'une politique. Après sa démission en 1974, il utilise cet instrument de façon extensive. Jusqu'à sa mort, il entreprend plus de deux cents voyages à l'étranger, soit en moyenne un par mois ; à quoi il faut ajouter les rencontres avec les hommes politiques étrangers à Bonn ou ailleurs en Allemagne, par exemple en marge des congrès du SPD.

Le fait que l'Internationale s'affirme au niveau mondial est dû au renouvellement de ses dirigeants et aux mutations de la situation internationale. Willy Brandt est incomparablement plus connu et respecté que tous ses prédécesseurs. Prix Nobel de la paix et artisan de la nouvelle *Ostpolitik*, opposant à Hitler et anticommuniste, Brandt, président du plus important parti social-démocrate au monde, trouve partout porte ouverte. L'historien Rolf Steininger se demande ainsi en 1983 : « L'Internationale socialiste est-elle véritablement une organisation autonome ou n'existe-t-elle que grâce à l'activité personnelle de Brandt »¹. Le nouveau président sait comment stimuler ses suppléants. Les hommes politiques de renom sont nombreux parmi eux. Mentionnons Bruno Kreisky, François Mitterrand, Olof Palme, Mário Soares et bientôt aussi Felipe González. Ainsi, de même que Brandt a amené ses projets à l'IS, celle-ci est devenue une plateforme pour nombre de dirigeants, un instrument, pourrait-on dire, leur permettant de

¹ Rolf STEININGER, « L'Internationale Socialiste et le SPD après la Seconde Guerre mondiale », in : Hugues PORTELLI (éd.), *L'Internationale Socialiste*, Paris, éd. Ouvrières, 1983, p. 66-88 (p. 88).

renforcer leur propre position à domicile. En définitive, tant les dirigeants nationaux du parti que l'Internationale socialiste en profitent.

Le nouvel exécutif de l'IS agit dans un environnement international qui se saisit avec énergie de ses initiatives. L'ordre mondial bipolaire de la Guerre froide des années 1950/60 est à présent adouci et accorde aux nouvelles forces qui apparaissent plus d'espace qu'elles n'en ont eu dix ans auparavant. Brandt et l'IS savent utiliser ces nouvelles marges de manœuvre. En 1983, le politicien et conseiller de l'IS, Reimund Seidelmann, constate que l'Internationale est devenue un interlocuteur pour les superpuissances et pour les pays du Tiers Monde². L'Union soviétique réagit de façon particulièrement positive. Elle est à la recherche de nouveaux alliés, car l'attractivité et la discipline du mouvement communiste international s'estompent. Moscou procède donc à la réévaluation de la social-démocratie, qui, pour la première fois depuis la stratégie de front populaire des années 1930, est positivement considérée. De nombreux dirigeants du Tiers Monde s'efforcent d'imposer un nouvel ordre économique mondial au sein des Nations Unies. Sur ce point, ils ne peuvent compter ni sur le soutien des États-Unis ni sur celui de l'Union soviétique – malgré la profession de foi rhétorique de Moscou. Eux aussi cherchent donc des alliés.

Brandt introduit pour la première fois un partage des compétences entre les vice-présidents de l'IS. Il demande ainsi à Olof Palme de se consacrer à l'Afrique, à Bruno Kreisky de poursuivre son activité au Proche-Orient et à François Mitterrand de travailler sur la question des « droits de l'homme ». Par la suite, Mário Soares et Felipe González s'occupent de l'Amérique latine. Les charges sont ainsi réparties sur plusieurs épaules. La direction de l'IS devint plus collective et plus efficace. La nouvelle ampleur prise par l'IS conduit à rechercher, autant que possible, le consensus dans les différentes questions politiques. Brandt y parvient dans la plupart des cas. La plus importante crise de l'IS au cours de son mandat se produit à propos de la réaction à la loi martiale en Pologne en 1981. De nombreux partis européens jugent trop prudente la déclaration officielle de Brandt. C'est notamment le cas des Français et des Italiens qui, depuis un certain temps déjà, reprochent au SPD sa trop grande proximité avec les communistes d'Europe de l'Est. Même la Suède, qui collabore d'habitude étroitement avec Brandt, se

² Reimund SEIDELMANN, « Le Renouveau de l'Internationale Socialiste (1972-1981) », in : *ibid.*, p. 101-136 (p. 101).

distancie de ce communiqué. Le président de l'IS, qui tient la loi martiale pour un moindre mal – par rapport à l'intervention militaire soviétique en Pologne qu'il redoutait – accepte bon gré mal gré de publier une nouvelle prise de position plus vigoureuse.

Les missions d'information dans les zones de crise sont un instrument important de l'IS pour intervenir dans la politique internationale. De telles missions ont lieu, par exemple en Afrique du Sud (1977), en République Dominicaine (1978), au Nicaragua (1979), en Iran (1980), au Proche-Orient (1982), en Amérique centrale (1982 et 1986), en Israël et dans les Territoires occupés (1988). Elles se différencient des missions précédentes de l'IS en ce qu'elles sont conduites par des dirigeants politiques internationaux de renom. Des experts des régions visitées font aussi partie des délégations. La nouvelle force du PSOE espagnol et du PS portugais ouvrent de nouvelles possibilités, notamment en Amérique latine. Leurs objectifs sont multiples : ils doivent rassembler des informations, montrer aux partenaires des régions concernées que l'Internationale reste à leurs côtés et renforcer le rôle de l'IS en tant qu'acteur de la politique internationale.

Les congrès à l'extérieur de l'Europe sont un autre moyen d'accroître la visibilité de l'IS partout dans le monde. Alors qu'au cours des décennies précédentes, ils avaient eu lieu dans des villes européennes comme Eastbourne, Bruxelles ou Vienne, le congrès de 1978 se réunit à Vancouver, celui de 1983, prévu initialement à Sydney, est transféré à la dernière minute au Portugal, et en 1986, il a lieu à Lima.

Le plus grand changement, impulsé en 1976, reste cependant l'internationalisation des affiliations, jusqu'alors très euro-centrées. Avant le congrès de 1976, 21 des 34 membres de plein droit sont des partis européens. En 1992, seuls 23 des 66 partis avec droit de vote le sont encore. À la réunion du bureau de l'IS en 1979, à Lisbonne, les partis non européens détiennent la majorité pour la première fois dans l'histoire de l'Internationale.

Les rapports de Brandt en tant que président du parti avec François Mitterrand et le PS s'avèrent difficiles. Brandt demande en 1976 aux socialistes français de proposer l'un des leurs pour le poste de secrétaire général adjoint de l'IS. Mais le PS ne propose aucun candidat. Brandt attend aussi en vain que Mitterrand agisse sur la question des droits de l'homme – tout au moins dans le cadre de l'IS. Lorsque Brandt souhaite mettre en place une coopération avec des groupements internationaux émanant des partis chrétiens-démocrates et libéraux, la décision échoue en raison du veto de Mitterrand. Il n'est alors pas étonnant que Brandt,

contrairement à ses plans initiaux, s'appuie en priorité sur Palme et Kreisky, dont les partis représentent par ailleurs – et contrairement au PS français – les plus grandes forces de l'IS en termes d'adhérents et de ressources financières. Ainsi, Mitterrand – pas complètement à tort – se sent toujours plus exclu des décisions importantes. Mais avant que n'apparaissent d'insolubles conflits, il est élu président de la République en mai 1981, et fait ses adieux à l'IS.

Nombre d'années de la présidence de Brandt à l'IS ont été assombries par ce que l'on a nommé la Seconde Guerre froide. L'Union soviétique installe des missiles SS 20 ciblés vers l'Europe de l'Ouest, envahit l'Afghanistan et déclenche une politique offensive dans le Tiers Monde. Aux États-Unis, Ronald Reagan remporte les élections de 1980, attaque les mouvements de libération en Amérique centrale et démarre le plus vaste programme d'armement en temps de paix. En Europe de l'Ouest, en réponse aux SS 20, des missiles Pershing et des missiles de croisière sont déployés. Washington et Moscou ont à peine discuté l'un avec l'autre depuis le mandat de Carter. Willy Brandt considère comme une mission et un défi pour l'IS de renouer le dialogue entre l'Est et l'Ouest et l'Internationale doit être un forum de discussion dans ce cadre.

Le PS français, en particulier François Mitterrand, n'y croit pas. Tout comme les États-Unis, il est d'avis que l'Union soviétique aspire à une suprématie militaire en Europe et que les SS 20 sont un moyen de faire pression sur l'Europe de l'Ouest. Contrairement à Brandt et au SPD qui misent sur le désarmement, le maintien de l'équilibre militaire reste pour lui une priorité. Aussi, tout au long des années 1980, les relations entre le SPD et le PS sont marquées par la méfiance mutuelle.

Mais ailleurs, les efforts de l'IS en faveur d'un dialogue international pour désamorcer les tensions sont pris au sérieux. Ainsi, les États-Unis et l'Union soviétique, et même la Chine en 1985, envoient des observateurs aux sessions de l'IS ; lors des congrès de l'IS, des « documents officiels » sont présentés par les superpuissances sur les principaux problèmes. Cependant si le dialogue est relancé entre les puissances de l'Est et de l'Ouest après l'entrée en fonctions de Gorbatchev en 1985 et le changement de politique de Reagan à l'égard du désarmement, lors de son second mandat, il apparaît que l'IS n'aura été que transitoirement – et non essentiellement – un forum pour les débats politiques sur la sécurité.

La relative libéralisation des régimes communistes fait également parti des espérances initiales que Brandt a placées dans l'*Ostpolitik*. Mais l'expérience de Prague en 1968 lui a appris à être très prudent sur ce point. Au mieux, il mise

sur la nouvelle génération de communistes prêts à la réforme pour impulser un changement par en-haut. L'ascension de Mikhaïl Gorbatchev au poste de secrétaire général du PCUS prouve que ce n'est pas une illusion. Brandt se montre très réservé vis-à-vis des défenseurs des droits du citoyen en Europe de l'Est et en Union soviétique. Il craint, notamment dans le cas du syndicat polonais *Solidarność*, que l'Union soviétique n'engage une intervention militaire et mette ainsi en danger la paix en Europe. Malgré toute la sympathie à l'égard de ses revendications sociales et politiques, il se montre très critique envers la stratégie adoptée par *Solidarność*.

Brandt voit dans les révolutions en Europe de l'Est au cours de 1989 – l'*annus mirabilis* – une grande chance pour le développement de l'influence sociale-démocrate en Europe. Il attend une renaissance de la gauche démocratique après la fin du communisme. Cet espoir n'est que partiellement comblé : l'ancien PC italien est admis dès 1992 à l'IS et, à l'exception du parti de l'ex-Tchécoslovaquie, les successeurs des partis communistes sont tous aujourd'hui membres de l'IS. Presqu'aucun défenseur des droits du citoyen ne trouve cependant le chemin de la social-démocratie. Willy Brandt reconnaît bientôt avoir été trop optimiste en ce qui concerne les chances de succès du socialisme démocratique en Europe de l'Est.

Lorsqu'il cède son poste de président, en 1992, Brandt peut s'enorgueillir de son bilan de seize années à la tête de l'IS. Jamais, depuis la fin de Première Guerre mondiale, l'importance internationale du rassemblement des partis socialistes n'a été aussi forte. Willy Brandt a été une chance pour l'Internationale socialiste. Mais, inversement, l'Internationale socialiste a aussi été une chance pour Willy Brandt : en tant que président de l'IS, il a trouvé un nouveau champ d'activité qui, sans cependant lui avoir permis d'en récolter les fruits en République fédérale, lui a valu une immense reconnaissance internationale.

« MAINTENANT S'UNIT CE QUI NE FAIT QU'UN »
WILLY BRANDT ET L'UNIFICATION ALLEMANDE

Ulrich PFEIL

Dans la seconde moitié des années 1980 et plus encore à partir du printemps 1989, la situation politique dans les pays de « l'Empire » soviétique était en pleine effervescence. En Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, on descendait dans la rue pour s'opposer à la domination communiste. L'ouverture du rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche, en mai 1989, permit à quelques milliers d'Allemands de l'Est de passer en RFA ; d'autres prenaient la fuite par les ambassades ouest-allemandes à Varsovie et Prague. Dès le mois de juin, les Allemands de l'Est commencèrent à manifester contre le régime du parti socialiste unifié (SED), qui gardait ses positions orthodoxes en refusant la *perestroïka* et la *glasnost*. Ces évolutions mirent aussi la « question allemande » à l'ordre du jour, tant sur le plan international que national.

Quelques mois auparavant, personne ne prévoyait la fin de la Guerre froide. Dans ses mémoires, rédigés à l'hiver 1988/89, Willy Brandt envisageait encore la séparation de l'Allemagne pendant un long laps de temps, parce que l'idée que l'Union soviétique puisse renoncer à un État clé de son Empire dépassait l'imagination. Les adversaires de Brandt lui reprochent toujours d'avoir qualifié la perspective de réunification, au cours des années 1980, de mensonge (*Lebenslüge*) de la République fédérale. Pour mieux comprendre l'attitude de Willy Brandt pendant les mois de la « révolution pacifique » en RDA, son positionnement face à la « question allemande » sera d'abord esquissé, avant de retracer chronologiquement son évolution au cours des semaines décisives de l'unification allemande.

1. Willy Brandt et la « question allemande »

Le chemin politique de Willy Brandt après 1945 fut largement façonné par la division de l'Allemagne. Comme maire de Berlin-Ouest, il avait vécu la construction du mur dans sa ville. Comme chancelier il avait œuvré au dialogue au-delà du rideau de fer et ouvert de petites brèches dans ce mur qui, dans les années 1970 et 1980, mettait en péril l'idée d'une nation allemande. Quand de premiers craquements en Europe de l'Est annoncèrent des bouleversements profonds sur l'ensemble du continent, Willy Brandt avait, en principe, déjà sa carrière politique derrière lui. Il avait rédigé ses mémoires qui furent éditées en 1989 (*Erinnerungen*) et depuis qu'il avait quitté la tête du SPD, il restait président d'honneur



Affiche électorale du SPD avec Willy Brandt à l'occasion des élections à la *Volkskammer* de la RDA, le 18 mars 1990

du parti, doyen (*Alterspräsident*) du *Bundestag* et président de l'Internationale socialiste. Mais avec l'amplification des mouvements contestataires en RDA, son capital moral et symbolique lui imposa de revenir davantage sur le devant de la scène politique allemande et européenne. Des hommes politiques le consultaient et lui-même était prêt à jouer un rôle important dans un processus qui pouvait peut-être couronner son parcours politique.

Les biographes de Willy Brandt soulignent unanimement que l'homme politique se caractérise par son ouverture sur le monde, son orientation européenne et son engagement national, qu'il a toujours su concilier. La nouvelle *Ostpolitik* et l'intégration européenne étaient pour lui indissociables et la solution de la « question allemande » n'était envisageable que dans le cadre européen. Au cours des années 1969-1974, *Ostpolitik*, *Westpolitik* et politique allemande ne se concurrençaient pas pour Willy Brandt et son entourage, mais étaient complémentaires les unes des autres. Son projet global étant l'établissement d'un ordre de paix en Europe, il cherchait à combiner ces trois paramètres pour dépasser l'antagonisme Est-Ouest et par la suite la division de l'Allemagne.

2. À la veille de la chute du mur de Berlin

Dans les années 1980, Brandt n'avait pas de conception précise pour réaliser ses objectifs. Mais l'arrivée au pouvoir de Michael Gorbatchev lui donna un nouvel espoir et l'image d'une nouvelle maison commune européenne lui était sympathique. Bien plus tôt que d'autres hommes politiques, Willy Brandt exprima son sentiment qu'une époque était en train de s'achever et une nouvelle ère de commencer, une ère qui ne serait plus caractérisée seulement par « des petits pas » pour entretenir la solidarité entre les familles des deux côtés du rideau de fer et par conséquent maintenir autant que possible la cohésion de la nation. De plus grands pas lui semblaient s'imposer dorénavant, mais Brandt n'avait pas encore l'idée précise du cadre dans lequel les accomplir. Il observait ces événements avec grand intérêt, ressentait le potentiel de ces mouvements de contestation et en même temps le goût de s'investir, de les influencer dans la mesure du possible. Son biographe Peter Merseburger écrit : « Brandt comprend la force des révolutions ; il comprend que des bouleversements historiques peuvent balayer les plans diplomatiques les plus intelligents et conçus pour l'éternité, les traités et les constitutions ; il comprend qu'elles offrent aussi de grandes chances si on parvient à influencer et à guider d'une manière intelligente le mouvement à la base »¹.

En même temps, il n'oubliait pas les inquiétudes que la « question allemande » pouvait susciter chez les voisins de l'Allemagne, à l'Est comme à l'Ouest. La responsabilité commune des Allemands pour l'Europe était un point important à ses yeux, et il respectait les droits des puissances victorieuses pour l'Allemagne dans son ensemble. En même temps, il rappelait aux Occidentaux le droit des Allemands à l'autodétermination, un droit qu'ils avaient garanti aux Allemands en 1954 dans le cadre du *Deutschlandvertrag*. Cependant, en septembre 1989, ni Willy Brandt ni les autres hommes politiques ne pouvaient s'imaginer comment cette autodétermination allait s'exprimer au niveau politique. Confédération, communauté contractuelle, réunification ? Les concepts restèrent encore flous jusqu'à l'automne 1989, mais le flux des Allemands de l'Est partant vers l'Ouest nécessitait une prise de position rapide du côté allemand.

Pour Brandt, depuis sa nouvelle *Ostpolitik*, une ré-unification au sens propre du terme était impensable. Il n'entendait pas remettre en cause les conséquences de la Seconde Guerre mondiale ; un retour au *Reich* était inconcevable tout comme la remise en question des frontières fixées après 1945, mais il tenait fermement au droit du peuple allemand à l'autodétermination, sans oublier les partenaires et voisins avec lesquels il fallait trouver des positions convergentes et harmoniser les intérêts. Dans sa biographie, Peter Merseburger pose la question de savoir ce que Brandt aurait fait si les Allemands de l'Est avaient opté librement pour une « solution autrichienne », autrement dit, s'ils avaient opté pour la survie d'un deuxième État allemand. Sans aucun doute, il ne souhaitait pas un tel dénouement, mais il l'aurait accepté. En même temps, en septembre/octobre 1989, Brandt ne croyait pas à une telle solution, parce que, grâce à ses contacts multiples en RDA, il avait compris que les Allemands de l'Est, dans leur grande majorité, souhaitaient l'unification, ce qui amena Brandt à s'exprimer contre une troisième voie. Plus rien ne sera comme avant, avait-il dit à la *Bild-Zeitung* le 21 septembre², mais en même temps, il mettait les Allemands en garde : ils ne pourraient pas décider seuls de leur destin futur, et il rappela les liens entre la

¹ Peter MERSEBURGER, *Willy Brandt 1913-1992. Visionär und Realist*, Stuttgart, Munich, DVA, 2002, p. 828.

² Contribution de Willy Brandt pour la *Bild-Zeitung*, 21 septembre 1989, in : Willy BRANDT, *Gemeinsame Sicherheit. Internationale Beziehungen und deutsche Frage 1982-1992*, Bonn, Dietz, 2009 (*Berliner Ausgabe*, 10), p. 365-368.

« question allemande » et l'intégration européenne que Brandt souhaitait approfondir malgré les changements à l'Est.

Le 17 octobre 1989, Brandt rencontra Gorbatchev à Moscou. Ce ne fut pas le premier échange, parce que Brandt avait recherché le contact avec le nouveau secrétaire général du PCUS dès 1985 et il avait alors été positivement impressionné. Face à la nouvelle dynamique en RDA, il essaya d'amener le leader soviétique à réfléchir non seulement à un nouvel ordre européen, mais aussi à une solution pour la « question allemande ». Brandt souligna qu'il ne pourrait pas s'agir d'une réunification, c'est-à-dire d'un retour vers le passé, mais de la construction d'une nouvelle Allemagne. D'après Bernd Faulenbach, Brandt fut le premier homme politique allemand à tâter le terrain d'une solution de la « question allemande » en argumentant d'une manière européenne³.

Selon Brandt, les bouleversements en Europe de l'Est et la situation révolutionnaire en RDA imposaient aussi un changement d'approche de son propre parti. Après avoir cherché le contact avec les dirigeants communistes pour parvenir peu à peu à une « révolution sur des feutres », Brandt demanda à son parti de saisir l'occasion des changements en RDA pour déstabiliser les structures encroûtées et contribuer à une renaissance des libertés individuelles dans l'autre Allemagne. Les jours suivants devaient le renforcer dans ses convictions.

3. La chute du mur de Berlin

Le 9 novembre 1989 peu après 21h, les députés du *Bundestag*, dont Willy Brandt, se levèrent spontanément pendant une séance plénière et commencèrent à chanter la troisième strophe du *Deutschlandlied*. La nouvelle de l'ouverture du mur de Berlin, suite à la conférence de presse de Günter Schabowski, porte-parole du gouvernement est-allemand, avait atteint le parlement allemand. Willy Brandt téléphona à son ami Egon Bahr : « Tu sais ce qui se passe ? » demanda Brandt. Bahr répliqua : « Oui ! ». Brandt : « Tu es étonné, non ? » Bahr : « Oui ». Brandt : « Tu ne l'aurais pas cru, non ? ». Bahr : « Non »⁴. Le soir, il rentra à Unkel

³ Cf. Bernd FAULENBACH, « Vorrang für das Nationale ? Willy Brandts Rolle im Prozess der deutschen und der europäischen Einigung 1989/90 », in : Bernd ROTHER (éd.), *Willy Brandt. Neue Fragen, neue Erkenntnisse*, Bonn, Dietz, 2011, p. 270-293 (p. 276).

⁴ Interview avec Egon Bahr : « 'Berührt wurden nur Rechte der Berliner'. Der Wegbegleiter Willy Brandts über den Mauerbau und die Ostpolitik », in : *Das Parlament*, n° 31-34 (2011) ; <http://www.das-parlament.de/2011/31-34/Themenausgabe/35281047.html> [11 mars 2014].

près de Bonn, où il venait d'emménager. Nous ne savons pas s'il regardait ce soir la télévision et les images des Allemands de l'Est qui traversaient la frontière à la *Bornholmer Straße* et à la porte de Brandebourg. À en croire le témoignage de son épouse, Brigitte Seebacher-Brandt, un journaliste du *Hessischer Rundfunk* téléphona chez Brandt entre 4 et 5 heures du matin pour l'interviewer ! Il le mit au courant des événements de la nuit, et après avoir raccroché, un sourire naquit sur son visage.⁵

Dans un avion emprunté aux Britanniques, il partit le matin même à Berlin et rédigea pendant le vol un discours, qu'il devait prononcer du balcon de son ancien lieu de travail, l'hôtel de ville de *Schöneberg*. En compagnie du maire de Berlin-Ouest, Walter Momper, il se rendit d'abord à la porte de Brandebourg, où il s'adressa à la foule qui était assise sur le mur. En fin d'après-midi, il revint au *Schöneberger Rathaus* où il fut acclamé par la foule, contrairement au chancelier Helmut Kohl qui se fit siffler. Son discours témoigne d'une énergie de jeune homme : « C'est une belle journée après un si long chemin, mais nous ne nous trouvons qu'à une étape intermédiaire. Nous ne sommes pas encore arrivés au bout de notre chemin. Nous avons encore du pain sur la planche »⁶. On peut lire ici ou là que Brandt aurait formulé pendant ce discours sa fameuse phrase « Maintenant s'unit ce qui ne fait qu'un » (*Jetzt wächst zusammen, was zusammengehört*). Mais en examinant le discours dans les archives de la télévision berlinoise, on constate que Brandt n'a pas prononcé cette formule à cette occasion, mais, selon les recherches de Bernd Rother, lors d'interviews à la presse⁷.

Dans son discours, Brandt se montrait étonné par la dynamique des événements et par leur chronologie. Il avait toujours pensé que l'unification allemande serait le résultat du dépassement de la division de l'Europe, mais malgré tout, il voyait les changements en Allemagne dans un cadre européen : « L'Allemagne ne pouvait pas échapper aux vents du changement qui balayent l'Europe depuis un moment. J'ai toujours été convaincu que la division bétonnée et la division par

⁵ MERSEBURGER, *Willy Brandt* (note 1), p. 836.

⁶ Discours de Willy Brandt devant la mairie de *Schöneberg*, 10 novembre 1989, in : BRANDT, *Geheimname Sicherheit* (note 2), p. 385-391

⁷ Bernd ROTHER, « 'Jetzt wächst zusammen, was zusammengehört' – Oder : Warum Historiker Rundfunkarchive nutzen sollten » ; http://www.willy-brandt.de/fileadmin/brandt/Downloads/Beitrag_Rother_Jetzt_waechst_zusammen.pdf [11 mars 2014].

des barbelés et par la bande de la mort (*no man's land*) se dressaient toujours contre le courant de l'histoire »⁸.

« Rien ne sera plus comme avant », proclama Brandt à nouveau à la fin de son discours. Mais pendant les semaines suivantes, il devait observer combien un grand nombre des membres de son propre parti avait du mal à le suivre. En la personne du président du SPD, Oskar Lafontaine, se cristallisa ce scepticisme par rapport à une unification potentielle. En effet, celui-ci ne voulait pas brusquer les alliés et il entendait aussi relancer l'économie est-allemande avant d'engager un processus éventuel d'unification. Pour amener son parti sur le bon chemin, Brandt souligna le 11 novembre devant la direction du parti et du groupe parlementaire la nécessité pour le SPD de ne pas s'empêtrer dans la discussion autour de l'unité allemande : « Faire de l'existence des deux États allemands (*Zweistaatlichkeit*) un dogme serait aussi erroné que de voir dans l'État-nation le seul aboutissement possible de la Loi fondamentale »⁹. Quelques jours plus tard, il approuva le plan en dix points que le chancelier Kohl présenta devant le *Bundestag* le 28 novembre 1989. Comme le chancelier chrétien-démocrate, il hésitait encore à qualifier le futur cadre politique de l'Allemagne, préférait rester flou et pensait à un processus qui durerait encore quelques années. De surcroît, il ne perdait jamais de vue le contexte européen, comme il le souligna dans une interview du 14 décembre 1989 qu'il donna en même temps à la *Süddeutsche Zeitung*, au *Monde* et au *Financial Times* : « Le processus que nous sommes en train de vivre traite du rapprochement des deux parties de l'Europe. L'Allemagne en est un sous-thème essentiel »¹⁰. Mais dire aux Allemands qu'ils devaient attendre de nouvelles structures européennes avant de réaliser l'unification allemande aurait été, selon Brandt, « déraisonnable et irréaliste » et même dangereux parce qu'on courrait le risque d'un nouveau nationalisme en Allemagne.

Pour ses prises de position Brandt fut ovationné par la population en RDA comme le 6 décembre à Rostock et le 19 décembre à Magdebourg, un ancien fief du SPD où 60 000 personnes l'attendaient, scandaient « Willy, Willy » et lançaient des bouquets de fleurs. Brandt était célébré comme un « héros révolution-

⁸ Discours de Willy Brandt devant la mairie de *Schöneberg*, 10 novembre 1989 (note 6), p. 386.

⁹ Protocole de la réunion du 11 novembre, in : BRANDT, *Gemeinsame Sicherheit* (note 2), p. 395 et suivantes.

¹⁰ Interview du 14 décembre 1989, in : BRANDT, *Gemeinsame Sicherheit* (note 2), p. 406-416 (p. 407).

naire » écrivit le *Spiegel* : « Brandt est la nouvelle superstar des deux côtés du mur en train de s'effriter. 'Willy, montre nous le chemin', demandaient les habitants de Magdebourg »¹¹.

Le même jour, Helmut Kohl s'était rendu à Dresde où il prononça son fameux discours, également devant une foule enthousiaste. L'expérience de cette journée amena le chancelier à penser que la réunification pourrait se faire rapidement. D'une certaine manière, ce discours était aussi une réponse à Willy Brandt et à l'exaltation qu'il provoqua avec ses prises de parole en RDA. Kohl craignait une victoire du SPD aux prochaines élections qui, selon le chancelier, saisisait « toutes ses chances de la plus belle manière »¹².

Mais l'image que le parti véhiculait à ce moment ne pouvait pas réjouir Willy Brandt. La génération « des petits fils » au sein du SPD, marquée par la pensée post-nationale, désapprouvait un chemin rapide vers l'unification et entraînait en conflit avec le président d'honneur. Tandis que Brandt avait inversé ses priorités, Oskar Lafontaine, Björn Engholm, Gerhard Schröder et d'autres insistaient sur une chronologie selon laquelle l'unité européenne devait précéder l'unification allemande. Lafontaine allait encore plus loin en déclarant que la réunification ne pourrait pas être l'objectif du SPD qui avait toujours préféré l'internationalisme. Encore fin novembre, le « Napoléon de la Sarre » demanda que la RFA ne traite pas les citoyens de la RDA selon les paragraphes de la Loi fondamentale. Il proposa de créer deux citoyennetés jusqu'à l'unification pour encourager les Allemands de l'Est à rester en RDA et reconstruire leur pays.

L'indécision du SPD se manifesta au grand jour lors du congrès de Berlin du 18 au 20 décembre 1989. Le parti y avait invité des représentants du « parti frère » est-allemand SDP fondé à Schwante près de Berlin, le 7 octobre 1989. Lafontaine fut ovationné et Brandt applaudi pendant de longues minutes après son discours axé sur l'unité allemande et la nation. Il prenait au sérieux la revendication des Allemands de l'Est à l'autodétermination et insistait sur le fait qu'il n'était écrit nulle part « que les Allemands devaient rester sur une voie de garage jusqu'à ce qu'un jour le train européen arrive en gare »¹³. En même temps, il mettait les

¹¹ « Das wär's », in : *Der Spiegel*, n° 52 du 25 décembre 1989.

¹² Cité d'après Hans-Peter SCHWARZ, *Helmut Kohl. Eine politische Biographie*, Munich, DVA, 2012, p. 539.

¹³ « Protokoll vom Berliner Parteitag », 18 au 20 décembre 1989, Bonn, s.d., p. 124-142.

alliés occidentaux en garde : il ne fallait pas abuser de « finesse diplomatiques », un petit clin d'œil aux Britanniques et aux Français. Le biographe de Helmut Kohl, Hans-Peter Schwarz, souligne que Brandt utilisa dans son discours exaltant les mots « allemand », « Allemagne », « les Allemands », « l'unité allemande » et « nation » une quarantaine de fois¹⁴, et Brandt en paraît bien conscient, parce qu'après, il demanda à Lafontaine s'il était à son goût trop national et son ancien « petits fils » préféré répondit tout simplement : « Oui ! »¹⁵.

Ce dernier insistait de son côté sur les risques économiques d'une unification rapide. Trop d'Allemands de l'Est en RFA auraient mis en danger le système social en RDA et y auraient provoqué une hémorragie interne, mais en même temps ils auraient fait augmenter le taux de chômage et pesé sur l'État providence de la RFA. Merseburger résume la devise de Lafontaine de la manière suivante : « Aider oui, mais aider en RDA, qui devait, selon cette hypothèse, encore vivre longtemps et qu'il faudrait soutenir »¹⁶. Les semaines suivantes montrèrent que Lafontaine faisait peu de cas du droit des Allemands de l'Est à l'autodétermination. Ceux-ci s'exprimaient de plus en plus ouvertement pour l'unification depuis le mois de décembre. D'une certaine manière, Lafontaine paya les frais de sa politique une première fois le 18 mars 1990 lors des premières élections libres en RDA. Avec ses 21,9 % le SPD se retrouva loin derrière la CDU ou l'*Allianz für Deutschland* (40,8 %), un résultat que Brandt eut du mal à digérer. Mais force est également de constater que l'ancien chancelier avait confondu la sympathie certaine pour sa personne chez les Allemands de l'Est avec une approbation pour son parti qui avait perdu son soutien dans les régions orientales, comme la Saxe, autrefois fiefs traditionnels du SPD.

En mai/juin, la rupture entre ces deux hommes s'esquissa au moment où Lafontaine demanda au groupe parlementaire du *Bundestag* de voter contre l'union économique, monétaire et sociale. Brandt n'hésita pas à lui envoyer une lettre dans laquelle il lui exprima son total désaccord¹⁷. Interpelé par le *Spiegel*, relevant la division au sein du SPD, Brandt avait déclaré : « Je ne fais pas de cinéma, mais

¹⁴ SCHWARZ, *Helmut Kohl* (note 12), p. 538.

¹⁵ « ‚Ich hätte ihn mehr um Rat fragen sollen. Oskar Lafontaine über Willy Brandt », in : *Süddeutsche Zeitung*, 18 décembre 2013.

¹⁶ MERSEBURGER, *Willy Brandt* (note 1), p. 846.

¹⁷ Willy Brandt à Oskar Lafontaine, 18 mai 1990, in : Willy BRANDT, *Die Partei der Freiheit. Willy Brandt und die SPD 1972-1992*, Bonn, Dietz, 2002, p. 462 et suivantes.

je dis pendant cette phase du processus et de ma propre vie ce que je pense profondément, et me moque de savoir si cela correspond au programme d'un parti ou pas »¹⁸.

Brandt se vit confirmé dans sa position lors des élections fédérales, le 3 décembre 1990. Le SPD obtenait 35,5 % et recula à son niveau des années 1960. Il reprocha à Lafontaine d'avoir oublié les combats de ses prédécesseurs Schumacher et Ollenhauer pour l'unité allemande faisant du SPD le parti de l'unité allemande. Les mois de l'unification furent pour Brandt une période de hauts et de bas émotionnels. Le soir du 2 octobre 1990, nous le voyons sur la tribune devant le *Reichstag*, célébrant la réalisation d'un objectif politique pour lequel il avait travaillé pendant toute sa carrière politique. Mais en même temps, il devait constater que son parti, dans son ensemble, avait raté un moment crucial de l'histoire allemande d'après-guerre. L'échec cuisant de la direction du SPD face à la « question allemande » l'avait agri et attristé.

Le processus d'unification allemande se nourrit de sources différentes. L'Union soviétique joua sans aucun doute un rôle important, plus précisément le secrétaire général du parti communiste Michael Gorbatchev, que Willy Brandt rencontra à plusieurs reprises après 1985. Ces entrevues témoignaient des changements profonds dans les relations germano-soviétiques depuis la nouvelle *Ostpolitik*. La politique de détente avec les pays de l'Est avait adouci les représentations de l'ennemi (*Feindbilder*) et renforcé la conviction au sein de la classe dirigeante à Moscou que la RFA travaillait aussi pour la paix en Europe. Si l'on en croit l'ancien ambassadeur soviétique à Bonn, Valentin Falin, l'*Ostpolitik* de Brandt avait même permis à Gorbatchev de monter à l'intérieur de l'appareil soviétique pour arriver finalement au sommet. De toute façon, il semble que Brandt ait eu une influence non négligeable sur les orientations politiques de Gorbatchev dès 1985 en lui montrant de nouvelles perspectives.

Si on essaie de trouver le fil rouge dans la politique de Willy Brandt par rapport à l'unification de l'Allemagne, il faut d'abord souligner sa pensée nationale. La conception de la nouvelle *Ostpolitik* donne de premiers indices. Son objectif était de conserver la conscience de la nation allemande en renforçant les liens entre les Allemands de part et d'autre du mur dans la perspective de temps meilleur.

¹⁸ « Die Einheit ist gelaufen. Der SPD-Ehrenvorsitzende Willy Brandt über Gorbatschow, Modrow und Deutschlands Zukunft », in : *Der Spiegel*, n° 6 du 5 février 1990.

Pendant les années 1980, sa priorité était pourtant la paix et la détente en Europe qu'il voulait négocier et réaliser avec les dirigeants des pays de l'Est. Certes, on peut reprocher à Brandt et au SPD d'avoir misé trop longtemps sur les relations officielles avec les partis communistes en effaçant parfois un peu trop les divergences fondamentales et en négligeant les milieux dissidents. Mais, contrairement à bon nombre de membres du SPD, Brandt avait compris tôt les signes annonciateurs des changements à l'Est et voulut saisir la fenêtre de tir unique que la situation internationale offrait à l'Allemagne. Grâce à la confiance dont il disposait, surtout à l'étranger, suite à la politique de rapprochement avec les pays de l'Est et à ses initiatives à l'égard de l'intégration européenne, mais aussi chez les Allemands de l'Est, il devint un interlocuteur important et estimé qui ne cachait pas son envie d'influencer les évolutions politiques en 1989/90. Après avoir prôné que l'unification allemande ne pouvait qu'être le fruit d'une Europe réunie, il modifia son approche face à la dynamique inespérée en RDA. Mais sa priorité nationale ne lui fit pas oublier l'intégration européenne et son imbrication avec la « question allemande ».

WILLY BRANDT ET L'HISTOIRE

« OUI AU PARDON — NON À L'OUBLI »¹

Corine DEFRANCE

Quelques heures à peine après le début de l'opération « Muraille de Chine » à Berlin, le 13 août 1961, Willy Brandt accusa « une clique, qui se nomme gouvernement [...] d'enfermer sa population. Les piliers de béton, le fil barbelé, les bandes de la mort, les miradors et les mitrailleuses, ce sont les caractéristiques d'un camp de concentration »². Il ne s'agit pas d'une métaphore, mais d'une référence au 3^e Reich. Ainsi, Brandt en appelle aux expériences les plus sombres du national-socialisme, pour mettre en garde et dénoncer les dérives de la dictature à l'Est.

C'est cet usage du passé qui sera ici analysé en se limitant au passé national-socialiste. La culture historique de Brandt couvre une partie bien plus considérable de l'histoire allemande, mais ces douze années occupent évidemment une place massive et cruciale dans son système de références historiques, ce que reflètent, entre autres, ses discours prononcés à l'occasion de commémorations importantes, et son ouvrage *Verbrecher und andere Deutsche*. D'abord paru en 1946 à Oslo, ce dernier rassemble ses considérations sur le procès de Nuremberg, auquel il a assisté en tant que correspondant de presse pour un journal norvégien, et sur la situation de l'Allemagne au lendemain immédiat de la guerre. L'ensemble des textes pris en considération couvre la période 1946-1990. Ils ont donc été écrits ou prononcés alors que Brandt occupait des fonctions diverses : journaliste, maire de Berlin, candidat à la chancellerie, chancelier et ex-chancelier – dirigeant de la SPD et de l'Internationale socialiste.

« Willy Brandt n'était pas historien et ne prétendait pas l'être non plus » a rappelé récemment Klaus Schönhoven³. Son savoir ne se fonde pas sur l'archive, mais sur son expérience de témoin et d'acteur de l'Histoire. Il se nourrit de ce

¹ Discours de Brandt du 19 juillet 1955 à la *Gedenkstätte Berlin-Plötzensee*, à l'occasion de l'anniversaire de l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944 (doc. 19), in : Willy BRANDT, *Im Zweifel für die Freiheit. Reden zur sozialdemokratischen und deutschen Geschichte*, éd. par Klaus SCHÖNHOVEN, Bonn, Dietz, 2012, p. 337-344 (p. 339). Sauf mention spécifique, tous les discours de Brandt cités dans cet article sont publiés dans ce volume.

² Allocution de Willy Brandt, maire de Berlin, devant la chambre des députés à Berlin, 13 août 1961, in : Willy BRANDT, *Berlin bleibt frei. Politik in und für Berlin, 1947-1966*, éd. par Siegfried HEIMANN, Bonn, Dietz, 2004, doc. n° 66.

³ Klaus SCHÖNHOVEN, « Einleitung », in : BRANDT *Im Zweifel für die Freiheit* (note 1), p. 7.



Willy Brandt devant le mémorial des victimes du ghetto de Varsovie, 7 décembre 1970

qu'il a vécu : ses premiers souvenirs d'enfance sont ceux de la guerre et de la défaite, des événements révolutionnaires de 1918/1919 ; ceux de sa jeunesse sont liés à Weimar ; puis vint pour lui l'expérience cruciale de l'exil et de la lutte contre le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale ; enfin le temps de la Guerre froide, de la division de l'Allemagne jusqu'à l'unification. Jamais il n'a cessé de s'interroger sur ces événements qu'il met aussi en miroir des productions des historiens. Les expériences vécues, en particulier le choc de 1933 et son exil scandinave, l'ont conduit à devenir un pragmatique et un réformiste, toujours sensible au regard extérieur porté sur l'Allemagne. Ce dialogue avec l'Histoire n'a jamais cessé et s'est structuré autour de deux axes : reconsidérer le passé depuis le moment présent et saisir le présent à la lumière du passé. Brandt considère qu'on peut et surtout qu'on *doit* « apprendre de l'histoire » pour le présent et l'avenir. L'homme politique et public se nourrit de l'histoire et s'appuie sur l'histoire qui est un bien commun et non l'apanage des spécialistes.

La question centrale est de savoir quelles leçons tirer de l'histoire, comment s'approprier et diffuser ces enseignements et à quelles fins. Dans une première partie, sera brièvement rappelée l'interprétation de Brandt face à quelques questions clés de l'historiographie du 3^e Reich. La seconde partie sera consacrée à la « morale » de l'Histoire pour le présent et l'avenir.

1. Le jugement de Brandt sur le 3^e Reich

Renonçant à l'exhaustivité, cinq points centraux seront succinctement abordés, qui sont au cœur des réflexions de Brandt sur le régime nazi.

1.1 1933 et l'arrivée des nazis au pouvoir

Pour Brandt, cela n'avait rien d'inévitable. Les antirépublicains n'en sont pas les seuls responsables ; 1933 marque aussi la faillite des démocrates, de la bourgeoisie libérale, de la social-démocratie. Brandt a une vision sévère de Weimar, qui s'est rendue sans combattre. L'enseignement qu'il en a tiré est triple : amertume face à l'impuissance de la démocratie devant les coups de boutoir de la dictature ; détermination personnelle à se battre (exil et résistance) ; volonté de l'homme politique d'ancrer solidement la démocratie. Aussi, la défense des valeurs suprêmes doit toujours passer avant les querelles partisans⁴.

⁴ Voir le discours de Brandt à Berlin, dans l'enceinte du Reichstag, le 30 janvier 1983, à l'occasion du 50^e anniversaire du 30 janvier 1933 (doc. 12), p. 242-251.

1.2 Violences antisémites et génocide

L'Holocauste est le crime central du 3^e Reich. Brandt est l'un des premiers à faire du génocide des Juifs un des cadres de la mémoire universelle. En l'affirmant à New York dès 1961, il formule une thèse qui ne s'imposerait que dans les années 1980 dans le discours public. Il rappelle que le génocide a été précédé d'innombrables violences antisémites. Sans cesse, il lutte contre le mensonge du « on ne savait pas ». Il se réfère en particulier au théologien Dietrich Bonhoeffer qui, dès 1933, avait dénoncé l'idéologie raciale du 3^e Reich. Il souligne qu'on ne pouvait pas ne pas entendre et voir la haine et la volonté de meurtre. La leçon qu'il en tire est celle de la responsabilité générale⁵.

1.3 La Résistance au nazisme

Pour Willy Brandt, il s'agit d'un chapitre fondamental de l'histoire allemande sous le 3^e Reich. Son importance est davantage morale que politique : « Sans les résistants [...] nous serions plus pauvres »⁶. Dès 1946, dans son rapport sur le procès de Nuremberg, il souligne le rôle des « autres Allemands », de ceux qui ont refusé de se soumettre aux nazis. Dans les années 1950, alors que le « résistant » est encore considéré comme un « traître à la patrie » par une large part de l'opinion ouest-allemande, il défend leur honneur et à travers eux celui de l'Allemagne. Ainsi, en 1955, rend-il hommage aux résistants exécutés à la prison de Plötzensee au lendemain de l'attentat manqué du 20 juillet 1944 contre Hitler. Il ne passe pas sous silence la division, la disparité et la faiblesse organisationnelle des résistants, mais il dénonce bientôt les tentatives partisans d'accaparement de la Résistance. Brandt refuse de laisser la mémoire de la Résistance en pâture à la RDA d'une part (résistance communiste), aux conservateurs ouest-allemands de l'autre (essentiellement la mémoire du 20 juillet et de Stauffenberg). On ne mesure pas la Résistance à l'aune d'une appartenance partisane, mais à celle de l'humanité. Il réfléchit à ce qu'auraient été les conséquences d'un attentat réussi. Des pertes humaines et matérielles énormes, en Allemagne et ailleurs, auraient été évitées. Certes, l'Allemagne n'aurait pas pu échapper à l'occupation interalliée – selon lui, la présence des Occidentaux était d'ailleurs nécessaire pour faire

⁵ Discours de Brandt du 19 mars 1961 au Herzl-Institut à New York (doc. 47) et du 8 novembre 1988 à Berlin, à l'occasion du 50^e anniversaire de la « nuit de Cristal » (doc. 41), p. 704-716 et 631-634 respectivement.

⁶ Discours de Brandt du 19 juillet 1955 (note 1), p. 337.

éclore la démocratie –, mais peut-être les Allemands auraient-ils échappé à la division du pays. La leçon est cruciale : Comprendre la Résistance au nom des valeurs humaines, c'est forger sa boussole intérieure⁷.

1.4 Le 8 mai 1945 : le sens de la capitulation

Cette date n'évoque pour Brandt ni la défaite ni le début de l'occupation, mais une double libération : « de quelque chose » et « pour quelque chose » – « libérés de la contrainte ; libres pour la dignité de l'homme »⁸, ce qui devait ouvrir la voie au célèbre discours du président Richard von Weizsäcker du 8 mai 1985 (*Tag der Befreiung* / Jour de la libération).

1.5 Le Historikerstreit

Brandt prit position dans cette controverse d'historiens qui devint bientôt un débat de société. Cette polémique naquit en 1986 autour des thèses d'Ernst Nolte relativisant les crimes nazis au regard de l'antériorité des crimes stalinien. Brandt refusa catégoriquement la remise en cause de « l'unicité spécifique des crimes nazis »⁹. En 1989 encore, il déclara au *Bundestag* : « Celui qui parle de Staline pour dédouaner Hitler n'honore pas la vérité historique »¹⁰. Il rejetait tant la thèse du Sonderweg que celle qui voyait dans le nazisme une maladie ou un corps étranger à la nation. Pour Brandt, le national-socialisme marque une rupture de civilisation et le regard réflexif sur le 3^e Reich est un impératif moral pour la République fédérale.

2. Apprendre des expériences du 3^e Reich pour le temps présent

L'idée de tirer les leçons du 3^e Reich est omniprésente chez Brandt et déjà clairement formulée au lendemain de la guerre. Même s'il faisait partie des plus

⁷ Outre le discours précédent, voir aussi les discours de Brandt des 15 juin 1979, à Munich, à l'occasion de l'assemblée fédérale de la communauté de travail des sociaux-démocrates persécutés / *Bundestagung der Arbeitsgemeinschaft der verfolgten Sozialdemokraten* (doc. 17) et 9 septembre 1982 à Bonn, congrès de la *Friedrich-Ebert-Stiftung* (doc. 18), p. 300-316 et p. 317-336.

⁸ Discours de Brandt du 7 mai 1965 à Wiesbaden à l'occasion du 20^e anniversaire de la capitulation sans condition (doc. 44), p. 653-664 (p. 654).

⁹ Discours de Brandt du 12 mars 1987 à Bonn au forum de la commission historique du SPD (doc. 34), p. 539-553 (p. 552).

¹⁰ Discours de Brandt du 1^{er} septembre 1989 au Bundestag, à l'occasion du 50^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale (doc. 42), p. 635-647 (p. 638).

lucides et des mieux informés, le procès de Nuremberg est pour lui aussi une révélation sur l'ampleur des crimes nazis : « L'Allemagne a dû apprendre que les guerres ne servaient à rien. Les hommes ont vu où le nazisme a mené. Ils ont vu comment la haine raciale a été poussée à l'extrême. Maintenant, il s'agit avant tout de ne pas laisser perdre ce savoir récemment acquis et de ne pas laisser la population sombrer dans le désespoir national et social »¹¹. De la réflexion sur le passé nazi, Brandt tire cinq enseignements principaux pour le présent et l'avenir.

2.1 Le refus de l'oubli

Brandt opte d'emblée pour une attitude morale refusant toutes les formes d'arrangement avec le passé : pas d'oubli, pas de refoulement, pas de discours lénifiant sur le temps apaisant les blessures. Dès le début des années 1950, il malmène l'opinion ouest-allemande, alors réticente à tout travail d'histoire et de mémoire. En dénonçant le silence et l'oubli, alors que le gouvernement Adenauer reste encore ambigu sur cette question, il dérange. Ultérieurement, il devait mettre en cause son prédécesseur : « La rupture avec ce terrible passé aurait dû se produire plus clairement il y a 40 ans »¹². Mais il entend aussi se faire le porte-parole des évolutions en cours : dès 1961, dans son discours à New York, il souligne devant une assistance juive que les Allemands, dans leur très grande majorité, sont désormais prêts à se « confronter sérieusement à leur passé »¹³ : il mentionne non seulement la fondation de la *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen* [Service central d'enquêtes sur les crimes nationaux-socialistes] à Ludwigsburg, mais aussi la série télévisée « Das Dritte Reich », et surtout le rôle de l'école dans l'éducation à la démocratie par la réflexion sur le passé. Il estime que malgré quelques gestes antisémites isolés et fortement condamnés (Cologne, décembre 1959), le nazisme est extirpé d'Allemagne. Brandt le répète sans cesse : le travail de mémoire fait intégralement partie de la culture politique d'une démocratie : il plaide pour aborder le passé sans peur, mais avec honnêteté, franchise et courage. En contrepoint, l'oubli est « l'ennemi intime de l'avenir »¹⁴. Le temps passant, il conjure ses concitoyens

¹¹ Willy BRANDT, *Verbrecher und andere Deutsche. Ein Bericht aus Deutschland 1946*, éd. par Einhart LORENZ, Bonn, Dietz, 2008, p. 57.

¹² Discours de Brandt du 1^{er} septembre 1989 au *Bundestag* (note 10), p. 642.

¹³ Discours de Brandt du 19 mars 1961 (note 5), p. 708.

¹⁴ Discours de Brandt du 30 janvier 1983 (note 4), p. 242-243.

de ne cesser de réfléchir au passé et de profiter tant qu'il est encore temps, des témoignages et des expériences de ceux qui ont survécu aux camps, à l'exil et à la guerre ¹⁵.

2.2 Culpabilité ou responsabilité ?

Il s'agit là d'un thème récurrent chez Brandt. Dès l'immédiat après-guerre, il refuse la thèse de la culpabilité collective, trop indifférenciée. Se référant au premier président fédéral, Theodor Heuss, il estime cependant qu'il y a une honte collective et une responsabilité commune : coresponsabilité directe de ceux qui se sont ralliés à Hitler et de tous ceux qui n'ont pas eu la force de résister ; mais aussi responsabilité de ceux qui ne portent aucune culpabilité, dans la mesure où ils veulent continuer à partager le destin du peuple allemand et l'aider à se relever – ceux là donc ne peuvent refuser de tirer les conséquences d'une politique à laquelle s'est ralliée volontairement une si grande part du peuple allemand. Ils ne peuvent se tenir en dehors d'une communauté de souffrance et de responsabilités. Cela ressemble étonnamment à l'explication de son parcours personnel et de son retour en Allemagne, comme Allemand. Le résistant Brandt est celui qui pourra, au nom du peuple allemand, s'agenouiller à Varsovie pour demander pardon ! Car la responsabilité a un double sens : le partage du poids du passé, mais aussi une mission « dirigeante » pour l'avenir.

2.3 La honte et le pardon

En mars 1961, invité à parler de « L'Allemagne, Israël et les Juifs » à New York, Brandt affirme qu'aucune bonne volonté, aucune réparation, aucun dédommagement ou restitution ne pourra effacer les crimes perpétrés. Il dit sa difficulté en tant qu'Allemand à parler de « réconciliation », mais plaide pour la restauration de la confiance¹⁶. 27 ans plus tard, à Berlin à l'occasion du 50^e anniversaire de la « nuit de Cristal », il déclare que la « honte est ineffaçable », que l'émotion et le

¹⁵ Outre les discours précédemment mentionnés dans ce paragraphe, voir encore les discours du 10 mai 1983 à Osnabrück, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'autodafé de 1933 (doc. n° 14) et du 14 mai 1980 à Rotterdam à l'occasion du 40^e anniversaire du bombardement de la ville (doc. n° 43), p. 266-277 et 648-652 respectivement ; voir aussi les discours des 8 novembre 1988 (note 5) et du 15 juin 1979 (note 7). Voir aussi *Das Gewissen entscheidet. Berichte des deutschen Widerstandes von 1935-1945 in Lebensbildern*, éd. par Annelore Leber, en coopération avec Willy Brandt et Karl Dietrich Bracher, Berlin, Mosaik, 1957.

¹⁶ Discours du 19 mars 1961 (note 5), p. 716.

deuil se perpétuent¹⁷. Quelques mois plus tard, en septembre 1989 au *Bundestag*, il dit qu'il comprend que Itzaak Rabin, alors ministre de la Défense d'Israël, ait déclaré qu'il ne pouvait y avoir ni excuses ni pardon pour les crimes commis¹⁸. L'Allemagne, par le biais de ses plus hauts représentants, doit demander pardon, et accepter éventuellement que ce pardon ne lui soit pas accordé. Après s'être mis à genou à Varsovie en décembre 1970 devant le monument commémoratif du ghetto, il demande à nouveau pardon à Rotterdam, au nom du peuple allemand, en 1980, à l'occasion du 40^e anniversaire du bombardement¹⁹.

2.4 Transmettre à la jeune génération

La jeunesse est la cible privilégiée à laquelle il s'adresse. Dès l'immédiat après-guerre, il mise sur les jeunes pour apprendre du passé et considère qu'il y a une sorte de pacte des générations dans la transmission du patrimoine que constituent les leçons de l'histoire. Même la nouvelle génération, évidemment non coupable, ne peut échapper au « poids du passé », car on hérite de la responsabilité au nom du peuple allemand²⁰. Cependant, cette responsabilité particulière ne doit pas être un fardeau qui entrave. Et les aînés ont le devoir de libérer les jeunes de ce poids, en apportant des réponses complètes et honnêtes à leurs questions²¹. C'est en tirant les leçons du passé pour agir de façon adéquate et morale dans le présent et l'avenir, que les « anciens » aident les jeunes à être « positivement » responsables, et ainsi un sens est donné à la folie passée. C'est la revanche de l'histoire. Ainsi, dès 1955, il souligne que la connaissance et le souvenir du martyr des « conjurés » du 20 juillet constitue leur victoire posthume²². C'est en cela que la réflexion commune sur le passé entre les générations permet de décharger la nouvelle génération du fardeau de l'histoire. Brandt a la conviction qu'il est particulièrement apte à remplir cette mission, « parce que j'ai autant résisté à la violence nazie qu'à la violence communiste » et « parce que je considère que c'est l'affaire de ma vie que d'aider la jeune génération à débayer le chemin pour aller de l'avant »²³. Il faut mettre les jeunes en garde contre « la paralysie de la

¹⁷ Discours du 8 novembre 1988 (note 5), p. 631.

¹⁸ Discours du 1^{er} septembre 1989 (note 10), p. 639.

¹⁹ Discours du 14 mai 1980 (note 15).

²⁰ Ibid. ; discours des 19 juillet 1955 (note 1), 19 mars 1961 (note 5), 8 novembre 1988 (note 5).

²¹ Discours des 14 mai 1980 (note 15) et 15 juin 1979 (note 7).

²² Discours du 19 juillet 1955 (note 1).

²³ Discours du 7 mai 1965 (note 8), p. 654.

raison » et « l'agression de la bêtise »²⁴. La transmission intergénérationnelle est cruciale car elle conjugue les temps : « Nous sommes dans le présent, mais nous n'existerons demain que si nous avons accepté et assimilé les leçons d'hier et d'avant hier. Et pour cela, nous ne pouvons et ne devons oublier ni les bourreaux ni les victimes, ni ce qui a été commis de honteux au nom du peuple allemand, ni ce qui a permis de se relever de la honte »²⁵ !

2.5 L'engagement pour le temps présent

Accepter le poids de l'histoire doit servir à éviter que les horreurs du passé ne se reproduisent. Il faut apprendre la lucidité et le courage de l'action. Pour cela il faut dépasser la simple commémoration, qui serait un repli stérile sur le passé, malgré l'émotion et l'empathie trans-générationnelle²⁶. Aussi, plutôt qu'un devoir de mémoire, Brandt plaide-t-il pour un devoir d'histoire : « tirer les leçons de l'histoire, se prémunir contre les rechutes [...] ne pas rester silencieux et obéissant [...] apprendre à être prêt à résister »²⁷. Un tel raisonnement aurait pu conduire à poser la question du droit d'ingérence, si délicate pour les hommes politiques...

Pour Brandt, réagir aux injustices, au droit et à la liberté bafouée, c'est évidemment tourner le regard vers les compatriotes est-allemands. Au lendemain de la construction du mur, il établit la comparaison entre le système du mur et l'univers concentrationnaire. À l'occasion du 20^e anniversaire du 8 mai 1945, il dénonce la propagande du régime du SED, selon laquelle l'Allemagne nazie serait à l'Ouest tandis qu'à l'Est les vrais enseignements auraient été tirés de la guerre²⁸. Cependant, il est possible de se demander si sa « politique des petits pas » n'a pas conduit à modérer le ton de la critique à l'encontre de la RDA. Ainsi, l'expression « mur de la honte », qu'il est le premier à avoir employée, disparaît de son langage dans la seconde moitié des années 1960. L'image du camp de concentration est elle aussi évitée dans les textes ultérieurs. L'heure n'est plus à la polémique.

Regarder vers l'avenir en sachant d'où l'on vient, c'est le sens profond de l'action Brandt pour la construction de l'Europe – une Europe sur laquelle l'Allemagne a abandonné radicalement toute idée de domination. Tout en remplaçant

²⁴ Discours du 1^{er} septembre 1989 (note 10), p. 642.

²⁵ Discours du 19 juillet 1955 (note 1), p. 339.

²⁶ Discours du 19 juillet 1955 (note 1), p. 714.

²⁷ Discours du 8 novembre 1988 (note 5), p. 634.

²⁸ Discours des 19 mars 1961 (note 1), p. 710 et 7 mai 1965 (note 8), p. 654.

le projet européen sur une plus longue durée, il situe la nécessité de l'Europe dans le sillage de la Résistance européenne, y compris allemande : « Après la Seconde Guerre mondiale, c'est l'espoir européen qui nous a sauvé de la « soif de déclin » [« Lust am Untergang »]²⁹. Ou bien encore : « La volonté de survivre se confond avec le devoir de préserver l'Europe comme zone de coopération et, en tant qu'Européen, de servir la paix dans le monde »³⁰. L'Allemagne a une responsabilité particulière pour la paix en Europe et dans le monde. Ce processus européen se poursuit avec la nouvelle *Ostpolitik* et, à la fin de l'été 1989, Brandt a une conscience aiguë de ce qui est en train de se jouer de l'autre côté du mur et du rideau de fer³¹.

À l'issue de ce bref panorama, trois remarques s'imposent en conclusion : d'abord, la conception brandtienne de l'histoire repose sur la conviction que celle-ci n'est pas une fatalité et qu'il est possible d'apprendre du passé. Sa conscience historique est sa boussole morale et, par la transmission de la mémoire et du savoir, il veut forger une conscience historique allemande qui préserverait de tout nouveau naufrage. Deuxièmement, tout son système de réflexion sur l'usage de l'histoire et la transmission aux jeunes est en place au moins dès 1946. Il y a une remarquable constance de sa pensée, malgré quelques légères ambiguïtés qui peuvent s'expliquer par le contexte dans lequel il prononce ses discours et en fonction du public auquel il s'adresse. Enfin, la conscience du « poids du passé », de la catastrophe et de la barbarie absolues dans laquelle l'Allemagne nazie avait sombré lui permet *a contrario* de se réjouir de l'éclosion de la démocratie après la guerre. Il dit sa gratitude à ceux qui ont su garder la force de vivre et ont œuvré à sortir l'Allemagne de l'anéantissement³². En 1965, vingt ans après la fin de la guerre, il confesse que l'événement le plus remarquable, à ses yeux, est que les Allemands sont devenus de sincères démocrates³³ !

²⁹ Discours du 1^{er} septembre 1989 (note 10), p. 652.

³⁰ Discours du 14 mai 1980 (note 15), p. 652.

³¹ Discours du 1^{er} septembre 1989 (note 10).

³² Discours du 10 mai 1983 (note 15) et du 8 novembre 1988 (note 5).

³³ Discours du 7 mai 1965 (note 8), p. 653.

WILLY BRANDT, JALONS BIOGRAPHIQUES

1913	Naissance à Lübeck, le 18 décembre
1930	Admission au Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD)
1931	Adhésion au Sozialistische Arbeiterpartei (SAP)
1933	Début de l'exil en Norvège ; activité journalistique et politique
1936	Séjour clandestin à Berlin (octobre à décembre)
1937	Séjour en Catalogne, pendant la Guerre d'Espagne (février à juin)
1938	Déchu de sa nationalité allemande par le gouvernement nazi
1940	Évasion vers la Suède, suite à l'occupation de la Norvège ; citoyenneté norvégienne ; travail journalistique pour la résistance norvégienne
1942	À Stockholm, secrétaire de la « Petite Internationale » qui rédige les « Propositions pour la paix des socialistes démocrates »
1945	Retour à Oslo, à la fin de la guerre
1945	Reportages sur l'Allemagne pour des journaux scandinaves ; en 1946, reportages sur le procès de Nuremberg
1947	Attaché de presse de la mission militaire norvégienne auprès du Conseil de contrôle allié de Berlin
1948	Représentant du comité directeur du SPD à Berlin ; restitution de la nationalité allemande

1949	Député de Berlin dans le premier Bundestag, réélections en 1953, 1957, 1961, 1965
1955	Président de la chambre des députés de Berlin (Ouest), jusqu'en 1957
1957	Maire régnant de Berlin (Ouest), jusqu'en 1966
1958	Membre du comité directeur du SPD (jusqu'en 1992) ; 1962, vice-président du SPD
1961	Lors des élections au Bundestag, première candidature pour la fonction de chancelier ; nouvelles candidatures en 1965 et 1969
1964	Président du SPD, jusqu'en 1987
1966	Ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier dans la Grande coalition CDU/SPD (décembre)
1969	Chancelier (élection le 21 octobre) ; formation du gouvernement SPD-FDP (parti libéral)
1970	Ostpolitik : traités avec l'Union soviétique (août) et la Pologne (décembre)
1971	Prix Nobel de la Paix
1972	Élections anticipées au Bundestag (novembre) ; victoire du gouvernement Brandt
1972	Traité fondamental avec la RDA (décembre) ; reconnaissance mutuelle
1974	Démission des fonctions de chancelier à la suite de l'affaire Guillaume (6 mai)

- 1976** Président de l'Internationale socialiste, jusqu'en 1992
- 1977** Président de la « Commission indépendante pour les questions internationales de développement » (Commission Nord-Sud) ; début 1980 : rapport « Assurer la survie »
- 1979** Membre du Parlement européen, jusqu'en 1983.
- 1987** Démission des fonctions de président du SPD
- 1989/1990** Engagement en faveur de l'unification des deux États allemands
- 1992** Décès à Unkel/Bonn, le 8 décembre

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

Documents publiés par la Fondation Chancelier Willy Brandt

La « Berliner Ausgabe », éd. par Helga Grebing, Gregor Schöllgen et Heinrich August Winkler, réunit en dix volumes un choix d'écrits, de notes et de textes de Willy Brandt, de 1928 à 1992.

- vol. 1 : *Hitler ist nicht Deutschland. Jugend in Lübeck – Exil in Norwegen 1928-1940*, réd. Einhart LORENZ, Bonn, Dietz, 2002 ;
- vol. 2 : *Zwei Vaterländer. Deutsch-Norweger im schwedischen Exil – Rückkehr nach Deutschland 1940-1947*, réd. Einhart LORENZ, Bonn, Dietz, 2000 ;
- vol. 3 : *Berlin bleibt frei. Politik in und für Berlin 1947-1966*, réd. Siegfried Heilmann, Bonn, Dietz, 2004 ;
- vol. 4 : *Auf dem Weg nach vorn. Willy Brandt und die SPD 1947-1972*, réd. Daniela MÜNDEL, Bonn, Dietz, 2000 ;
- vol. 5 : *Die Partei der Freiheit. Willy Brandt und die SPD, 1972-1992*, réd. Karsten RUDOLPH, Bonn, Dietz, 2002 ;
- vol. 6 : *Ein Volk der guten Nachbarn. Außen- und Deutschlandpolitik 1966-1974*, réd. Frank FISCHER, Bonn, Dietz, 2005 ;
- vol. 7 : *Mehr Demokratie wagen. Innen- und Gesellschaftspolitik 1966-1974*, réd. Wolther von KIESERITZKY, Bonn, Dietz, 2001 ;
- vol. 8 : *Über Europa hinaus. Dritte Welt und Sozialistische Internationale*, réd. Bernd ROTHER et Wolfgang SCHMIDT, Bonn, Dietz, 2006 ;
- vol. 9 : *Die Entspannung unzerstörbar machen. Internationale Beziehungen und deutsche Frage 1974-1982*, réd. Frank FISCHER, Bonn, Dietz, 2003 ;
- vol. 10 : *Gemeinsame Sicherheit. Internationale Beziehungen und deutsche Frage 1982-1992*, réd. Uwe MAI, Bernd ROTHER et Wolfgang SCHMIDT, Bonn, Dietz, 2009.

Collection « Willy-Brandt-Dokumente »

- vol. 1 : *Verbrecher und andere Deutsche. Ein Bericht aus Deutschland 1946*, réd. Einhart LORENZ, Bonn, Dietz, 2007 (1^{ère} publication en norvège 1946).
- vol. 2 : *Im Zweifel für die Freiheit. Reden zur sozialdemokratischen und deutschen Geschichte*, sous la dir. de Klaus SCHÖNHOFEN, Bonn, Dietz, 2012.

Textes de Willy Brandt

- Berlin, ma ville. Récit recueilli par Léo LANIA, Paris, Morgan, 1960.
- La Paix en Europe, Paris, Albin Michel, 1969 (*Friedenspolitik in Europa*, Francfort, Fischer, 1968).
- Außenpolitik, Deutschlandpolitik, Europapolitik. Grundsätzliche Erklärungen während des ersten Jahres im Auswärtigen Amt, Berlin, Berlin Verlag, 1968.
- Reden und Interviews 1968-1969, éd. par le Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Bonn s. d. [1969].
- Reden und Interviews. Herbst 1969 bis Herbst 1971. Vorwort von Conrad AHLERS, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1971 ; Herbst 1971 bis Frühjahr 1973. Vorwort von Rüdiger VON WECHMAR, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1973.
- Paix. Discours et publications du lauréat du Prix Nobel de la Paix 1971, Bonn-Bad Godesberg, Verlag Neue Gesellschaft, 1971.
- Par-delà le quotidien. Un bilan provisoire, Paris, Gallimard, 1976 (*Über den Tag hinaus. Eine Zwischenbilanz*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1974).
- De la Guerre froide à la détente, 1960-1975, Paris, Gallimard, 1978 (*Begegnungen und Einsichten. Die Jahre 1960-1975*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1976).
- Links und frei. Mein Weg 1930-1950, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1982.
- Mémoires, Paris, Albin Michel, 1990 (*Erinnerungen*, Francfort, Propyläen, 1989).
- Willy Brandt und Günter Grass. Der Briefwechsel, éd. par Martin KÖLBEL, Göttingen, Steidl, 2013.
- Das Überleben sichern. Die Einleitung zum Nord-Süd-Bericht mit einer Einführung von Dirk MESSNER, éd. par la Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, Berlin 2013 (*Schriftenreihe de la BWBS*, 25)

Documents, Témoignages, Mémoires

- BAHR, Egon, *Zu meiner Zeit*, Munich, Karl Blessing Verlag, 1996.
- , *Das musst Du erzählen. Erinnerungen an Willy Brandt*, Berlin, Propyläen, 2013.
- BEHRENS, Alexander (éd.), « *Durfte Brandt knien ?* » *Der Kniefall in Warschau und der deutsch-polnische Vertrag. Eine Dokumentation der Meinungen*, Bonn, Dietz, 2010.
- BRANDT, Rut, *Freundesland. Erinnerungen*, Hambourg, Hoffmann & Campe, 1992.
- BUSSIÈRE, Éric, Emilie WILLAERT, *Un projet pour l'Europe. Georges Pompidou et la construction européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.
- EHMKE, Horst, *Mittendrin. Von der Großen Koalition zur deutschen Einheit*, Berlin, Rowohlt, 1994.

- GUILLAUME, Günter, *Die Aussage. Wie es wirklich war*, Munich, Universitas, 1990.
- HARPPRECHT, Klaus, *Im Kanzleramt. Tagebuch der Jahre mit Willy Brandt, Januar 1973-Mai 1974*, Hambourg, Rowohlt, 2000.
- KOHL, Helmut, *Erinnerungen 1990-1994*, Munich, Droemer, 2007.
- SCHIRMANN, Sylvain, Sarah MOHAMED-GAILLARD, *Georges Pompidou et l'Allemagne*, Bruxelles, Peter Lang, 2012.
- SCHMIDT, Helmut, *Die Deutschen und ihre Nachbarn*, Berlin, Siedler, 1990.
- , *Weggefährten. Erinnerungen und Reflexionen*, Berlin, Siedler, 1996.

Études

- ALLERS, Robin M., *Besondere Beziehungen. Deutschland, Norwegen und Europa in der Ära Brandt (1969-1974)*, Bonn, Dietz, 2009 (*Willy-Brandt-Studien*, 2).
- ASH, Timothy Garton, *L'Allemagne dans un continent divisé*, Paris, Gallimard, 1995.
- BARING, Arnulf (in Zusammenarbeit mit Manfred GÖRTEMAKER), *Machtwechsel. Die Ära Brandt-Scheel*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1982.
- BENDER, Peter, *Die 'Neue Ostpolitik' und ihre Folgen. Vom Mauerbau bis zur Vereinigung*, Munich, dtv, 4^e éd., 1996.
- BOLL, Friedhelm, Krzysztof RUCHNIEWICZ (éd.), *Nie mehr eine Politik über Polen hinweg. Willy Brandt und Polen*, Bonn, Dietz, 2010 (*Willy-Brandt-Studien*, 4).
- BRANDT, Peter, Detlef LEHNERT, « *Mehr Demokratie wagen* ». *Geschichte der Sozialdemokratie 1830-2010*, Berlin, Vorwärts Buch, 2012.
- BRANDT, Peter, *Mit anderen Augen. Versuch über den Politiker und Privatmann Willy Brandt*, Bonn, Dietz, 2013.
- CAHN, Jean-Paul, Ulrich PFEIL (éd.), *Allemagne 1945-1990*, 3 vol., Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2008/09.
- DEFRANCE, Corine, Ulrich PFEIL, *Histoire franco-allemande*, vol. 10 : *Entre Guerre froide et intégration européenne. Reconstruction et rapprochement 1945-1963*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2012.
- FAULENBACH, Bernd, *Das Sozialdemokratische Jahrzehnt. Von der Reformeuphorie zur neuen Unübersichtlichkeit. Die SPD 1969-1982*, Bonn, Dietz, 2011.
- , *Willy Brandt*, Munich, C.H. Beck, 2013.
- GREBING, Helga, *Willy Brandt. Der andere Deutsche*, Paderborn, Munich, Fink, 2008.
- HARPPRECHT, Klaus, *Willy Brandt oder der Mut zum Glück*, Reinbek, Rowohlt, 2003.

- HIEPEL, Claudia, *Willy Brandt und Georges Pompidou. Deutsch-französische Europa-politik zwischen Aufbruch und Krise*, Munich, Oldenbourg, 2012.
- HOFMANN, Gunter, *Willy Brandt und Helmut Schmidt. Geschichte einer schwierigen Freundschaft*, Munich, C.H. Beck, 2012.
- KOCH, Peter, *Willy Brandt. Eine politische Biographie*, Berlin, Ullstein, 1988.
- LINK, Werner, « Außen- und Deutschlandpolitik in der Ära Brandt 1969-1974 », in : Karl-Dietrich BRACHER, Wolfgang JÄGER, Werner LINK, *Republik in Wandel, 1969-1974: Die Ära Brandt*, Stuttgart, Mannheim, Deutsche Verlags-Anstalt, Brockhaus, 1986, p. 161-282.
- LORENZ, Einhart, *Willy Brandt in Norwegen. Die Jahre des Exils 1933-1940*, Kiel, Neuer Malik Verlag, 1989.
- , *Willy Brandt. Deutscher, Europäer, Weltbürger*, Stuttgart, Kohlhammer, 2012.
- LUDLOW, N. Piers (éd.), *European Integration and the Cold War. Ostpolitik – Westpolitik, 1965-1973*, London, New York, Routledge, 2007.
- MERSEBURGER, Peter, *Willy Brandt 1913-1992. Visionär und Realist*, Stuttgart, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2002.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, *Histoire franco-allemande*, vol. 11 : *Le défi européen, de 1963 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2011.
- , *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013.
- MICHEL, Eckart, *Guillaume, der Spion. Eine deutsch-deutsche Karriere*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2013.
- MÖCKLI, Daniel, *European Foreign Policy during the Cold War. Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity*, London, New York, I. B. Tauris, 2009.
- MÖLLER, Horst, Maurice VAÏSSE (éd.), *Willy Brandt und Frankreich*, Munich, Oldenbourg, 2005.
- MÜNDEL, Daniela, *Willy Brandt und die « Vierte Gewalt ». Politik und Massenmedien in den 50er bis 70er Jahren*, Frankfurt, Campus, 2005.
- , *Bemerkungen zu Willy Brandt*, Berlin, Vorwärts Buch, 2005.
- PFEIL, Ulrich, *Die »anderen« deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich 1949-1990*, Cologne, Böhlau, 2004.
- POTTHOFF, Heinrich, *Im Schatten der Mauer. Deutschlandpolitik 1961 bis 1990*, Berlin, Propyläen, 1999.
- ROTHER, Bernd (éd.), *Willy Brandt. Neue Fragen, neue Erkenntnisse*, Bonn, Dietz, 2011 (*Willy-Brandt-Studien*, 5).
- (éd.), *Willy Brandts Außenpolitik*, Wiesbaden, Springer, 2014.
- SCHMIDT, Wolfgang, *Kalter Krieg, Koexistenz und Kleine Schritte. Willy Brandt und*

- die Deutschlandpolitik 1948-1963*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2001.
- , « Die Wurzeln der Entspannung. Der konzeptionelle Ursprung der Ost- und Deutschlandpolitik Willy Brandts in den fünfziger Jahren », in : *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 51, 2003, p. 521-563.
- SCHÖNFELDER, Jan, Rainer ERICES, *Willy Brandt in Erfurt. Das erste deutsch-deutsche Gipfeltreffen 1970*, Berlin, Ch. Links, 2010.
- SCHÖNHOFEN, Klaus, *Wendjahre. Die Sozialdemokratie in der Zeit der Großen Koalition 1966-1969*, Bonn, Dietz, 2004.
- SCHREIBER, Hermann, *Kanzlersturz. Warum Willy Brandt zurücktrat*, Berlin, Ullstein, 2005.
- SEEBACHER, Brigitte, *Willy Brandt*, Munich, Piper, 2004.
- SOUTOU, Georges-Henri, « L'attitude de Georges Pompidou face à l'Allemagne », in : *Georges Pompidou et l'Europe*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 267-313.
- TÜRK, Henning, *Die Europapolitik der Großen Koalition 1966-1969*, Munich, Oldenbourg, 2006.
- WILKENS, Andreas, « Relance et réalités. Willy Brandt, la politique européenne et les institutions communautaires », in : Marie-Thérèse BITSCH (éd.), *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes. Une postérité pour le plan Schuman ?* Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 377-418.
- , « Pour une Allemagne démocratique dans une Europe unie. Willy Brandt, l'Allemagne et la construction européenne », in : Sylvain SCHIRMANN (éd.), *Quelles architectures pour l'Europe ? Des projets d'une Europe unie à l'Union européenne 1945-1992*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 167-183.
- (éd.), *Willy Brandt et l'unité de l'Europe. De l'objectif de la paix aux solidarités nécessaires*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

LES AUTEURS

CAHN, Jean-Paul ; professeur émérite à l'Université de Paris-Sorbonne. Publications : (avec Klaus-Jürgen Müller), *La République fédérale d'Allemagne et la Guerre d'Algérie (1954-1962). Perception, implication et retombées diplomatiques*, Paris, Félin, 2003 ; (avec Ulrich Pfeil) (éd.), *L'Allemagne 1945-1990*, 3 vol., Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2008/09 ; avec Bernard Poloni, *Migrations et identités*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2009 ; (avec Stefan Martens et Bernd Wegner) (éd.), *Le Troisième Reich dans l'historiographie allemande. Lieux de pouvoir. Rivalités de pouvoir*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, Lille, 2013.

CAMARADE, Hélène ; professeur de civilisation allemande, Université Bordeaux Montaigne. Publications : *Écritures de la résistance. Le journal intime sous le Troisième Reich*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2007 ; (avec Elizabeth Guilhamon, Claire Kaiser) (éd.), *Le national-socialisme dans le cinéma allemand contemporain*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013 ; (avec Sibylle Goepper) (éd.), *Résistances et oppositions en RDA (1949-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, à paraître en 2014 ; *Le tract comme instrument d'opposition, de résistance et de conquête de l'espace public en République Démocratique Allemande (1949-1990)*, Paris, Nouveau Monde Éditions, à paraître en 2014.

DEFRANCE, Corine ; directrice de recherche au CNRS, UMR IRICE, Paris (CNRS, Universités Paris-1-Panthéon-Sorbonne, Paris-IV-Sorbonne). Publications : *Sentinelles ou Pont sur le Rhin ? Le Centre d'Études Germaniques et l'apprentissage de l'Allemagne en France (1921-2001)*, Paris, CNRS Éditions, 2008 ; (avec Michael Kibener, Pia Nordblom) (éd.), *Wege der Verständigung zwischen Deutschen und Franzosen nach 1945. Zivilgesellschaftliche Annäherungen*, Tübingen, Narr, 2010 ; (avec Ulrich Pfeil), *Histoire franco-allemande, vol. 10 : Entre Guerre froide et Intégration européenne. Reconstruction et Rapprochement, 1945-1963*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2012 ; (avec Nicole Colin, Ulrich Pfeil et Joachim Umlauf) (éd.), *Lexikon der deutsch-französischen Kulturbeziehungen nach 1945*, Tübingen, Narr, 2013.

HOPPENSTEDT, Wolfram ; secrétaire général de la Fondation Chancelier Willy Brandt, Berlin. Publications : *Gerhard Colm. Leben und Werk (1897-1968)*, Stuttgart, Steiner, 1997 ; auteur de la première biographie en ligne de Willy Brandt.

JOSPIN, Lionel ; homme politique français (PS) ; premier secrétaire du PS (1981-1988) ; ministre de l'Éducation nationale (1988-1992) ; Premier ministre français (1997-2002) ; candidat du PS à l'élection présidentielle (1995, 2002). Publications : *Le monde comme je le vois*, Paris, Gallimard, 2005 ; *L'Impasse*, Paris, Flammarion, 2007 ; *Lionel raconte Jospin*, Paris, Seuil, 2010 ; *Le mal napoléonien*, Paris, Seuil, 2014.

MIARD-DELACROIX, Hélène ; professeur d'histoire et civilisation allemande à l'Université de Paris-Sorbonne. Publications : *Question nationale et nationalisme. Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2004 ; *Histoire franco-allemande, vol. 11 : Le défi européen, de 1963 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2011 ; (avec Reiner Marcowitz) (éd.), *50 ans de relations franco-allemandes*, Paris, Nouveau Monde, 2012 ; *Willy Brandt*, Paris, Fayard, 2013.

PFEIL, Ulrich ; professeur de civilisation allemande à l'Université de Lorraine, Metz. Publications : (éd.), *La RDA et l'Occident 1949-1990*, Asnières, PIA, 2000 ; *Die »anderen« deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich 1949-1990*, Cologne, Böhlau, 2004 ; (avec Corine Defrance), *Histoire franco-allemande, vol. 10 : Entre Guerre froide et intégration européenne. Reconstruction et rapprochement 1945-1963*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2012 ; (avec Anne Kwaschik) (éd.), *Die DDR in den deutsch-französischen Beziehungen*, Brüssel, Peter Lang, 2013.

ROTHER, Bernd ; secrétaire général adjoint de la Fondation Chancelier Willy Brandt, Berlin. Publications : (avec Wolfgang Schmidt) (éd.), *Willy Brandt : Über Europa hinaus. Dritte Welt und Sozialistische Internationale* (Berliner Ausgabe, 8), Bonn, Dietz, 2006 ; (éd.), *Willy Brandt. Neue Fragen, neue Erkenntnisse*, Bonn, Dietz, 2011 ; (avec Frédéric Bozo, Marie-Pierre Rey, N. Piers Ludlow) (éd.), *Visions of the End of the Cold War in Europe, 1945-1990*, New York, Oxford, Berghahn, 2012 ; (éd.), *Willy Brandts Außenpolitik*, Wiesbaden, Springer VS, 2014.

SCHMIDT, Wolfgang ; chercheur à la Fondation Chancelier Willy Brandt, Berlin. Publications : *Kalter Krieg, Koexistenz und kleine Schritte – Willy Brandt und die Deutschlandpolitik 1948-1963*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2001 ; (avec Bernd Rother), *Willy Brandt : Über Europa hinaus. Dritte Welt und Sozialistische Internationale* (Berliner Ausgabe, 8), Bonn, Dietz, 2006 ; (avec Uwe Mai und

Bernd Rother), *Willy Brandt : Gemeinsame Sicherheit. Internationale Beziehungen und deutsche Frage 1982-1992* (Berliner Ausgabe, 10), Bonn, Dietz, 2009 ; *Aus historischer Verantwortung, moralischer Verpflichtung und politischer Überzeugung. Wie sich Bundeskanzler Willy Brandt um Israel und den Frieden im Nahen Osten bemühte* (Schriftenreihe der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, 26), Berlin 2014.

SCHÖNHOFEN, Klaus ; professeur émérite de sciences politiques et d'histoire contemporaine, Université de Mannheim. Publications : *Arbeiterbewegung und soziale Demokratie in Deutschland. Ausgewählte Beiträge*, Bonn, Dietz, 2002 ; *Wendjahre. Die Sozialdemokratie in der Zeit der Großen Koalition 1966-1969*, Bonn, Dietz, 2004 ; (avec Walter Mühlhausen) (éd.), *Der deutsche Sozialstaat im 20. Jahrhundert. Weimarer Republik, DDR und Bundesrepublik Deutschland im Vergleich*, Bonn, Dietz, 2012 ; (éd.), *Willy Brandt, Im Zweifel für die Freiheit. Reden zur sozialdemokratischen und deutschen Geschichte*, Bonn, Dietz, 2012.

THIERSE, Wolfgang ; homme politique allemand (SPD) ; membre de la chambre du peuple de RDA (mars-octobre 1990) ; président du Bundestag (1998-2005), vice-président du Bundestag (2005-2013), député au Bundestag (1990-2013) ; président du conseil d'administration de la Fondation Chancelier Willy Brandt, Berlin. Publications : (éd.), *Ist die Politik noch zu retten ? Standpunkte am Ende des 20. Jahrhunderts*, Berlin, Aufbau, 1996 ; *Zukunft Ost. Perspektiven für Ostdeutschland in der Mitte Europas*, Berlin, Rowohlt, 2001 ; (éd.), *Grundwerte für eine gerechte Weltordnung. Eine Denkschrift der Grundwertekommission der SPD zur internationalen Politik*, Francfort/M., Suhrkamp, 2003.

WILKENS, Andreas ; professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lorraine, Metz. Publications : (éd.), *Le Plan Schuman dans l'Histoire. Intérêts nationaux et projet européen*, Bruxelles, Bruylant, 2004 ; (éd.), *Wir sind auf dem richtigen Weg. Willy Brandt und die europäische Einigung*, Bonn, Dietz, 2010, (Willy-Brandt-Studien, 3) ; (éd.), *Willy Brandt et l'unité de l'Europe. De l'objectif de la paix aux solidarités nécessaires*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; (éd.), *Une année particulière. 1973 et les tourments de l'Europe*, Bruxelles, Peter Lang, (2014, sous presse).

LA FONDATION CHANCELIER WILLY BRANDT

La Fondation Chancelier Willy Brandt a été créée par la loi du 25 octobre 1994 en tant que fondation de droit public. D'abord implantée à la Mairie de Schöneberg, à Berlin, son siège se situe depuis 2010 au Forum Willy Brandt Berlin (*Unter den Linden 62-68*). Depuis juin 2012 on peut également voir en ce lieu la nouvelle exposition permanente: « Willy Brandt – une vie en politique ».

La fondation a pour mission de perpétuer la mémoire de l'action de Willy Brandt pour la liberté, la paix et l'unité du peuple allemand, pour la préservation de la démocratie en Europe et dans le tiers monde, pour l'unification de l'Europe et pour la compréhension et la réconciliation entre les peuples. Ainsi, dans le cadre de sa mission d'éducation politique, elle doit contribuer à mieux comprendre le XX^e siècle et les évolutions de la République fédérale d'Allemagne. Fondation fédérale, elle est financée par le plénipotentiaire de la République pour la culture et les médias.

Une fondation – deux lieux d'implantation

Le 18 décembre 2007, la Maison Willy Brandt Lübeck (*Königstraße 21*) a été inaugurée dans la ville natale de l'ancien chancelier fédéral avec le vernissage de l'exposition permanente « Willy Brandt – une vie politique au XX^e siècle ». Cette exposition, placée sous la devise « vivre le temps présent », propose de passionnantes mises en scène et une large offre d'informations multimédia. La Maison Willy Brandt Lübeck entend être un forum de débats sur l'histoire et le présent ainsi qu'un lieu d'apprentissage d'histoire du temps présent dans la ville natale du prix Nobel de la paix.

Pour plus d'information voir: www.willy-brandt.de

BILDNACHWEIS

Fotoarchiv J. H. Darchinger/FES: Cover, S. 7, 12, 52, 73, 83.

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung: S. 17, 42, 94, 114.

Willy-Brandt-Archiv: S. 23.

Archiv der sozialen Demokratie: S. 32, 63, 103.

Die Deutsche Bibliothek – CIP-Einheitsaufnahme

Willy Brandt – un projet pour l'Allemagne.

[Hrsg.: Corine Defrance, Ulrich Pfeil, Andreas Wilkens. Red.: Bernd Rother ...].

1. Aufl. – Berlin : Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, 2014

(Schriftenreihe der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung ; H. 28)

ISBN 978-3-933090-27-0

**« Nous voulons être un peuple de bons
voisins, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. »**
Willy Brandt 1969